

LA GUERRE À BOMBARDIER

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE
la presse

■ La société Budd, unique grand fabricant américain de wagons de métro, a l'intention de mener une guérilla juridique et politique à Washington dans le but de forcer Bombardier à se retirer de l'entente conclue récemment avec la Commission des transports de New York.
page A 4

35 cents •

HORS DE LA ZONE MÉTROPOLITAINE 45¢ MONTRÉAL, MERCREDI 26 MAI 1982, 98^e ANNÉE, no 121, 112 PAGES, 8 CAHIERS

Magasiner à Laval, c'est magasiner au

**CENTRE
LAVAL**

Autoroute des Laurentides, sortie #8 au boul. Saint-Martin

LE DÉFICIT SOUS LE CAP DES \$3 MILLIARDS

FONCTIONNNAIRES ET MÉDECINS PAIERONT

■ Les contribuables québécois peuvent respirer un peu plus à l'aise, ce matin, le budget du ministre Jacques Parizeau les ayant relativement peu écorchés: fumeurs et buveurs paieront leurs petits plaisirs un peu plus cher, tandis que la taxe de vente passe de 8 à 9 pour cent, pour une période de dix mois. Aucune augmentation des impôts sur le revenu. Le ministre prévoit un déficit qui frise les \$3 milliards; pour le juguler, il impose aux fonctionnaires et aux médecins une contribution de \$641 millions aux coffres de l'État: les revenus des médecins et des hauts fonctionnaires sont gelés pendant un an, et les fonctionnaires syndiqués subiront des réductions de salaire pendant trois mois, à partir du 1^{er} janvier prochain, date d'expiration des conventions collectives.

pages E 1 à E 3

LES RÉACTIONS: DU POUR ET DU CONTRE

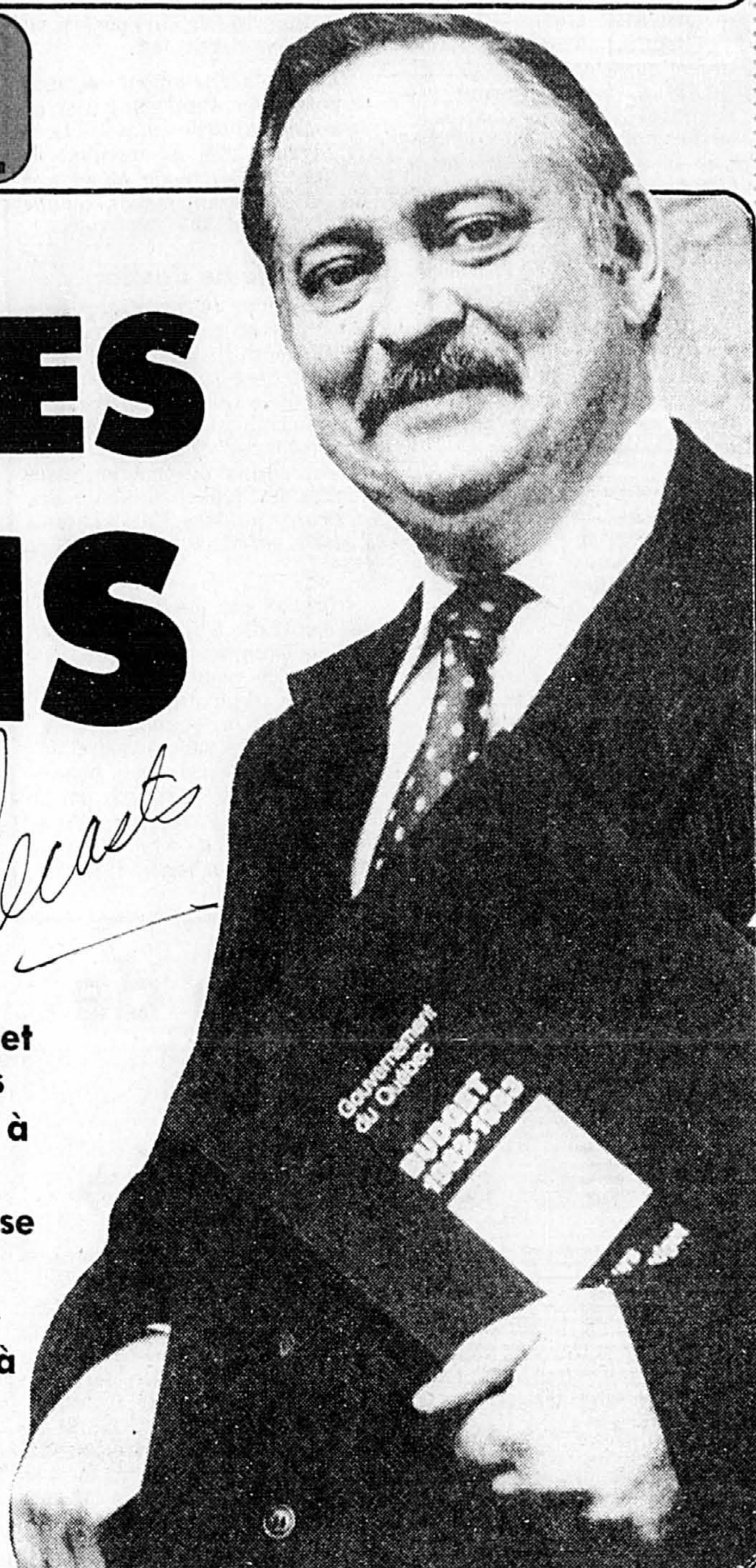


photo UPC

TABLOID
SPORTS

UNE 5^e DE SUITE

**LES EXPOS
L'EMPORTENT**

pages 2 et 3

LE JOUR 1 DU CONCORDE

■ Les Alouettes sont disparus après 34 années de tumultueuse existence. Le Concorde leur succédera officiellement aujourd'hui. Yves Létourneau considère que la nouvelle organisation montréalaise devra avant tout se battre contre la médiocrité de la ligue Canadienne pour survivre. Réjean Tremblay, plus optimiste, a confiance en l'homme de tête, Sam Etcheverry.

pages 5 et 7



SURSIS JUSQU'À VENDREDI

■ Les chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro manifesteront leur mécontentement dans les rues de Montréal aujourd'hui, mais les services ne seront pas interrompus. Le sursis sera toutefois de courte durée puisque vendredi, il n'y aura pas de transport en commun, les syndiqués de la CTCUM devant participer à une journée d'étude.

page A 3



CANNES 82

LES JEUX SONT FAITS

page C 1

LE MONDE

FALKLAND: ÉTAPE DÉCISIVE

■ Les violents combats qui se sont poursuivis durant toute la journée d'hier entre forces britanniques et argentines pour le contrôle des îles Falkland semblent indiquer que la guerre est désormais entrée dans sa phase décisive. Une offre de cessez-le-feu a été effectuée par l'Argentine devant le Conseil de sécurité de l'ONU, mais le premier ministre Thatcher a exclu tout arrêt des hostilités sans un retrait total des troupes argentines de l'archipel.

page G 1

SOMMAIRE

4
Annonces classées: E 4, E 13 à E 21
et sport 14 à 16

Arts et spectacles: C 1 à C 3

— Cinéma: C 6

Carrières et professions: F 1, F 2

Décès, naissances, etc.: F 6, F 7

Économie: E 1 à E 8

Êtes-vous observateur?: E 19

FEUILLETON: E 15

Horoscope: E 18

Le bridge: F 1

Le monde: G 1 à G 5, G 7

Météo: A 2

Pleins feux: A 8

Quoi faire aujourd'hui: C 6

Télé-câble: C 2

Télévision:

— Horaires: C 6

Vivre aujourd'hui: D 1 à D 8

— Médecine: D 6

TABLOID SPORTS

Bandes dessinées: 18

Mots croisés: 18

ÉDITO

**LE CONFLIT
DES MALOUINES:
ÉPIQUE
OU BANAL?**
PAR GUY CORMIER

page A 6

AU JARDIN BOTANIQUE SERRES DERNIER CRI

■ Dans le cadre d'un complexe biotechnologique qui a coûté un demi-million de dollars à la ville de Montréal, treize nouvelles serres ont été inaugurées hier au Jardin botanique: conçues en fonction d'une utilisation maximale de l'énergie solaire, elles produiront un million d'arbres ou de plantes par an.

page A 2

UNE ATTAQUE-ECLAIR
CONTRE LES PRIX
EN PAGES F-3, F-4, F-5

LE BLITZ

METRO

Enlèvement de Charles Marquis: Gingras avoue

■ QUEBEC (PC) — Rolland Gingras, 49 ans, de Saint-Ferréol, a avoué hier sa participation à l'enlèvement de l'homme d'affaires Charles-E. Marquis qui fut séquestré et libéré, le 10 mars 1977, après avoir versé une rançon de \$100,000.

Déjà, Jean-Paul Bourque avait été condamné à 12 ans de pénitencier à la suite d'un procès devant jury, en Cour supérieure.

Le 12 novembre 1981, Louis-Albert Raymond, 60 ans, avait été trouvé coupable, au terme d'un procès instruit devant le juge Gilles Carle, en Cour des sessions de la paix.

La participation de Gingras et Raymond avait été révélée par Bourque, celui qui avait procédé à l'enlèvement, et qui témoigna devant la Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) à Québec.

Devant le juge Paul-Emile Fortin, Gingras a reconnu sa culpabilité aux trois mêmes chefs d'accusation retenus contre Raymond, soit sa complicité dans le complot d'enlèvement de M. Marquis avec l'intention d'obtenir une rançon, l'enlèvement et la séquestration, et le vol qualifié d'une somme de \$100,000.

Le juge Fortin prononcera sa sentence le 1er octobre.

Gingras a également reconnu la possession d'une obligation de la municipalité de Saint-Adèle, le 14 février 1978, au montant de \$25,000, propriété de Mead and Co., de Montréal, sachant qu'elle avait été préalablement volée.

Un troisième dossier

Egalement le 18 octobre, un autre dossier sera soumis au juge Bilodeau. Il s'agit d'une accusation portée sur la recommandation de la CECO, relativement à trois chefs d'accusation de trafic d'influence et une accusation de corruption de fonctionnaire, auprès de l'ancien ministre des Travaux publics, M. Armand Russell, entre les années 1966 et 1979.

Gingras est accusé d'avoir, par son trafic d'influence auprès de l'ancien ministre Russell, exigé \$100,000 pour le renouvellement de baux commerciaux; \$40,000 pour la location de l'édifice Joffre et \$40,000 pour l'acquisition des terrains des Beaux-Arts, sur la rue Belvédère, par la firme Beaudet et Marquis. Finalement, il aurait versé \$7,200 à M. Russell, avec lequel il transigeait.

La Commission de police étudie un cas de «brutalité»

■ Les commissaires Raymond Boily et Yves Pouliot, de la Commission de police du Québec, ont entendu, hier, le témoignage de Robert Lescoufair, qui affirme avoir été brutalisé par un policier de la CUM, Alain Barragalo, le 18 juillet 1980.

Plusieurs policiers étaient alors intervenus sur la rue Crescent dans le but de mettre fin à une bagarre impliquant de nombreux individus. Lescoufair affirme avoir été révolté par l'attitude des policiers, être alors intervenu auprès d'eux, et avoir reçu de la part de l'agent Barragalo des coups de... lampe de poche. Des blessures nécessitant

huit points de suture lui ont alors été occasionnées, témoigne-t-il.

Quant au policier, il se souvient avoir demandé à Lescoufair de circuler, de l'avoir menacé d'une arrestation devant son refus de s'exécuter. Par la suite, il s'est effectivement servi de sa lampe de poche pour faire entendre raison à son vis-à-vis, mais c'était au moment où il était en outre attaqué de l'arrière par un troisième intervenant. L'agent Barragalo a lui-même été blessé au dos dans l'échaffourée, ajoute-t-il.

Les commissaires ont pris l'affaire en délibéré, sans indiquer à quel moment ils rendraient leur décision.

Masson condamné à cinq ans

■ Reconnu coupable d'homicide involontaire, Richard Masson, 20 ans, a été condamné à cinq ans de pénitencier, hier, par le juge Bernard Gratton de la Cour supérieure.

Masson a subi son procès en Cour d'assises sous une accusation de meurtre, les jurés rendant ultimement un verdict d'homicide involontaire. Le 20 mars dernier, il poignardait à mort un journalier de 42 ans, Roland Duquette, au cours d'une beuverie dans un petit appartement du boulevard Saint-Joseph est.

Hier, avant que le magistrat ne rende sa sentence, Masson a de nouveau proclamé son innocence. Il n'en a pas moins été condamné au pénitencier, le juge Gratton affirmant devoir dissuader ainsi «ceux qui auraient la vague idée d'utiliser une telle forme de violence rampante dans notre société».

Richard Masson n'avait pas de lourd passé judiciaire. Célibataire, il était sans travail et éprouvait de sérieux problèmes de santé.

3 heures au sol après un appel à la bombe

■ (PC) — Un appareil de type «Lockheed 10-11» de la société Air Canada a dû être immobilisé pendant plus de trois heures, à la suite d'un appel à la bombe survenu vers six heures 35, mardi.

Les autorités ont procédé à des fouilles systématiques de l'avion et des bagages des passagers ayant d'autoriser le décollage de

l'appareil.

Des 258 personnes inscrites sur la liste des passagers, une centaine d'entre elles avaient pris place à bord de l'appareil lors de l'appel à la bombe.

Le vol 123 d'Air Canada à destination d'Edmonton et Calgary via Toronto est donc parti vers dix heures mardi.

BRASSAGE ÉLECTORAL SANS PRÉCÉDENT

Donatien Corriveau serait le candidat du compromis à la présidence de la CSN

■ QUEBEC — Bien fin celui qui pourrait prédire avec certitude aujourd'hui qui sera le prochain président de la Confédération des syndicats nationaux, lequel doit être élu vendredi pour succéder à Norbert Rodrigue qui quitte pour des raisons de santé. Toutes les options sont bonnes et il est plus qu'évident que les jeux sont loin d'être faits.

LISA BINSSE

envoyée spéciale de LA PRESSE

Il s'est de fait rarement vu un tel «brassage» électoral à un congrès de la CSN, et le moins qu'on puisse dire c'est que le 51ème congrès de la centrale porte d'abord et avant tout sur qui composera le prochain exécutif de six membres. Les candidats aux différents postes changent d'heure en heure et au train où vont les choses, il est probable que ce n'est que jeudi midi, à la clôture des mises en candidature, que les quelque 1.800 délégués (la plus grosse participation jamais vue) sauront à quoi s'en tenir.

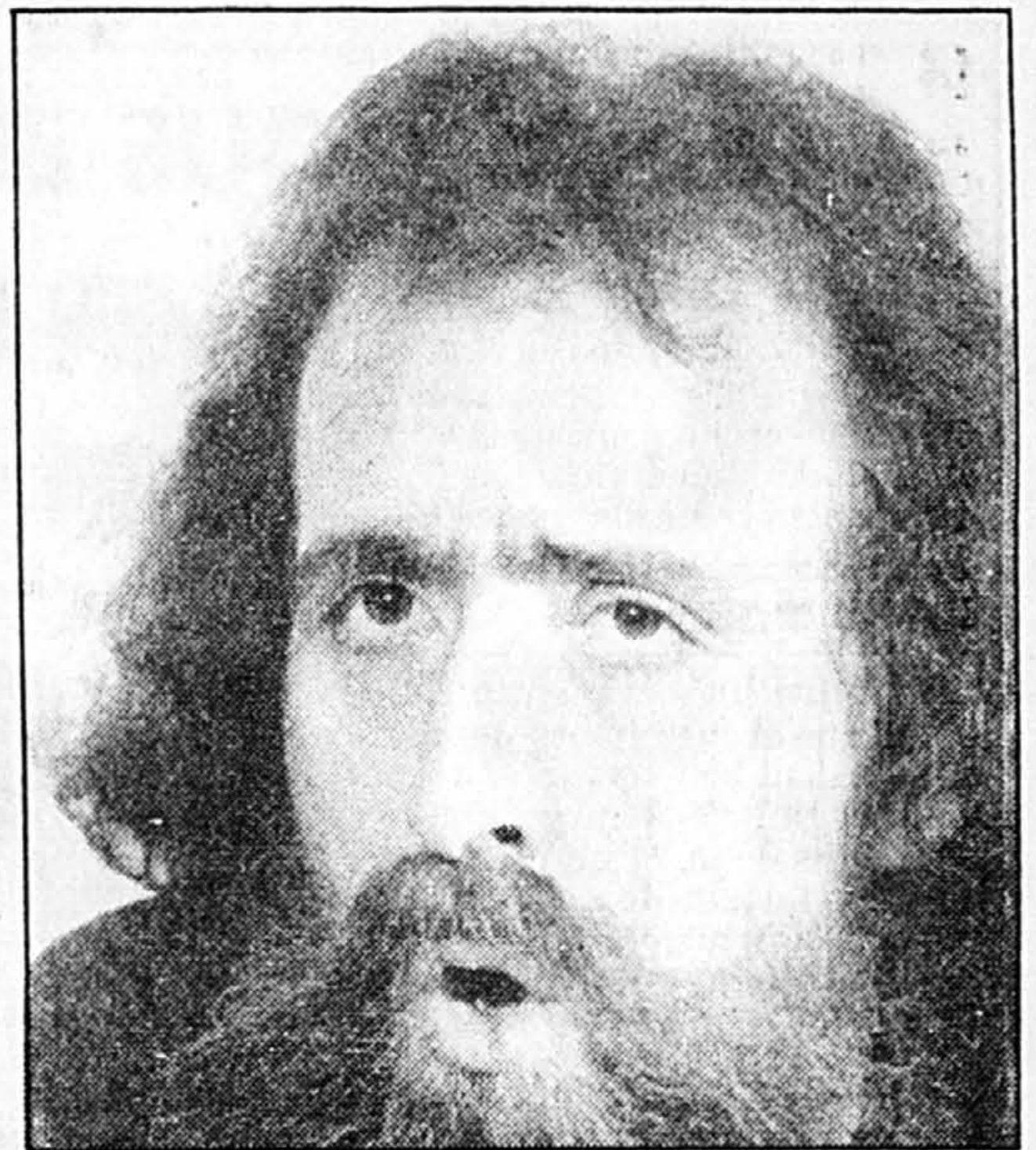
Voulant à tout prix éviter une division au sein de la centrale et «sortir unis» de ce congrès bienal, les dirigeants syndicaux devaient annoncer hier la candidature de Donatien Corriveau, le président de la Fédération des affaires sociales, qui représente plus de 40 p. cent des membres de la CSN, lors d'une conférence de presse qui fut par la suite annulée.

La rumeur de la candidature de M. Corriveau courait depuis le début du congrès dimanche, mais elle apparait d'ores et déjà plus que probable. Cette candidature de compromis aurait l'avantage de rallier le plus large consensus parmi les délégués et surtout éviter qu'il y ait une division interne à la centrale entre syndiqués du secteur public et ceux du secteur privé.

Jusqu'à maintenant, deux candidats briguaient les suffrages au poste de président: Sylvio Gagnon, l'actuel secrétaire général de la centrale, et Gerald Larose, le président du Conseil central de Montréal. La candidature de M. Corriveau, président de la FAS depuis 1976, était assujettie à cer-



photos LA PRESSE
Donatien Corriveau, président de la FAS.



Gérald Larose, président du Conseil central de Montréal.

ne conditions, dont le retrait de celles de MM. Gagnon et Larose qui auraient pu se présenter à d'autres postes de l'exécutif. Un des candidats n'a pas voulu retirer sa candidature.

Deux tendances

Il faut dire que ces deux candidats représentent des tendances différentes. M. Larose, un ancien jésuite qui a quitté le CLSC Hoche-laga-Maisonnette pour s'occuper du Conseil central et que certains qualifient de «radical», représente une nouvelle génération de syndiqués, la jonction entre la CSN et les groupes populaires, et il voulait profiter de cette tribune (la présidence) pour entre autres réaffirmer une des grandes orientations de la CSN, son projet de société socialiste, et faire en sorte que le débat «latent» sur ce sujet se fasse vraiment au sein de la centrale.

M. Gagnon, un travailleur forestier du Témiscamingue, privilégierait d'abord les travailleurs et leurs vrais besoins. Il se disait un candidat de la «continuité» qui voulait impliquer davantage la base dans le travail syndical.

Hier matin, la candidature de M. Corriveau a refait surface et il semble bien que cette fois, elle est sérieuse même si certains prétendent que M. Corriveau hésite encore. Quant à M. Gagnon, dont la candidature à la présidence était officielle depuis quelques semaines, il serait prêt à se désister et se représenter à son propre poste.

M. Larose se dit d'accord avec la candidature de M. Corriveau et solliciterait le poste de premier vice-président, détenu présentement par Gisèle Cartier qui se représente à son poste. Michel Chartrand, ancien président du Conseil central de Montréal qui s'occupe maintenant des questions de santé-sécurité à la CSN, serait le troisième candidat à ce poste.

Chambardement

Ces changements chambardent quelque peu les autres candidatures dont deux devaient se présenter au poste de secrétaire général que M. Gagnon laissait vacant. Ce n'est qu'à la fin des mises en candidature qu'on saura

s'ils se présentent toujours. Il s'agit de Michel Gauthier, conseiller syndical à la Fédération du papier et de la forêt et ancien président du Syndicat des employés de la CSN, et Maurice Sauvée, directeur des services à la CSN-construction.

L'inconnu se situe maintenant au niveau des deux autres postes de vice-président, détenus présentement par Christophe Auger et Pierre Mercille. M. Auger se représente à son poste. Par contre, M. Mercille, qui avait déjà annoncé qu'il ne solliciterait pas de nouveau mandat, hésite maintenant. Son poste intéresserait Étienne Giasson, directeur des services à la Fédération du papier et de la forêt. Léopold Beaulieu, le trésorier, se représente à son poste.

M. Rodrigue, qui quitte après six ans, avait déclaré lors d'une entrevue avec LA PRESSE qu'il souhaitait que le nouveau président soit un ancien membre de l'exécutif et provienne du secteur privé (comme M. Gagnon, qui était auparavant président de la Fédération de la métallurgie).



Le nouveau complexe biotechnologique de 13 serres et un nouveau laboratoire du Jardin botanique était inauguré hier (dans l'ordre habituel) par Mme Yvon Lamarre et le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, de même que par MM. Jacques St-Pierre, vice-recteur à la planification de l'Université de Montréal, et Pierre Bourque, directeur du Jardin botanique.

Photo René Picard, LA PRESSE

Le Jardin botanique est doté d'un nouveau complexe biotechnologique

■ Treize nouvelles serres et un nouveau laboratoire étaient inaugurés hier au Jardin botanique de Montréal, formant un complexe biotechnologique qui aura coûté un demi-million de dollars à la Ville de Montréal.

CAROLE THIBAUDEAU

Érigées près des serres Louis-Dupire sur le boulevard Pie-IX, les nouvelles serres couvrent 3,000 mètres carrés et produiront un million d'arbres ou plantes par année. Ventilation, fertilisation et arrosage y sont entièrement automatisés, et elles sont conçues en fonction de l'utilisation maximale de l'énergie solaire.

Cette automatisation et ce contrôle du milieu ambiant permettent une grande productivité par rapport aux serres traditionnelles.

Les serres produiront plusieurs espèces dont l'aune, le pin, le saule, l'hippophae, la shérardée, le rosier, l'éraube et les légumineuses. Les arbres seront distribués sur les talus, abords d'autoroutes et pentes de la ville de Montréal.

Plantes résistantes

«Les plantes et végétaux que nous produirons seront à haute performance», affirme M. Pierre Bourque, directeur du Jardin botanique. «Ils n'auront pas absolument besoin d'une terre arable pour s'épanouir.»

Certaines plantes, comme l'aune et les légumineuses, ont été inoculées avec des bactéries fixatrices d'azote, les rhizobium. Ces bactéries habitent dans les nodosités des racines et rendent la plante autonome pour l'azote, qu'elles n'ont plus besoin de trouver dans leur environnement. D'autres bactéries, les mycorrhyses, rendent un service équivalent à la plante en lui procurant du phosphore. On prévoit inoculer des érabes avec ces dernières, avec la collaboration de l'université Laval. Les arbres et plantes ainsi traités n'auront pas besoins d'engrais et pourront se contenter d'un sol pauvre.

De son côté, le laboratoire de culture de tissus pratique cer-

taines techniques de bouturage qui permettent d'éliminer les virus et bactéries qui parasitent les plantes. On assainit et on régénère de cette façon des plantes comme le chrysanthème et le géranium.

Le complexe biotechnologique a nécessité un investissement d'un demi-million de dollars. Les serres ont coûté \$300,000 et le laboratoire \$200,000. L'Université de Montréal a contribué pour \$75,000 à l'édification de ce dernier.

«Notre investissement sera rapidement amorti par les économies d'entretien que nous réaliserons», explique M. Bourque. «Et nous pourrions paysager à moindres frais les talus, mails et bords de rivières montréalais.»

LA MÉTÉO

AUJOURD'HUI: Min.: 10 Max.: 24
ENSOLEILLÉ
DEMAIN: ENSOLEILLÉ, PLUS CHAUD

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	10	25	Ensoleillé
Outaouais	10	24	"
Laurentides	10	24	"
Cantons de l'Est	7	23	"
Mauricie	8	23	"
Québec	10	22	"
La-Saint-Jean	8	23	"
Rimouski	6	20	"
Gaspésie	5	19	"
Bois-Corbeau	0	16	"
Sept-Îles	0	15	"

Canada

	Min.	Max.
Victoria	7	17
Edmonton	5	14
Regina	4	16
Winnipeg	13	25
Toronto	11	20
Fredericton	4	22
Halifax	6	16
Charlottetown	4	20
Saint-Jean	3	17

La Quotidienne

Tirage d'hier
0-6-5

États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	11	12	Nlle-Orléans	21	32
Buffalo	12	22	Pittsburgh	13	24
Chicago	11	16	San Francisco	12	33
Miami	23	30	Washington	16	18
New York	11	12	Dallas	—	—

Les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	10	17	Madrid	13	28
Athènes	26	28	Moscou	10	17
Acapulco	25	33	Mexico	13	27
Berlin	10	22	Oslo	7	15
Bruxelles	9	19	Paris	9	22
Buenos Aires	8	19	Rome	12	23
Copenhague	10	16	Séoul	14	26
Genève	9	16	Stockholm	8	15
Hong Kong	25	29	Tokyo	18	26
Le Caire	21	29	Trinidad	24	36
Lisbonne	14	28	Vienne	12	13
Londres	13	20			

NÉGOCIATIONS AU POINT MORT

CTCUM: grève vendredi et manif aujourd'hui

■ Il s'en est fallu de peu que les Montréalais connaissent aujourd'hui même une interruption des services de transport en commun, mais le sursis sera de courte durée puisque dès vendredi, 28 mai, ni le métro ni les autobus ne seront en service et que plus de 8.000 employés de la CTCUM seront convoqués à des assemblées générales par leurs dirigeants syndicaux respectifs.

DENIS MASSE

Aujourd'hui, les chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro manifestent leur mécontentement dans les rues de Montréal mais les dirigeants de la Fraternité ont eu la bonne fortune de n'appeler que ceux de leurs membres qui sont en congé et d'éviter ainsi de perturber le service de transport public.

La manifestation des chauffeurs d'autobus doit commencer au square Saint-Louis à 10 heures et se poursuivre jusqu'aux bureaux de la CTCUM, rue Saint-Antoine.

Ceux-ci veulent faire savoir aux dirigeants de la CTCUM qu'ils rejettent totalement l'idée de confier une partie du travail à des chauffeurs surnuméraires. L'administration désire inclure cette clause dans la prochaine convention collective et ainsi épargner des millions de dollars de sa masse salariale annuelle.

«LASALLE COKE»

Début de l'enquête pour crime écologique

■ La firme American Iron and Metal Company Ltd. subit, depuis hier, son enquête préliminaire en rapport avec le déversement de deux millions de gallons d'huile usée sur un terrain de ville Lasalle.

Dans le cadre de ce que le ministre de l'Environnement, Marcel Léger, avait qualifié de «première poursuite intentée, au Québec, à la suite d'un crime écologique», la firme est confrontée à une triple accusation de méfait: un camionneur, André Leduc, 50 ans, fait face aux mêmes chefs d'accusation. Le méfait privé est un crime passible de cinq ans de détention.

L'enquête s'instruit devant le juge Benjamin Schechter, de la cour des sessions, sous une ordonnance de non-publication réclamée par les procureurs de la compagnie.

Le terrain où aurait été déversée cette huile de rebut, en 1978 et 1979, est celui où était installée la firme LaSalle Coke Co., sur la rue Saint-Patrick, à ville LaSalle, terrain plus tard acquis par Gaz Métropolitain Inc.. American Iron and Metal est une compagnie spécialisée dans le recyclage et avait été embauchée afin de vider et de démanteler des réservoirs d'huile usée.

Les négociations sont au point mort cette semaine dans tous les secteurs d'activité de la CTCUM. Les dernières séances, tant du côté des chauffeurs que des préposés à l'entretien, ont eu lieu vendredi dernier et aucune nouvelle rencontre n'a été prévue pour cette semaine.

D'après les porte-parole syndicaux, la partie patronale a demandé quelques jours de réflexion pour faire le point. Selon le conciliateur dans le différend opposant

les employés d'entretien et de bureaux à la CTCUM, M. Marcel Béliveau, «il y a ambiguïté et les deux parties interprètent les clauses en litige de façon différente».

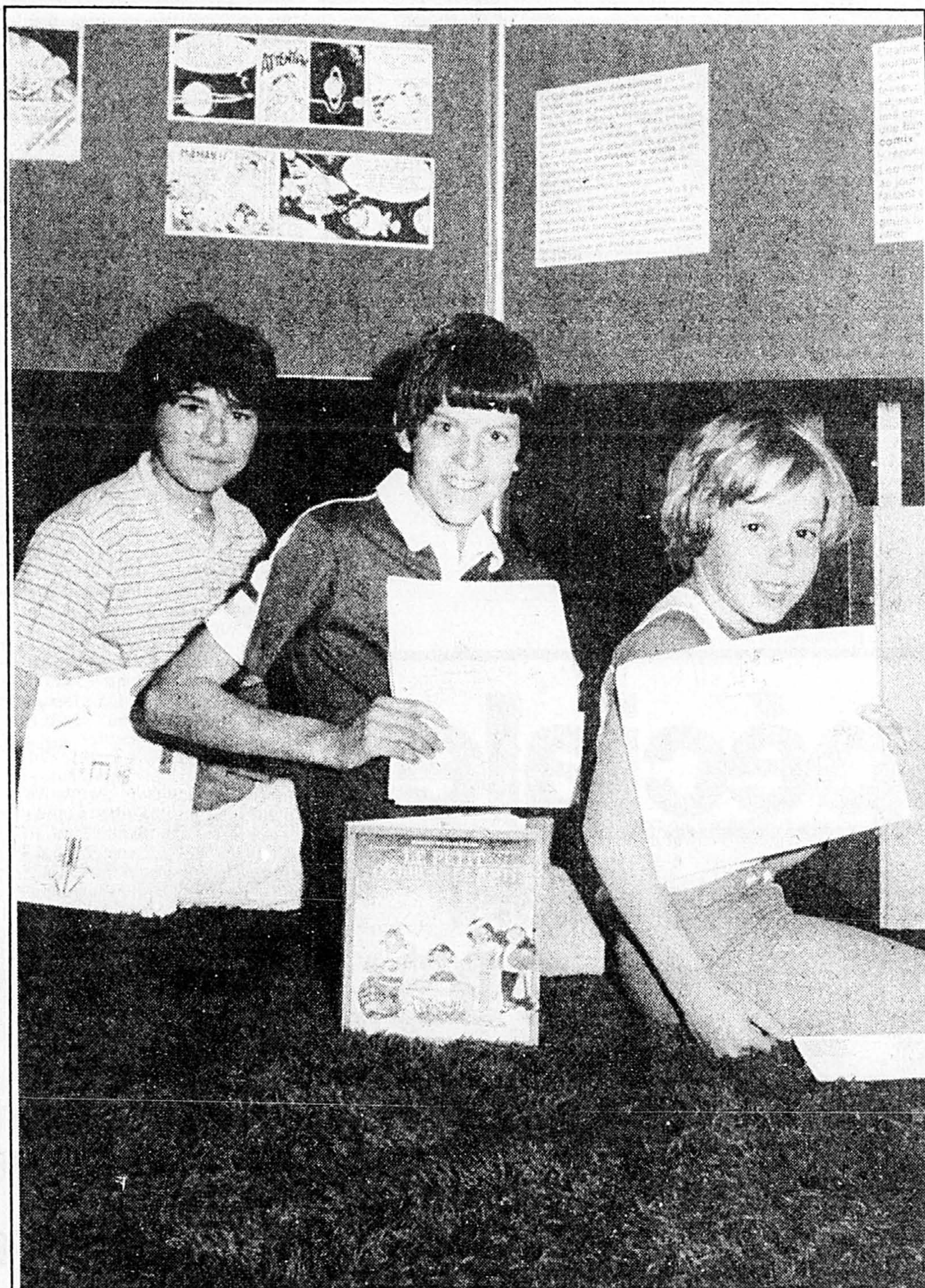
Il n'y aura pas de transport en commun vendredi, 28 mai, tous les syndiqués de la CTCUM devant participer, chacun de leur côté, à une journée d'étude.

La Fraternité des chauffeurs d'autobus a retenu le Centre Paul-

Sauvé pour une assemblée générale de ses 4.200 membres, à 9 h 30 le matin.

De son côté, le Syndicat du transport de Montréal a convoqué ses 3.600 membres à une assemblée générale à la Salle Christina, rue Jarry est, pour 9 h 30 également vendredi.

Pour le moment, les syndicats s'en tiennent à une journée de débrayage seulement mais d'autres mesures pourraient être adoptées au cours de ces assemblées.



Les inventeurs de l'année

Voici trois des gagnants du concours «L'invention de l'année», organisé par le Service d'information Hebdo-science sous le patronage du mystérieux professeur Scienfifix. Louis Papineau, 15 ans, Martin Goyette, 13 ans et Ugo Montinone, 6 ans se sont mérités respectivement les 4e, 2e et 5e prix alors que le concours a attiré plus de 500 participants. Louis a inventé le «siège-o-bus», un appui-fesses posé sur un poteau de téléphone, et qui permet d'attendre l'autobus sans se fatiguer. Martin a soumis seize inventions en tout, dont un «détecteur de fautes d'orthographe», un «saluteur automatique» qui au contact d'un bouton soulève votre chapeau et dit bonjour à votre place, et un aérosol qui lance de la poudre à gratter! Quant à Ugo, il a inventé une double cuillère à soupe qui sert également de batteur, ceci afin de servir et brasser la soupe deux fois plus vite. Les prix ont été remis hier, dans le cadre du Salon de la science et de la technologie, à la Place Bonaventure de Montréal. Le gagnant du premier prix, Vincent Ouellet, était malheureusement absent. Il s'est mérité la première place avec une machine à colorier l'arc-en-ciel.

ARRESTATIONS, VANDALISME, BLESSURES

La fête des Irlandais de la Pointe a viré au cauchemar

■ Ce qui était une tradition unique datant du 18ème siècle de célébrer la Fête de la Reine à Pointe St-Charles, dans l'ouest de Montréal, s'est transformée au fil des années en véritable cauchemar pour certains résidents de ce quartier ouvrier.

ANDRÉ CÉDILOT

Comme c'est le cas depuis plusieurs années, la police de la CUM a dû intervenir, lundi, pour mettre fin aux agissements de quelque 1.000 personnes qui avaient envahi les rues, allumant des feux, chahutant et causant des actes de vandalisme. Bilan: 22 personnes, dont cinq mineurs, arrêtés; six véhicules publics endommagés;

trois policiers et un pompier blessés.

Le plus inquiétant, selon le directeur Robert Côté, qui coordonnait les opérations policières, c'est que le territoire occupé par les manifestants se déplace vers Verdun. «Il est devenu de plus en plus difficile de contrôler la situation. Les fêtards sont de plus en plus nombreux et éparpillés. La noirceur venue, leur seul plaisir est de mettre le feu un peu partout et de narguer les autorités...»

Les trois policiers et le pompier ont été blessés par des projectiles (briques, bouteilles ou pierres) qui ont été lancés en leur direction alors qu'ils se rendaient sur les lieux de foyers d'incendie dont l'ampleur pouvait constituer un danger. Le gros des troubles s'est

produit dans le voisinage des rues Coleraine et Charlevoix, à Pointe St-Charles, ainsi que des rues Evelyn et Hickson, dans l'est de Verdun.

Afin surtout de raréfier les combustibles, les autorités municipales et policières avaient imaginé diverses stratégies, telles procéder une semaine avant à un nettoyage en règle des ruelles et fonds de cours du quartier, organiser une cueillette surprise des déchets en début de soirée, lundi, ou encore informer des entrepreneurs en construction de protéger leurs matériaux. Des autobus ont aussi été détournés de leur circuit régulier pour ne pas qu'ils soient la cible des vandales.

Le directeur Côté, qui est

originaire de la Pointe St-Charles, rappelle que les fêtes de la Fête de la Reine ont pris cette tournure pour le moins insensée depuis la disparition du Village des Oies qui occupait l'emplacement de l'Autostade, aujourd'hui démolie. Une organisation bien structurée, à son avis, pourrait raviver l'intérêt des gens en présentant un programme d'activités intéressant.

Cette tradition de célébrer la Fête de la Reine, rappelle M. Côté, date du siècle dernier. La population de la Pointe St-Charles se composait alors en majorité d'immigrants Irlandais et Britanniques qui ont œuvré à l'ouverture du canal Lachine et à la construction du pont Victoria, inauguré en 1887.

Une brochure que tout parent devrait lire (3)

■ Au cours des derniers jours, nous avons fait état des profondes inquiétudes qu'entretient le directeur de l'école secondaire Louis-Riel, M. Émile Robichaud, quant à l'avenir de l'enseignement.

Il dénonce notamment la brochure «Jeunes égaux en droits et responsables» préparé par la Commission des droits de la personne à l'intention des jeunes en milieu scolaire à partir du secondaire 3, donc à des enfants d'à peine 13 ou 14 ans dans certains cas.

Pourquoi cette inquiétude? Parce que contre toute logique pédagogique, on impose un document unique, alors que dans tous les autres domaines de l'enseignement, on offre toujours aux écoles un choix de matériel didactique. En outre, M. Robichaud voit dans cette brochure une remise en question du contrat social, par exemple quant aux rapports entre éducateurs et éduqués, à la maison comme à l'école.

À ses yeux, cette brochure n'est qu'une «interprétation» de la Charte des droits et libertés de la personne. Il pourrait y en avoir d'autres, plusieurs autres, tout aussi valables.

La présentation

Avant même de lire attentivement la brochure, le lecteur remarque d'entrée de jeu que dans la présentation, les auteurs se sont laissés aller à un certain laxisme. Un exemple.

Sous le titre du droit qu'on veut expliquer, on cite l'article de la charte en cause, suivi de l'interprétation qu'on en fait sous le sous-titre «Cela veut dire».

Puis, sous le sous-titre «Ce droit touche particulièrement», les auteurs identifient très clairement tant par la présentation que par le texte (boulets noirs en début de ligne, style concis et clair) les différents points que le jeune peut invoquer pour faire respecter ce droit précis.

Puis, comme les auteurs veulent bien concéder que ces droits individuels doivent s'exercer dans la réciprocité, suit la quatrième partie, «Dans la réciprocité», avec présentation en bloc, dans un langage plus flou. Des responsabilités de l'élève, de la reconnaissance envers ceux, parents et professeurs, qui l'ont éduqué, pas un mot.

On oublie le respect filial et les responsabilités

Si de premier abord la forme est inquiétante pour les parents qui tiennent à faire respecter l'autorité parentale à la maison, le contenu est encore plus troublant.

À titre d'exemple, le rapport de force parents-enfants qu'on cherche visiblement à modifier. À la page 8, sous le titre «Quelques restrictions» très évocateur dans la tête d'un enfant de 13 ou 14 ans, on retrouve le rappel du fait que les jeunes de moins de 18 ans sont soumis à l'autorité parentale, en prenant bien soin de préciser que «La minorité des jeunes est une réalité qui évolue; il n'y a pas si longtemps, les jeunes étaient mineurs à 21 ans» et que «malgré ces restrictions, les libertés et les droits fondamentaux dont traite ce guide restent les mêmes pour tous!»

Heureusement, la brochure reconnaît que «vos parents sont aussi vos alliés naturels». Toute une consolation! Mais alliés contre qui? Les professeurs, peut-on présumer, puisque la brochure s'adresse aux jeunes en milieu scolaire. Mais à quoi rime ce germe d'esprit conflictuel?

Et à la page 34 on précise qu'on ne doit pas hésiter à recourir à une tierce personne pour résoudre un conflit, en précisant que la personne devra être impartiale, objective et ne pas avoir d'intérêt personnel. Évidemment, il faut alors écarter les parents et les professeurs qui ont forcément un «intérêt personnel». Belle conception de l'éducation que celle qui permet à un pur étranger de trancher entre père et fils.

On pourrait continuer indéfiniment de la sorte, par exemple en relevant l'interprétation que donne cette brochure des différents droits, sans jamais prendre la peine de rappeler que finalement, la liberté est le fruit d'un dur apprentissage graduel, qu'elle s'exerce dans l'harmonie, qu'elle doit souvent être soumise à la liberté de la majorité.

Enfin, il faudra bien répondre aux appréhensions de nombreux professeurs qui se demanderont comment ils pourront contrôler leurs classes si l'arme de la «punition» doit être mise de côté et si les 29 élèves d'une classe doivent se soumettre au droit du 30ème de chahuter.

L'ACCUSATRICE DE DONNELLY

30 jours pour Kimberly Covey

■ Kimberly Covey, 20 ans, a été condamnée à 30 jours de prison par le juge Maurice Johnson, de la cour des sessions. Il s'agit de la jeune femme qui, en février dernier, avait porté plainte contre un chauffeur des services de sécurité chargés des déplacements des ministres du gouvernement québécois.

Hier, elle a plaidé coupable à des accusations de bris de condition de mise en liberté; elle avait omis de signaler à la police un changement d'adresse, et s'était absentée de son domicile à des heures où cela lui était interdit.

Vendredi, elle doit subir son enquête préliminaire en rapport avec une accusation d'évasion de la maison Tanguay, lors d'événements survenus il y a environ une semaine.

Kimberly Covey s'est fait connaître lorsqu'elle a dénoncé Ronald Donnelly, 43 ans, qui aurait fait monter la jeune femme à bord d'une automobile, le 21 février, pour la conduire dans une maison de chambres du centre-ville et la contraindre à des relations sexuelles. Cette affaire est toujours pendante devant les tribunaux.

MORTE EN COUCHES

Le coroner surseoit à son enquête pour cause de tension

■ A cause du climat actuel dans les hôpitaux et à cause des tensions qui existent entre le gouvernement du Québec et les omni-praticiens, le coroner Maurice Laniel a décidé hier de reporter à l'automne son verdict relatif à la mort de Mme Célimène Plancher, âgée de 31 ans, morte à la suite d'un accouchement survenu à l'hôpital Saint-Luc le 26 mars 1981.

Le coroner Laniel a fait savoir aux parties qu'elles avaient jusqu'en août pour lui faire parvenir des informations additionnelles sur les circonstances qui ont entouré la mort de Mme Plancher.

Rappelons que la victime est morte sur la table d'opération, après avoir littéralement suffoqué.

PAR UNE GUÉRILLA JURIDIQUE ET POLITIQUE

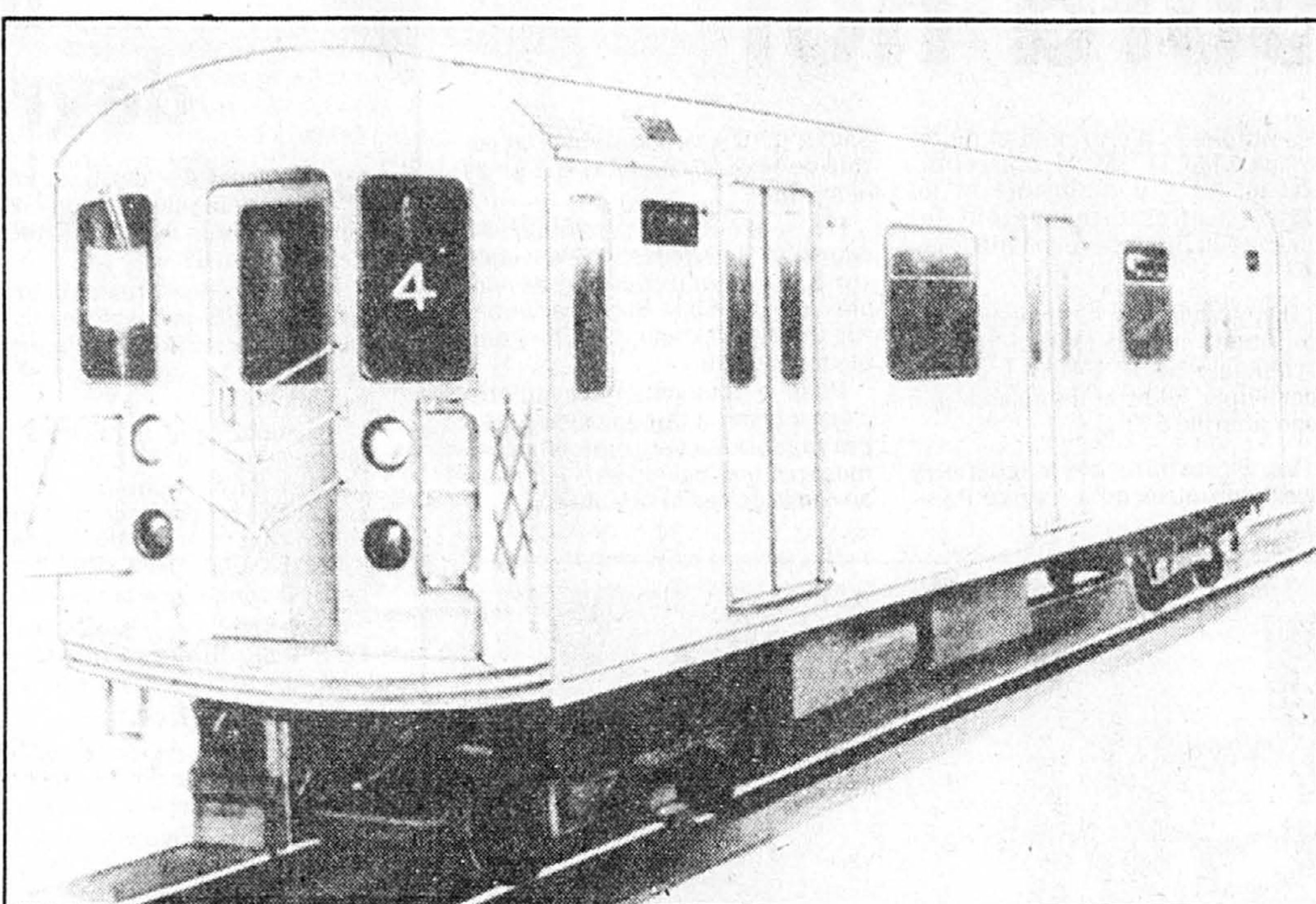
La société Budd veut forcer Bombardier à se retirer du contrat du métro de New York

■ NEW YORK — La société Budd, de Troy au Michigan, unique grand fabricant américain de wagons de métro, tentera d'instaurer une guérilla judiciaire à New York, doublée d'une guérilla politique à Washington, afin d'intimider l'entreprise canadienne Bombardier pour qu'elle se retire de l'entente conclue il y a quelques jours avec la Metropolitan Transit Authority.

ROBERT-GUY SCULLY
(collaboration spéciale)

Voilà la perspective qui se dégage d'une enquête menée par LA PRESSE auprès de Budd, au Michigan, auprès des avocats agissant pour les deux parties à Manhattan, et auprès des organismes fédéraux pertinents à Washington, la Export-Import Bank et l'Office of the Special Trade Representative.

En principe, Bombardier n'est pas concernée par le litige qui se dessine. C'est la MTA et Budd qui ont chacune retenu les services d'avocats à New York, l'une pour contester le contrat et l'autre pour le défendre. Mais prévoyant la possibilité d'un tel conflit, la MTA avait demandé aux trois soumissionnaires (Franco Rail étant aussi sur les rangs à l'origine) d'inclure une clause selon laquelle la société choisie se porterait ga-



Voici un prototype des wagons que la firme Bombardier doit construire pour le métro de New York. Téléphoto CP

rante de la responsabilité civile de l'Authority à cet égard. La somme des «countervailing duties»

(ou «tarifs réparateurs») infligés à la MTA par le Commerce Department, si Budd avait gain de

cause, pourrait s'élever à plus de \$100 millions US, ce qui grèverait très sérieusement le fond de rou-

lement et l'encaisse de Bombardier.

Essentiellement, Budd a deux armes en main, l'une beaucoup plus dangereuse que l'autre. Dans un premier temps, les avocats de cette société, se présenteront vraisemblablement devant le parquet fédéral de New York cette semaine, pour obtenir une injonction bloquant le contrat. (Notons au passage que le document Bombardier-MTA n'est pas encore paraphé et que seule une entente de principe est intervenue.) Budd alléguera que les crédits très favorables accordés à la Régie autonome des transports new-yorkais par Ottawa sont contraires aux «planchers» des intérêts préférentiels reconnus par le GATT (11,2 p. cent en 1982, contre 9,7 p. cent consentis par le Canada), qu'ils contreviennent en outre à la loi américaine votée en 1978 contre les subsides étrangers «injustes», et que le contrat est par conséquent «illégal». L'injonction accordée permettrait à Budd de demander un subside équivalent à la Export-Import Bank de Washington, procédure prévue par la même loi de 1978.

Cette première stratégie ne paraît pas très solide. Un représentant de la EX-Im à Washington nous confiait que «Budd arrive beaucoup trop tard. Nous avons conçu cet instrument légal — qui a été incorporé à la loi lorsque le consortium européen Airbus a vendu des appareils à Eastern — pour qu'il joue au stade des soumissions. Il aurait fallu que Budd vienne nous voir à ce moment-là.» De plus, la loi de 1978 n'a jamais servi une seule fois, et enfin, Budd, même si elle a des racines presque séculaires aux États-Unis, appartient maintenant entièrement à la multinationale allemande August Thyssen Hutte.

Pour combattre la requête judiciaire, la MTA a retenu les services d'une des plus prestigieuses firmes de Manhattan, Mudge, Rose, Guthrie, Alexander, qui a remis le dossier à son associé William N. Walker, ancien ambassadeur des États-Unis au Tokyo Round, et l'un des plus grands spécialistes au monde sur le GATT. M. Walker a accepté de commenter jusque dans les détails la position juridique qu'adoptera la MTA (toujours, au fond, à la défense des intérêts de Bombardier) pour conclure que «les allégations de Budd n'ont aucune espèce de validité sur ce terrain.» Il s'attend à ce que la requête soit rejetée, car le contrat est «tout à fait légal».

En revanche, M. Walker reconnaît que la seconde stratégie dont dispose Budd, d'utiliser l'arme politique, pourrait s'avérer très efficace. Il a déclaré à LA PRESSE que «si Budd prévalait à Washington, et obtenait des tarifs réparateurs, cela créera un incident international sérieux, car les Canadiens, les Japonais et les Européens se sentiront tous visés».

C'est la même loi de 1978 que Budd utiliserait en menant à bien sa stratégie politique. Voici dans quel ordre les événements pourraient se dérouler: la loi prévoit que si des subsides étrangers (permis par le GATT ou non) sont trop généreux, et sont injustes envers les firmes américaines, le Treasury peut d'abord demander à l'institution étrangère de hausser son taux d'intérêt. Il est douteux que le gouvernement canadien y consente. Le Treasury peut ensuite susciter des subsides aussi généreux de la Ex-Im. Si cela échouait, Budd demanderait à la International Trade Commission de décréter que les subsides sont injustes. Si la Commission décidait que c'est le cas, le Commerce Department déterminerait ensuite quels montants de «tarifs réparateurs» seront prélevés à même la caisse de la MTA. Mais c'est Bombardier, bien sûr qui paierait la note.

L'Office of the Special Trade Representative, organisme très politisé rattaché à la Maison-Blanche, influe sur toutes ces institutions à la fois. Son directeur, Bill Brock, a déjà manifesté sa mauvaise humeur à l'égard du Canada, et un de ses adjoints a averti la MTA que les représailles politiques ne sont pas du tout exclues.

William Walker reconnaît qu'il est facile, dans un tel contexte, de multiplier les démarches afin d'intimider le concurrent étranger. «L'industrie américaine des appareils de télévision joue ce jeu contre les Japonais, et nos entreprises de sidérurgie en font autant contre les Européens».

Bombardier voudra-t-elle risquer de payer ce qui équivaut à une amende déguisée de \$100 millions? Ou préférera-t-elle se retirer? Le porte-parole de Budd au siège social, Bill Sichert, tout en refusant de commenter officiellement la stratégie de sa société, lorsque LA PRESSE lui a suggéré que l'intimidation semblait la seule voie ouverte à son entreprise, a répliqué avec ironie: «C'est votre conclusion, mais disons qu'elle me paraît empreinte d'un très grand bon sens».

AUTRE CONTRAT POUR LE MÉTRO DE MEXICO

La nouvelle démentie par Bombardier

■ Un autre contrat de \$1 milliard pour Bombardier? «Des ententes d'une telle importance n'ont pas lieu toutes les semaines», déclare le coordonnateur des relations publiques André Goyette, en démentant la nouvelle selon laquelle Bombardier venait de décrocher un deuxième contrat de \$1 milliard, pour le métro de Mexico cette fois.

FRANCINE OSBORNE

M. Goyette a souligné que dans cette nouvelle, publiée par une agence de presse, on avait tout simplement confondu le contrat du métro de New York avec celui de Mexico. D'ailleurs, le directeur de l'usine de La Pocatière, Roland Gagnon, déclarait hier matin à la radio que Bombardier n'avait présenté aucune nouvelle soumission pour le métro de Mexico. En février 1981, Bombardier avait obtenu une commande de \$100 millions pour 20 trains de métro de neuf voitures chacun destinés à la capitale mexicaine, dont l'exécution est actuellement en cours à La Pocatière. La commande avait été portée à \$150 millions en mai 1981.

Bombardier est également en lice pour un autre contrat de \$100 millions au Mexique, pour le métro de Monterrey. M. Goyette a indiqué que les négociations à ce sujet n'étaient «pas sur le point d'aboutir». Le porte-parole de Bombardier a souligné que des élections présidentielles étaient prévues au Mexique en décembre,

et que par conséquent, il ne fallait pas s'attendre à ce que les négociations sérieuses pour Monterrey soient engagées avant le printemps prochain.

Quant au contrat de New York, l'un des concurrents de Bombardier, la société américaine Budd, menace comme on sait de demander une injonction cette semaine pour le bloquer.

M. Goyette est d'avis que si une bataille judiciaire s'engage là-dessus, il est possible qu'elle retarde la réalisation du contrat de New York, mais non la compromette. A cet égard, Bombardier est dans l'attente, M. Goyette déclarant: «On fera face à la musique quand ça viendra».

Quoi qu'il en soit, le contrat de \$1 milliard ne semble pas devoir provoquer la manne de nouveaux emplois dont le Québec a besoin avec un taux de chômage dépassant 10 p. cent. M. Goyette a souligné que l'entente newyorkaise permettrait plutôt de garantir les 1,100 emplois de l'usine de La Pocatière au cours des cinq prochaines années.

Le porte-parole souligne cependant que cet important contrat contribuera à ramener Bombardier sur le chemin de la rentabilité. Le dernier exercice de la compagnie, qui a pris fin le 31 janvier dernier, s'est soldé par un déficit de \$18,4 millions. M. Goyette prévoit cependant que Bombardier fera de nouveaux des profits en 1982, grâce notamment à une reprise attendue du marché de la moto-neige.

★★ Sears ★★

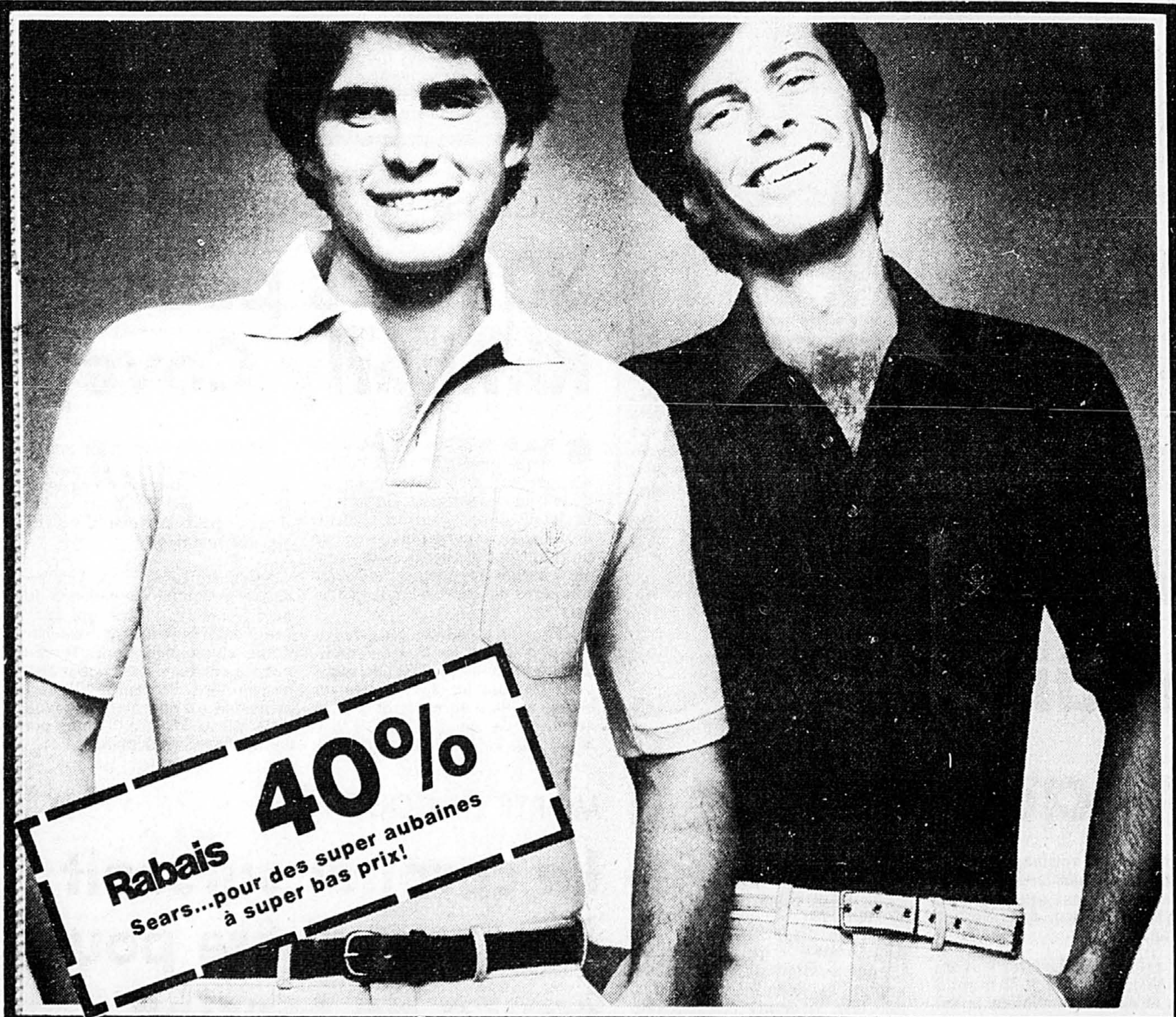
Édition spéciale

Admirez le style, profitez des rabais!

Extra! Polos 'National Open' en jersey confectionnés par BVD®...parfaits pour cet été

Vous aimerez l'allure de ces confortables polos 'National Open' confectionnés par BVD. Parfaits pour le sport ou à porter avec un gilet. En tissu polyester et coton, ils vous sont offerts en un vaste choix de teintes vives ou pastel. Ces polos sont ornés du sigle 'National Open' sur la poche de poitrine. Choix de col souple ou de col 2 pièces 'genre chemise'. Tailles P, M, G et TG. Laver et sécher à la machine. Profitez de cette offre dès maintenant!

11,99\$^{ch.}
Ord. 20 \$



COMMANDES TELEPHONIQUES ACCEPTEES. Sears. Accessoires pour hommes. Rayon 33.

Les mentions 'Reg.' ou 'était' de Simpsons-Sears Limitée se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Ville St-Laurent, Place Vertu; Brossard, Mail Champlain; Anjou, Galeries d'Anjou; St-Jérôme, Carrefour du Nord; St-Jean, Carrefour Richelieu. Copyright Canada, 1982, Simpsons-Sears Limitée.

Utilisez notre service de commandes téléphoniques 24 heures. Montréal: 333-5811 St-Jérôme: 432-1130 St-Jean: 349-2611

Sears

vous en avez pour votre argent...et plus

Construction: Québec tentera un ultime effort de rapprochement

Le gouvernement Lévesque devra probablement intervenir par une décision du conseil des ministres pour imposer un nouveau décret dans l'industrie de la construction, qui sera sans contrat de travail dès lundi prochain à minuit et une minute.

PIERRE BELLEMARE

Le ministre du Travail, M. Pierre Marois, tentera lundi après-midi un ultime effort de rapprochement à l'occasion d'une séance de la commission parlementaire à Québec; le titulaire du Travail a adressé une

convocation aux deux parties hier après-midi après avoir consulté son entourage. Immédiatement au terme de cette séance, le conseil des ministres serait invité à une réunion spéciale pour trancher la question.

Cependant, on commençait hier à observer un peu de grabuge sur certains chantiers de construction de la région de Montréal notamment, là où les travailleurs syndiqués exigent des employeurs de leur accorder rétroactivement au 20 mai dernier une augmentation salariale de 10 pour cent.

«Nous avons reçu quelques

plaintes ces derniers jours et, pour éviter toute représaille, les entreprises n'ont même pas osé s'identifier», a confié hier un porte-parole de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ), qui regroupe l'ensemble des 15,000 entreprises de ce milieu.

Normalement, le présent décret devait prendre fin le 30 avril, mais il a été prolongé d'un mois par le ministre Marois pour justement permettre aux parties d'en venir à une entente. De fait, l'AECQ avait accepté avec les porte-parole syndicaux une entente de principe visant essen-

tiellement à accorder une hausse de 10 pour cent pour l'année en cours et une autre de 10 pour cent pour 1983.

L'AECQ ennuyée

Cette entente a toutefois été rejetée il y a une dizaine de jours par une majorité des membres de l'AECQ qui préfèrent plutôt le gel des salaires, en raison de la difficile conjoncture économique.

C'est donc pour obtenir le respect de l'entente de principe que les travailleurs semblent vouloir recourir à divers moyens de pression, allant des ralentissements de travail jusqu'à l'inti-

midation. «Ca pourrait tourner au pire la semaine prochaine», a laconiquement commenté hier un dirigeant de la Fraternité interprovinciale des ouvriers en électricité.

Selon des sources sûres, le gouvernement Lévesque est enclin à donner raison à la partie syndicale qui, estime-t-on, aura été très raisonnable dans ce dossier en se contentant d'une hausse de salaire inférieure à l'escalade du coût de la vie.

Par contre, l'AECQ est passablement ennuyée avec cette affaire à cause du refus par une majorité de ses membres de

l'entente de principe que l'Association avait convenu avec son vis-à-vis syndical.

Un porte-parole de l'AECQ a lui-même reconnu hier que le vote qui a abouti au rejet de l'entente a été, semble-t-il, noyauté par un fort contingent de petits entrepreneurs marginaux au détriment des «grands» de cette industrie qui auraient facilement composé avec les deux augmentations successives de 10 pour cent. Un point de référence: 20 pour cent des membres de l'AECQ réalisent à eux seuls 80 pour cent de l'ensemble des travaux de construction.



Une dernière chance, en fin de semaine, d'admirer les 3,000 photographies ornant les vitrines de 104 magasins.

Photothèque La PRESSE

Rue Ste-Catherine: encore un dimanche d'expo-photos

Il reste encore un dimanche au cours duquel les promeneurs pourront tout à leur aise examiner de près les 400 photos exposées dans les vitrines des boutiques de la rue Sainte-Catherine, entre Crescent et Bleury.

Ces photos, on le sait, ont été sélectionnées à la suite du grand concours organisé par le Groupe d'animation urbaine de Montréal et portent sur l'univers des rues de Montréal.

Au cours des trois derniers dimanches, la rue Sainte-Catherine a été fermée à la circulation automobile entre 14 et 17 heures, sur tout le tronçon Crescent-Bleury. Les amateurs sont invités à voter pour les photos qui leur plaisent le plus.

Mais la version officielle du jury sera connue aujourd'hui même au cours d'une proclamation devant les médias d'information. Les juges indiqueront leur choix de la meilleure photo et accorderont trois accessits dans la section noir et blanc et trois accessits dans la section couleur.

Dimanche prochain, le public est invité à envahir à nouveau la rue Sainte-Catherine et l'animation est laissée à l'imagination de chacun selon ses ressources; on y attend surtout des groupes en patins à roulettes.

L'administration municipale surveille de près l'attitude du public à l'égard de ces journées réservées aux piétons puisque l'on cultive toujours l'idée de faire des rues Sainte-Catherine et Sherbrooke des artères piétonnes dans quelques années.

Justement, un secteur commercial de l'est de la rue Sainte-Catherine sera fermé pour la première fois à la circulation automobile, à des fins commerciales, au cours des quatre prochains jours à compter d'aujourd'hui.

Le secteur concerné est celui qui s'étend des rues Berri à Papineau; il sera transformé en immense marché à ciel ouvert où les commerçants pourront étaler leurs marchandises à l'extérieur de leurs boutiques.

Don de Molson à l'U de M

Les représentants de la Brasserie Molson ont versé hier à l'Université de Montréal une somme de \$280,000, puisé à même le fonds de bienfaisance des compagnies Molson. Il s'agit de la plus importante somme jamais allouée par le groupe, qui prélève chaque année un pourcentage des bénéfices pour en faire don à des oeuvres à caractère humanitaire, culturel et communautaire.

Ainsi, en 1981-82, quelque 250 organismes ont bénéficié de ce fonds de bienfaisance des cinq compagnies (Brasserie Molson, club de Hockey Canadien, Castor bricoleur, Diversy Wyandotte, Seaway-Midwest Ltée et Willson, spécialiste de bureau). Le comité d'évaluation a recommandé ce don important à l'université montréalaise en se basant sur son excellence et en tenant compte du fait qu'elle n'a pas de fonds de dotation pouvant lui assurer des revenus stables. D'autre part, 50 p. cent du personnel à l'emploi de la Brasserie Molson est diplômé de l'U de M.

Ce don s'ajoute aux autres que l'U de M a reçus dans le cadre de sa campagne des années 80 et qui totalisent actuellement \$20 millions pour un objectif de \$24 millions.

LOTTO 649

Une loterie sur terminal

Le président de Loto-Québec, M. Jean-Marc Lafaille, vient d'annoncer le lancement de Lotto 649, un nouveau jeu sur terminal.

Un gros lot minimum de \$500,000 dollars est garanti à chacun des tirages. Ce gros lot, qui sera cumulatif, pourra s'élever au-delà du million de dollars s'il n'est pas réclamé chaque semaine.

Lotto 649 sera officiellement vendu à partir du 4 juin chez les quelque 2,500 détaillants de Loto-Québec dotés d'un terminal. Le premier tirage aura lieu le 12 juin, à 17h55, et sera présenté sur les réseaux TVA et CTV. Les tirages seront par la suite télévisés tous les samedis, à la même heure, aux deux chaînes.

Souignons enfin que Lotto 649 sera offert partout au Canada. Chaque organisation de loterie conservera la gestion entière du jeu sur son territoire.

AVIS

POUR TOUS NOS MEUBLES

VILAS

LIQUIDATION

LIQUIDATION VILAS

- ★ Aucune offre raisonnable refusée
- ★ Quantité limitée
- ★ Toute vente finale
- ★ Livraison immédiate

LIQUIDATION VILAS

MOBILIER DE CUISINE: table ronde 15-300, table ovale 15-301, table à chevet 15-303, chaise 15-304, fauteuil 15-305, desserte 15-306, desserte 15-307, buffet 15-310, vaisselier 15-311, vaisselier 15-312, buffet 15-313, encoignure 15-316, armoire 15-317, desserte 15-318, desserte 15-319, encoignure 15-326, chaise 15-334, vaisselier 15-346, table à piédestal 15-350, chaise 31-304, fauteuil 31-305, buffet 31-307, vaisselier 31-309, encoignure 31-316, chaise 31-324, encoignure 31-326, chaise 31-334, fauteuil 31-335, vaisselier 31-346, table ovale 41-301, chaise 41-304, fauteuil 41-305, buffet 41-307, vaisselier 41-309, chaise 41-334, table 41-350.

MOBILIER DE CHAMBRE: lit 54" 15-108, chiffonnier 15-116, miroir étagère 15-143, table de chevet 15-163, lit 39" 15-165, lit 54" 33-108, armoire 33-115, bureau triple 33-122, miroir 33-143, semainier 33-151, miroir 33-153 table de chevet 33-163.

UNITÉ MURALE: bloc commode 70-100, commode 70-102, bloc commode 70-118, curio d'angle 70-714, bibliothèque 16" 70-720, centre harmonique 70-726, centre harmonique 70-730, cabinet 70-734, cabinet 70-736, bibliothèque 70-740, cabinet 70-750, étagère murale 70-758, étagère murale 70-760, cabinet 70-770, curio 70-780, centre harmonique 70-786, centre harmonique 70-790.

TABLE D'OCCASION: table à chevet 10-717, table à café 10-767, table à lampe 10-786, table à café 10-788, table à café 10-789, table de bout 10-793, table de bout 10-810, table à café 10-811, table de bout 10-812, table de bout 10-813, table à lampe 10-814, table ronde 10-815, table à abat-jants 10-816, table à café 10-817, table à lampe 10-818, table 60-213, table 60-214.

ACCESSOIRE D'OCCASION: miroir 10-101, berceuse 10-700, cabinet 10-727, étagère 10-728, berceuse 10-730, étagère 10-790, curio 10-799, armoire 10-800, banc 10-801, miroir 10-805, porte-plante 10-806, curio 60-200, porte-plante 60-201, miroir 60-203, étalage mural 60-204, étalage d'encoignure 60-205, curio 60-207, appliques murales 60-210, tablette 60-212, étagère 60-217, pharmacie 60-218, Lazy Susan 60-219.

CETTE VENTE SE FERA CHEZ

A. FORGET

6725, boul. Saint-Laurent
Montréal, Québec

Tél.: 274-5568

Giroux & Des Lauriers INC.

6914, RUE SAINT-HUBERT 1500 EST, RUE MONT-ROYAL 4029, RUE ONTARIO 521-9414
METRO JEAN-TALON 521-3164
METRO MONT-ROYAL

LA CHAUSSURE TOUJOURS À SON MEILLEUR

à la ville comme au travail confort et durabilité. Blanc-bleu - noir, tout cuir, largeurs: B-D. Toutes les grandeurs.

Hartt

\$99.95

Fabricant canadien de chaussures de qualité
PERSONNEL COMPÉTENT POUR VOUS SERVIR

30% DE RABAIS

DONNEZ À VOTRE MAISON UNE MAGNIFIQUE APPARENCE D'ACCUEIL POUR TOUJOURS

RÉG. \$700.00

GARANTIE MORRIS
DEPUIS PLUS DE 57 ANS
«MARCHANDISE SATISFAISANTE POUR 5 ANS OU REMPLACÉE SANS FRAIS»

OFFRE SPÉCIALE DU PRINTEMPS

TERMES FACILES • PAYEZ DANS 90 JOURS — SANS INTÉRÊT

AUVENTS

de FIBRE DE VERRE TRANSLUCIDE et d'ALUMINIUM pour

BALCON OU PATIO

• FAITS SUR MESURE •

Installation comprise dans Montréal et la région métropolitaine

\$499.95

CHAQUE INSTALLATION

Projection 48" — Pente 26" — longueur 96" — grandeurs plus petites à plus bas prix

Votre choix de 14 combinaisons de nouvelles couleurs en aluminium et 10 en fibre de verre.

N'attendez pas que la pluie ruine vos balcons et portes ou que le soleil brûle votre peinture. Et meubles. Profitez de cette vente de 7 jours pour obtenir une protection à l'année contre les intempéries avec de magnifiques auvents MORRIS et faites de votre maison l'envie de votre entourage. Seulement les auvents MORRIS permanents sont dessinés et fabriqués entièrement au Québec par des Québécois pour nos climats rigoureux. Ils possèdent les meilleures caractéristiques et en plus, de nombreux nouveaux perfectionnements spéciaux. Permettez-nous de vous donner une démonstration gratuite et un estimé sur nos auvents de meilleure qualité pour vos fenêtres, portes, entrées, balcons, magasins, etc., dans un choix de styles et de couleurs.

NE PAS CONFONDRE AVEC LES IMITATEURS

Wm MORRIS & FILS LTÉE

«LE PLUS GRAND NOM DANS LE DOMAINE DES PORTES ET FENÊTRES»

ANCIENNEMENT SUR COTE-DE-LIESSE MAINTENANT À UN SEUL ENDROIT À MONTRÉAL

9162, BOUL. SAINT-LAURENT (ENTRE LEGENDRE ET CHAMBALE)

(* Application faite pour droit d'auteur)

ESTIMATION GRATUITE 382-6810

SOIR — FÊTES 737-1960

AUSSI PORTES ET FENÊTRES D'ALUMINIUM

ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

ROGER-D. LANDRY
président et éditeur

la presse

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MICHEL ROY éditorialiste en chef

Le conflit des Malouines: épique ou banal?

■ Ou bien les Anglais vont atteindre leur objectif dans très peu de temps, reprendre les îles Malouines et en chasser toute trace de présence argentine dans les prochains jours ou les prochaines semaines. Ou bien la guerre va durer et devenir banale. Banale comme cette guerre entre l'Irak et l'Iran, oubliée pendant de longs mois, jusqu'à ce que les Iraniens, ces jours-ci, remportent des avantages décisifs.

Sur l'évolution présente du conflit, les informations ne sont pas complètes. A plus d'un titre, cette guerre est lointaine. Elle se déroule loin dans l'espace. Les images à la télévision sont restées plutôt rares jusqu'ici. Tandis que les téléspectateurs avaient l'impression de participer au jour le jour à la guerre du Vietnam.

Sur le nombre des victimes, l'étendue des dommages de part et d'autre, il y a plus d'approximations que de certitudes. Les Argentins peuvent per-

dre des avions, car ils en ont; les Anglais des navires, car ils en ont. Les Britanniques disent la vérité mais ils ne disent pas toute la vérité.

Les Argentins laissent échapper la vérité quand il n'y a vraiment pas moyen de faire autrement. C'est ainsi qu'ils ont mis beaucoup de mauvaise grâce à admettre finalement que leur ennemi avait pris solidement pied sur le territoire des îles et que les effectifs anglais ne se chiffraient pas par centaines, comme leurs services d'information l'ont d'abord dit, mais par milliers. Les Anglais ont également subi des pertes.

Les Anglais sont les plus pressés. A supposer qu'ils reprennent le contrôle des îles dans un avenir très proche, que feront-ils ensuite?

À moins qu'ils ne soient décidés à laisser toute leur flotte dans l'Atlantique Sud, pour consolider leurs avantages contre toute in-

tention malveillante de Buenos Aires, il leur faudra bien négocier une forme ou l'autre d'entente avec l'ennemi. Il n'y aura pas de nouvelle guerre de 100 ans pour les Malouines, osons le croire!

L'objectif de Mme Thatcher est de négocier à partir d'une position de force. Si ses plans se réalisent, elle voudra peut-être accepter un règlement présenté sous les couleurs des Nations unies, pourvu que l'administration de l'île soit assurée par des pays amis (Canada, autres pays du Commonwealth) et que les habitants des îles soient représentés au sein de cette administration plus ou moins provisoire, car c'est pour eux que cette guerre se fait, pour eux que des vies humaines sont fauchées et des millions de dollars engloutis.

Cela, il faut le souligner. Pendant que partout l'austérité est à l'ordre du jour, deux puissances, dont l'une est insolvable (c'est l'Argentine) et l'autre mal en point

(c'est la Grande-Bretagne) se lancent dans une guerre totale, comme sont toutes les guerres modernes, à grands frais. Qui paiera l'addition finale? Elle risque, en tout cas, d'être élevée.

Qu'il est bon, dans l'adversité, de pouvoir compter sur des amis! Et l'Angleterre n'en manque pas. M. Haig n'a pas craint de sacrifier le noeud de relations qu'il avait en Amérique centrale et en Amérique latine pour afficher la solidarité active de Washington auprès de Londres. Il ne faut pas oublier qu'une semaine avant l'invasion des îles par les Argentins, Washington avait mis toutes ses complaisances dans le gouvernement du général Galtieri, «rempart contre le communisme». La seule erreur du général Galtieri, mais l'erreur est formidable, est de n'avoir pas obéi au président Reagan, qui le suppliait au téléphone de ne pas toucher aux îles.

Le malheureux a cru pouvoir en

faire à sa tête. Il risque de le payer très cher. Non seulement les Américains ravitaillent les Anglais en carburant, mais, à leur manière, ils pensent à l'avenir. Les Argentins étaient devenus les fournisseurs de l'URSS pour plusieurs matières, dont le blé. Le blocus anglais gênant le transit des marchandises, les Russes auraient trouvé aux États-Unis même de quoi se fournir. Les Américains mettent une indiscutable complaisance à remplir les commandes. Voilà, si ces faits sont vérifiés, qui ne va pas aider puissamment l'économie argentine.

En plus, M. Reagan aurait dépeché un émissaire en Argentine avec la mission de trouver une équipe dirigeante plus souple que la junte qui détient présentement le pouvoir. Un Galtieri de perdu, deux de retrouvés! Cette information qui a été diffusée dans la presse européenne (notamment Libération) n'a pas été démentie.

Enfin, l'Angleterre peut compter sur le soutien de l'Europe. Soutien de principe, qui va jusqu'à la prolongation pour une période indéfinie des sanctions économiques contre Buenos Aires. Car, pour ce qui est des vibrations patriotiques, Mme Thatcher peut «se» les garder pour elle-même. M. Claude Cheysson, ministre français des Relations extérieures, a causé toute une sensation en accusant la Grande-Bretagne de professer «un certain mépris pour les Latins».

A supposer que les opérations militaires proprement dites se terminent par un triomphe éclatant pour la Grande-Bretagne et les pays qui la soutiennent sous une forme ou sous une autre, qui pourra jamais évaluer l'étendue des dommages infligés au renouveau de l'Europe et de l'Amérique du Nord dans les pays d'Amérique centrale et d'Amérique latine?

GUY CORMIER

Les bienheureux et les pèlerins

■ Ils étaient 5.000, à Rome, Canadiens de tous les milieux, réunis sur la Place Saint-Pierre: aucun événement de notre histoire n'avait déplacé autant de gens, aussi loin, avec autant de joie. Tout ça pour un petit frère et une petite sœur de chez nous: le frère André et mère Marie-Rose faisaient surgir une fierté aussi patriotique que religieuse. Un peu à la manière d'autrefois, au temps de la très catholique province.

Ils étaient 30.000, à l'Oratoire Saint-Joseph, en fin de semaine, à s'unir à ceux de Rome qui les représentaient. Ces 30.000 pèlerins disaient leur joie, leur confiance, leur admiration, leur foi ou leur détresse au petit frère qu'ils ont maintenant le droit de prier publiquement. C'était la foule la plus considérable que l'on avait vue à l'Oratoire depuis 20 ans. C'était un peu comme au temps des grandes manifestations religieuses québécoises.

Au moment où l'on croyait que tout le monde ne pouvait penser qu'à la crise économique, qu'aux gels de salaire ou aux coupures de services, voilà qu'une espèce de vent tout frais de spirituel passe sur nos têtes. On peut toujours se dire que c'est une brise de printemps, aussi éphémère qu'une mode du printemps. Mais c'est peut-être aussi l'expression profonde de ce que nous sommes: attachés à certaines valeurs que

l'on veut adapter à la vie sans les altérer.

Les deux nouveaux bienheureux captent l'attention du monde, surtout de notre monde, parce qu'ils expriment une partie de notre vie, une facette de ce que nous sommes, un reflet de ce que nous aimerions être: un peuple avec des racines, des valeurs et des héros pour les signifier. On a besoin d'incarner nos rêves: c'est notre passé qui nous révèle à nous-mêmes.

Mère Marie-Rose ressemble à ceux de notre pays, hommes ou femmes, qui ont conservé le goût de transmettre le savoir, qu'il soit de la science ou de la vie, aux grands ou aux petits, à l'école ou à la cuisine. Le frère André est le modèle de ceux qui ont choisi de passer leur vie à soulager la misère des autres, à leur apporter une raison d'espérer ou une façon de comprendre.

Finalement, les frères et les sœurs des deux bienheureux, ceux qui participent encore à leur vie, ceux qui continuent leur pèlerinage vers leur idéal, ils ne sont ni saints ni bienheureux. Mais ils sont de la lignée de bonnes souches, comme nous.

Aux fêtes de dimanche, on a célébré le meilleur de ce que nous pouvons être; et nous avons glorifié ceux qui nous ont appris à l'être.

JEAN-GUY DUBUC

VIVRE AUJOURD'HUI AU QUÉBEC



Droits réservés.

Les «nouveaux pouvoirs» que la CSN cherchera à arracher

■ Dans son dernier rapport moral en tant que président général de la CSN, M. Norbert Rodrigue a suggéré à sa centrale, vu la grave crise économique que nous connaissons présentement, de mettre l'accent dans les prochaines négociations sur le grignotement des pouvoirs de gérance de l'employeur. Selon lui, cette recommandation pourrait valoir non seulement dans le secteur privé mais aussi dans le secteur public.

L'idée n'est sûrement pas à rejeter a priori. D'ailleurs, même quand les syndicats donnent la priorité aux augmentations de salaires, ils négligent rarement de tout mettre en oeuvre pour réduire autant que possible l'autorité arbitraire du patron.

La nouveauté ne se situerait donc qu'au niveau de l'accent.

Si l'idée n'est pas à rejeter a priori, il faudra la préciser bien davantage toutefois avant d'y souscrire sans réserve. M. Rodrigue a donné comme exemple, en particulier, le choix des investissements à faire. Le syndicat, a-t-il dit, devrait avoir son mot à dire dans une décision de cet ordre.

Il n'y a rien qui répugne là-dessus, à condition que le mot à dire que réclamerait le syndicat s'accompagne d'une participation aux risques. S'il y a participation à la décision, il faut qu'il y ait

solidarité dans les responsabilités qui en découlent.

Si les travailleurs veulent uniquement être consultés pour mieux connaître la situation financière de l'entreprise et être mieux à même d'engager contre elle la confrontation par la suite, on voit mal que le patronat accepte la proposition de M. Rodrigue.

Par contre, même s'il y a de notables exceptions, on connaît des employeurs qui seraient disposés à accepter au moins un certain degré de cogestion ou d'intéressement des employés à l'entreprise. Mais, avant que, concrètement, ces patrons se rallient à la proposition de M. Rodrigue, la CSN aura besoin de modifier son discours d'inspiration marxiste et de cesser de préconiser la destruction du système d'entreprise privée.

Elle pourrait aussi essayer de vivre elle-même les suggestions de son président sortant avec ses propres employés. Car la CSN a des employés qui sont syndiqués et qui s'efforcent eux aussi de grignoter ses droits de gérance.

On se souvient de certaines grèves de permanents de la CSN alors que ceux-ci traitaient leur centrale du plus rétrograde des employeurs. La façon dont elle réglera sa lutte de pouvoir avec le syndicat de ses employés pourrait servir ensuite de modèle aux rapports que la centrale pourrait

vouloir établir avec les employeurs ordinaires.

L'occasion est particulièrement indiquée d'établir un modèle de relations de travail avec ses propres employés, car la CSN, comme le gouvernement, est présentement aux prises avec de graves difficultés financières.

D'ailleurs, à cet égard, il est assez curieux que, après avoir critiqué le gouvernement pour sa décision de réduire ses dépenses plutôt que d'augmenter ses revenus, la CSN, par la voix de son président, semble vouloir suivre exactement la même démarche que ce dernier. La CSN, dit M. Rodrigue, ne peut vraiment pas augmenter ses cotisations qui sont déjà très élevées; il ne lui reste que la possibilité de réduire ses dépenses, notamment en supprimant certains postes quand ceux-ci sont délaissés par leur titulaire.

Encore une fois, la crise économique que nous traversons est probablement une bonne occasion pour les syndicats de s'intéresser davantage aux clauses normatives qu'à celles à incidence financière, mais la CSN aura de la difficulté à impressionner les employeurs tant qu'elle n'aura pas davantage précisé ses objectifs et modifié son discours comme sa propre pratique en tant qu'employeur.

VINCENT PRINCE

Le défi à l'oecuménisme

Chrétiens et croyants de toutes traditions, personnes soucieuses de justice sociale, ne serions-nous pas capables ensemble de préparer les dispositifs nécessaires à des politiques éclairées, mises au service d'une qualité de vie accessible aux pauvres aussi bien qu'aux mieux nantis? Une humanité angoissée n'attend-elle pas ce genre de leadership global pour se mettre de nouveau à espérer? Ceux et celles d'entre nous qui croyons que Dieu a créé les individus, les nations et les peuples pour qu'ils s'aiment, s'entraident et se complètent les uns les autres, pourquoi ne pas poser des actes déterminants en conformité avec cette croyance?

LIBRE OPINION

Un programme-synthèse de paix et de justice, orienté vers le bien commun de l'humanité, ne pourrait-il pas être amorcé et promu, dans un esprit de service, par le nouveau Groupe Consultatif Mixte sur la pensée et l'action sociale, groupe créé il y a un an entre le Conseil Oecuménique des Églises et le Vatican? Pour assurer le passage des théories aux réalisations concrètes, ce Groupe devra faire appel à des esprits vigoureux, à des gens de vision et d'imagination créative qui, utilisant à bon escient les multiples possibilités de la science et de la technique modernes, sauront susciter des initiatives qui correspondent aux aspirations les plus légitimes des individus et des peuples. Qui aura assez de détermination pour

donner vie et croissance à ce programme-synthèse?

À cause des tensions et des conflits qui s'accroissent partout, avec leur cortège d'inquiétudes, n'est-il pas impérieux d'assumer des responsabilités qui collent aux besoins de notre temps? Le programme suggéré ne pourrait-il pas devenir l'objet d'un rapport et d'une étude spéciale dès l'Assemblée mondiale du Conseil Oecuménique des Églises à Vancouver, du 24 juillet au 10 août 1983? Situé entre les États-Unis et l'URSS, l'endroit choisi fait surgir l'idée d'un pont. L'Assemblée passerait sans doute à l'histoire si elle réussissait à jeter les bases solides d'un pont de communication entre ces deux super-puissances qui, conjointement, doivent se sensibiliser aux criants besoins des 800.000.000 d'enfants, de femmes et d'hommes qui, en 1982, vivent dans une misère incompatible avec la dignité humaine. N'est-ce pas ce genre de prospective et d'audace qu'il faut promouvoir en cette fin du 20e siècle?

Protester contre l'excès des armements, surtout contre les armes nucléaires, c'est excellent. Mais il faut davantage. Il faut chercher à guérir les causes des situations de misère et de souffrance qu'on trouve particulièrement au Tiers-monde; il faut remédier à l'écart trop grand entre riches et pauvres; il faut intensifier les recherches diplomatiques capables de redonner la liberté aux peuples domi-

nés par les dirigeants de l'URSS qui, pour se maintenir au pouvoir, développent à l'excès leur force militaire.

À l'Assemblée mondiale de Vancouver, ne serait-il pas souhaitable que, bien informés par des travaux préparatoires, les délégués des 300 Églises nationales, en dialogue avec la délégation fraternelle de l'Église catholique romaine, prennent avec discernement des décisions et des orientations qui deviendraient sources d'espoir pour ceux et celles de leurs concitoyens de la terre qui souffrent d'exploitation ou qui sont brimés dans leur liberté et leur dignité humaine? Cet effort global de justice sociale, pour être efficace, doit être doublé d'un permanent effort d'éducation aux valeurs religieuses et morales, en particulier celles de l'Évangile qui invite toute personne à se dépasser pour mieux servir les autres.

Si Vancouver parvenait à découvrir des pistes nouvelles pouvant conduire à plus de justice et d'équité dans le monde, ne conviendrait-il pas ensuite de les partager avec d'autres organismes internationaux poursuivant des buts identiques? C'est par des efforts concertés, entrepris par amour du bien commun de l'ensemble de l'humanité, que se construira un climat de paix durable désirée de tous. Ce défi sera-t-il relevé?

Irénée BEAUBIEN, s.i.
directeur,
Centre canadien d'oecuménisme



ET ÇA RECOMMENCE...

Monsieur Jean-Guy Dubuc
Editorialiste
Cher Monsieur,

J'ai été étonné par la démagogie de votre éditorial du 14 mai sur le remplacement par le mot **ARRÊT** de l'expression **ARRÊT/STOP**.

Contrairement à ce que vous affirmez, cette opération ne coûtera pas six millions. En effet, précisément, par mesure d'économie, l'échéance finale de remplacement des panneaux a été fixée au 1er juin 1988. Or, ceux-ci durent en moyenne 5 ans; ils devraient donc être remplacés de toute façon. Voilà d'ailleurs ce que le ministre a expliqué, mais voilà aussi une explication dont vous ne daignez pas même parler à vos lecteurs. Il est vrai qu'elle tendrait à infirmer une thèse systématique de LA PRESSE depuis six ans: celle de la prétendue incurie administrative du gouvernement.

Quant au fond du problème, le mot **ARRÊT** est la version française de **STOP** sur les panneaux du Québec depuis au moins deux générations. A ce que je sache, vous ne vous étiez jamais formalisé de cette pratique linguistique des gouvernements antérieurs.

La loi 101 rend inévitable un changement d'une sorte ou d'une autre, car même en acceptant le mot **STOP** comme français, vous conviendrez — avec toute l'importance que vous attachez à ce que les autres peuvent penser de nous — qu'on ne peut se permettre le ridicule de conserver deux synonymes sur nos panneaux! Si le ministre avait décidé d'opter pour **STOP** seulement, je suis convaincu que le coût de cette mesure n'aurait pas retenu votre attention. Elle aurait pourtant eu pour effet d'imposer un nouveau

changement aux 150 municipalités du Québec qui ont déjà adopté l'expression **ARRÊT** seulement.

Un mot enfin sur ce que vous appelez «la signalisation de ghetto (...)» que le Québec devra expliquer aux étrangers. Contrairement à ce que certains ont tenté de nous faire croire, l'usage du mot «**STOP**» n'a rien d'universel. Toute l'Amérique latine utilise «**PARA**» ou «**ALTO**» sur ses octogones rouges. Y a-t-il un seul Québécois en vacances à Acapulco qui s'en soit jamais offensé? Ne parlons pas de la Chine, du Japon et de la Malaisie où j'ai pu constater l'usage de mots dans les langues locales et non de «**STOP**». Même en France, «**STOP**» apparaît rarement: on reconnaît le panneau d'arrêt à sa forme et à sa couleur. A Porto Rico, pourtant territoire des États-Unis, les panneaux ne portent que le mot espagnol «**PA-RE**» et les touristes américains, bien plus nombreux qu'ici, le comprennent instantanément.

Finalement, comme vous sûrement, je déplore le temps et les énergies dépensés autour de ce changement inévitable (certains lui consacrent même des éditoriaux dans nos plus grands journaux). Une décision ayant enfin été prise, il serait bon de passer à autre chose.

Jean DORION
Montréal

Pour votre information et celle du ministre: les panneaux de signalisation vendus à Montréal et à sa région ont des garanties de vie de sept et dix ans. Selon huit des dix villes consultées, les panneaux savent respecter leur garantie ou même la dépasser de quelques années. Lire *The Gazette* du mardi 14 mai, page B 2.

J.-G. D.

Si le ridicule tuait...

On pouvait penser l'incident définitivement clos depuis que les quolibets, railleries, goailleries et plaisanteries avaient joyeusement salué la brillante initiative du ministre Lessard, il y a quelques années, d'interdire l'emploi du mot français **STOP** sur les terres de la Belle Province.

Mais non. Le feu couvait sous la cendre et un nouveau ministre nous ressuscite la farce.

«Immature» — ou un terme équivalent — c'est le mot qu'employait M. Trudeau lors d'un entretien avec le Premier ministre de France, M. Mauroy, pour qualifier l'état politique de la population. Ce terme convient tout particulièrement — et peut-être lui était-il destiné — au gouvernement que les Québécois par une infime majorité ont envoyé à Québec pour les «bien» gouverner.

Comment ce gouvernement qui croule sous les problèmes de tous ordres, peut-il distraire son temps, son énergie, «notre» argent, à déterrer une insignifiance qu'on croyait oubliée depuis quatre ans et qui, à ce moment, avait déjà passablement ridiculisé son auteur.

Que va-t-il maintenant advenir

Stoppez ce vent de folie!

Oui, s.v.p. arrêtez ce vent de folie qui s'est emparé de notre super gouvernement. Monsieur Parizeau voulait rouvrir les conventions «signées par erreur» pour économiser quelques millions. Alors voulez-vous bien me dire où il a trouvé les \$\$\$\$ pour se permettre un changement des signaux «**STOP**»?

Si Monsieur Clair, notre distingué ministre des Transports, s'était donné la peine de vérifier dans un dictionnaire la définition des mots **STOP** et **ARRÊT**, il au-

rait certainement «modéré ses transports» car le mot «**STOP**» est francisé depuis fort longtemps et qu'en plus il sous-entend un commandement alors qu'**ARRÊT** n'est que l'action d'arrêter.

Un peu de bon sens et une saine notion de la réalité ne viendraient certainement pas entacher la pureté (?) de la langue au Québec.

Après le «hambourgeois», la «racinette», auxquels on n'ose pas encore croire, la pizza n'a plus qu'à bien se tenir, de même pour le shish-kebab, le whisky, le scotch...

Si le ridicule tuait, je ne donnerais pas cher de la vie du gouvernement qui sévit actuellement à Québec.

Mme Y. WUIDART
Mont-Royal

Vous me direz que la différence de sens est minime, mais moi, je vous dis que j'en ai marre de me faire «rouler» par notre gouvernement.

Céline LANGLOIS
Montréal

EN VRAC

À propos de «kétaineries»

Madame Lysiane Gagnon
LA PRESSE

Madame,

Dans votre chronique du 4 mai au sujet de la visite du Premier ministre français, monsieur Pierre Mauroy, vous faites des gorges chaudes concernant l'accueil que le Québec a réservé à son invité. Vous écrivez notamment: «Comment se fait-il qu'on semble encore incapable de faire la différence entre un accueil cordial et chaleureux et la familiarité kétaïne?»

Le socialisme français et finalement toutes celles et ceux qui sont attachés à l'histoire du mouvement socialiste français seront donc enchantés, après votre jugement «ex cathédra», d'apprendre que la magnifique chanson «Le temps des cerises», mascotte de la Commune de Paris en 1870, n'est rien d'autre qu'une kétaïne. Et c'est bien cette chanson-là qu'a interprétée la chorale dont vous riez. Ou peut-être trouvez-vous que la kétaïne fait la chorale? Ou encore Fabienne Thibault? Cette dernière, en fait, chantait une chanson, non pas adressée à un

ami comme vous le dites, mais aux jeunes Françaises et Français afin de les inviter à découvrir le Québec.

Que voulez-vous, lorsque l'on n'est pas un pays souverain, on ne peut aligner un bataillon de hussards ni tirer du canon, ce qui, bien sûr, si je vous suis bien, est autrement plus viril et moins kétaïne.

Au fait, si vous aviez été présente au départ de monsieur Mauroy, vous auriez certainement constaté, comme nous tous, que la délégation française fut on ne peut plus émue au son du «Temps des cerises»...

Serge LEMAY
Montréal

Dans la chronique à laquelle vous faites allusion, je n'ai pas parlé du «Temps des cerises», mais du fait que la chorale et deux ministres s'étaient mis à entonner, à l'adresse de leur invité: «Mon cher Pierre c'est à ton tour...» comme on l'avait fait précisément pour l'ex-premier ministre Raymond Barre. C'est cet usage spécifique de «Gens du pays» que j'ai critiqué.

L. G.

À la défense des «assistés»

Mlle L. Thivierge
Charlemagne, P.Q.

J'ai bien lu votre lettre du 12 mai dans laquelle vous écrivez que, étant caissière dans une banque vous avez connaissance d'assistés sociaux qui utilisent leurs prestations pour payer leur câble de télévision, leur assurance-auto, Beneficial Finance ou qui viennent échanger le chèque de leur concubin, etc.

Mademoiselle, votre fonction de caissière consiste à échanger des chèques, faire les dépôts et les retraits de clients et non à juger de leur vie personnelle. D'accord, ils se paient le câblevision;

le 10 peut devenir tellement moche à la longue. Leur assurance-auto, c'est une protection nécessaire. Beneficial Finance c'est parce que les banques comme la vôtre ne veulent pas des assistés et que pour un prêt de \$2,000 ils devront donner des garanties pour \$20,000. Votre banque aime mieux exploiter les gens plus riches.

Votre problème relève de votre employeur qui vous a donné des fonctions de caissière (...). Des commerçants comme vous, il y en a trop dans les banques. (...)

Gilles GENDRON
Montréal

Femmes et enfants battus

Saviez-vous qu'il existe 7 maisons d'accueil et de transition pour femmes et enfants victimes de violence en milieu familial à Montréal? (...)

Cette année, 726 femmes et 1401 enfants y ont été hébergés par les maisons de Montréal. 1,140 autres femmes et enfants ont été refusés par manque de places. Sur une plus grande échelle, d'autres statistiques démontrent qu'une femme mariée sur dix est battue partout au Canada. Ces mêmes statistiques parlent de 206,610 femmes maltraitées chez elles, au Québec. (...)

Il va sans dire que pour survivre ces maisons ont besoin d'argent. Plusieurs reçoivent une subvention gouvernementale du ministère des Affaires sociales leur permettant à peine de couvrir les salaires, pour le reste: loyer, nourriture, frais d'opération divers, les maisons d'hébergement comptent sur les dons et organisent, à grand déploiement d'énergie, des campagnes de financement, des ventes de macarons, etc. Il n'existe pas de politique de financement claire et uniforme au M.A.S. concernant les maisons d'hébergement.

C'est donc chaque année l'insécurité financière, certaines maisons sont souvent menacées de fermeture.

Il existe un Regroupement provincial des maisons d'accueil et de transition pour femmes et enfants en difficulté au Québec. Le Regroupement provincial est mandaté par les maisons membres pour négocier un financement adéquat avec le M.A.S.

Le 17 février dernier le Regroupement provincial déposait un cahier au bureau des services bénévoles du M.A.S. à Québec, faisant état des besoins financiers et des demandes monétaires des maisons d'hébergement. (...)

Nos demandes s'échelonnent de \$167,000 à \$187,000 par maison selon le nombre de places au permis, en tant que minimum vital de base de fonctionnement, plus une subvention directe de \$8.00 par jour par personne accueillie. (...)

Johanne CÔTÉ
pour Le Regroupement régional (Montréal) des maisons d'hébergement et de transition pour femmes et enfants en difficulté.

Au sujet du «Dinner Party»

(Réponse à une lettre d'une lectrice, Mme Marie Dumaine)

Madame,

Nous savions quelles étaient les conditions de présentation du «Dinner Party» dans les lieux qui avaient précédé sa venue à Montréal. Cependant, je dois vous signaler que le Musée d'art contemporain est un musée d'Etat et qu'à ce titre il opère donc à même les fonds publics. Nous ne sommes pas en mesure de prélever un droit d'entrée puisque nous contribuons ainsi à exiger une contribution additionnelle de la part du citoyen. Un changement d'attitude à cet égard serait une décision qui incomberait à une autre autorité que la nôtre.

Pour ce qui est de l'information accompagnant l'exposition, il y avait toute la documentation nécessaire à la compréhension de l'oeuvre dans un espace attendant à la salle de présentation. Par ailleurs, vous pouvez disposer de l'écoute d'un commentaire enregistré sur bande magnétique, moyennant la modique somme de deux dollars, tout en circulant autour du Dinner Party. Ce dispositif appelé «Acoustiguide» reproduisait le commentaire de l'artiste Judy Chicago et a été fourni par une firme privée, c'est ce qui explique qu'un mon-

Le récit d'une guérison attribuée au frère André

Je suis tombé gravement malade pour la première fois à l'âge de 14 ans. J'étais alors aide-cultivateur et, selon le médecin, j'étais atteint de la maladie de Bright. Je m'astreignis immédiatement à un régime sévère, mais les douleurs persistèrent jusqu'à ce que j'aie atteint l'âge de 18 ans. Je travaillais alors sur une ferme à l'Acadie, près de St-Jean d'Iberville. J'entrepris une marche de 30 milles environ aboutissant à l'Oratoire St-Joseph où je pus rencontrer le cher frère André qui m'assura que je guérirais, que je retrouverais la vue normalement... ce qui arriva effectivement.

Ce pèlerinage avait été organisé par le curé Clément de la paroisse de l'Acadie. Au départ nous étions environ 100 participants. Les paroles que le frère André m'avait dites, je m'en souviens comme si c'était aujourd'hui. Quand je lui ai donné ma main dans l'intention de lui demander ma guérison, sans me laisser le temps de parler il m'a dit: «Vous êtes guéri. A partir d'aujourd'hui agissez comme si vous n'étiez pas malade, comme bon vous semblera.» Le pèlerinage avait été un succès pour la paroisse de l'Acadie.

Après ma guérison par le bon frère André, dans l'espace d'environ 3 semaines la couleur de ma peau était revenue complètement normale. J'avais engraisé d'à peu près 15 livres. Ma vue était redevenue normale et, graduellement, en peu de temps, j'avais repris mes forces. Rendu chez Madame Léo Gratton, de son nom de fille Adrienne, ma soeur m'avait fait des pansements aux deux pieds blessés par la longue marche de pèlerinage. Sur ma demande elle m'avait fait cuire deux côtelettes

de porc frais avec des patates. Une heure plus tard je suis allé me coucher et j'ai dormi environ quinze heures sans aucun trouble d'estomac, à la grande surprise de ma soeur. Par la suite ce fut toujours ainsi; mon régime alimentaire spontanément aboli, la guérison fut complète.

Depuis ce temps je remercie Dieu d'avoir accordé ma guérison au bon frère André comme il le disait lui-même à tous.

Lucien ROUSSEL

Patient de
la Résidence Dorchester
Montréal



Le F. André à l'âge de 67 ans.

la presse

RENSEIGNEMENTS 285-7272

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400». Port de retour garanti.

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	
Le service des abonnements est ouvert de 7h à 18h (samedi: 8h30 à 13h)		Commandes du lundi au vendredi 9h à 17h	285-7111
RÉDACTION	285-7070	Pour changer du lundi au vendredi 9h à 16h30	285-7205
PROMOTION	285-7100	GRANDES ANNONCES	
COMPTABILITÉ		Détailants	285-7202
Grandes annonces	285-6892	National, Télé-Presse	285-7306
Annonces classées	285-6901	Vacances, voyages	285-7265
		Carrières et professions, nominations	285-7320

EPEC Dumoulin R.E. TV INC.

plus de 30 ans au service du consommateur avec

LA TÉLÉ DONT VOUS RÉVIEZ À PRIX RÉVÉ

SONY

15" — 20" — 22" CONVERTISSEUR INTÉGRÉ TÉLÉCOMMANDE

- LA QUALITÉ SONY.
- LE SERVICE DUMOULIN.
- PRIX SUR PLACE SEUL.

NOUS SOMMES TOUT PRÈS DE VOUS

à 2 pas du métro Jarry
à 2 rues du boul. Métropolitain

783 MISTRAL coin 8250 ST-HUBERT
388-4777
ou 388-4636

ÉQUIPEMENT MÉDICAL

LITS D'HÔPITAL

- électriques
- manuels
- 2 positions
- manuels
- 3 positions

CHAISE D'AISSANCE avec accoudoirs pivotants

CHAISES ROULANTES TOUT GENRE

- régulières
- ultra-légères
- à bras détachables
- d'amputé(e)s
- dossier inclinable
- électriques
- d'enfants
- usagées

LEVÉ-PATIENT **TABLE DE LIT**

VENTE ou LOCATION
À votre service depuis plus de 75 ans.

849-2407
4338 ST-DENIS, MTL

Régent St-Pierre
C. MARTIN JR

HEURES D'AFFAIRES:
lun. au ven. 9h00 à 17h30
sam. 9h00 à 13h00

VISA MasterCard

FRANCE: LA GAUCHE ET LES INTELLECTUELS

Le gouvernement parti sur une mauvaise pente

— 2 —

■ PARIS — A une autre époque, les intellectuels français auraient sans doute reproché à la gauche au pouvoir... de ne pas être assez à gauche. De ne pas réduire assez vite les inégalités, de ne pas soutenir suffisamment les syndicats, de ne pas faire assez «payer le capital», etc. Dans un contexte vraiment bien différent, c'est le plus souvent «par la gauche» que les intel-



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

(collaboration spéciale)

tuels québécois attaquent le gouvernement: pour les uns parce qu'il ne s'attaque pas aux intérêts privés (et américains), pour les autres (ou pour les mêmes) parce qu'il fait trop de concessions sur la question de l'indépendance.

Il serait exagéré de dire que la gauche intellectuelle française est passée en bloc à la droite du régime Mitterrand. Mais si elle lui manifeste une tiédeur certaine, ce n'est pas qu'elle lui reproche une quelconque modération, qu'elle le trouve trop prudent ou que la réalité est devenue ambiguë.

Les intellectuels rencontrés ces derniers temps ne disent pas tous exactement la même chose. Mais, mis à part Raymond Aron, ouvertement engagé du côté de Giscard et dont le scepticisme est total vis-à-vis de l'expérience de gauche, presque tous les autres appartiennent, à des degrés divers, à la mouvance socialiste. Or, s'ils divergent sur certains points, leur diagnostic est en grande partie similaire: le gouvernement ac-

tuel est parti sur une mauvaise pente d'un côté parce qu'il applique les vieilles recettes périmées de la tradition marxiste (nationalisations, intervention de l'Etat), et de l'autre parce qu'il manœuvre à la petite semaine, pour des raisons électoralistes et sans projet d'ensemble. En somme, trop de changement «orthodoxe» et pas assez d'imagination, de la part du gouvernement à la fois trop «à gauche» et trop conservateur. Persécution intellectuelle?

«Mais c'est peut-être tout simplement un signe d'intelligence et de lucidité, explique le journaliste-universitaire-éditeur Jacques Julliard, militant de longue date du Parti socialiste. Même si c'est bien entendu le souhait du gouvernement, est-ce le rôle des intellectuels d'être des thuriféraires? Non: c'est de garder un sens critique.»

Flou et petitesse

Paul Thibaud, le directeur de la revue *Esprit*, n'y va pas de main morte. Il parle du «flou et de la petitesse» de l'action gouvernementale, qui laisse toujours «prévaloir l'habileté sur les principes», qui n'ose pas dire la vérité sur l'URSS, sur les réalités de la crise et des sacrifices. «Ce socialisme attrape-tout, dit-il, n'est qu'un produit de décomposition. En sortir exige que l'on quitte les parages de l'étatisme, que l'on cesse de confondre l'action avec le bafouillage bureaucratique.»

Au lendemain de la cérémonie du Panthéon, que Julliard jugeait totalement désuète — l'hommage solennel aux «grands hommes» du passé, Blum et Jaurès — il y avait la formation du gouvernement: un énorme cabinet de 44 ministres et secrétaires d'Etat, avec répartition des postes (à la traditionnelle) entre les différents courants du parti, les régions, les jeunes, les

femmes, etc. «Lorsque j'ai entendu la liste, dit Michel Beaud, universitaire socialiste (et auteur du *Socialisme à l'épreuve de l'histoire*, au Seuil, j'ai été estomaqué. C'était un dosage politicien style 4e République...»

Sur la question des nationalisations, tout le monde n'est évidemment pas aussi sévère que Raymond Aron, qui les juge «coûteuses, inutiles et inefficaces dans le meilleur des cas». Mais l'historien Le Roy Ladurie, jadis militant communiste, les voit d'un assez mauvais œil: cette soudaine emprise de l'Etat, «qui nomme arbitrairement une quarantaine de dirigeants de l'économie», ne lui paraît pas de bon augure. Il n'y a pas de «danger immédiat», mais pour lui, c'est bel et bien une concession discutable au «dogme», une survivance de la croyance dans le rôle universel de l'Etat, peut-être un reste de «stalinisme élargi» (et mou) qu'il croit trouver au sein du Parti socialiste. Julliard et Beaud n'y sont pas hostiles: mais pour eux, les nationalisations ne sont qu'une méthode (parmi d'autres) pour mettre en oeuvre une politique économique. Ni une fin en soi, encore moins une garantie de progrès pour la classe ouvrière.

La sortie de gauche à la crise

Reste le problème numéro un: comment trouver une sortie «de gauche» à la crise économique? Là-dessus, tout le monde est pessimiste à l'égard de l'action du gouvernement: toujours ce mélange de recettes usées et de manœuvres politiciennes.

Exemple: la réduction générale de la semaine de travail à 39 heures, Beaud comme Julliard critiquent la méthode qui a consisté à négocier cette réduction au sommet de l'Etat, ce qui a

entraîné finalement plus de conflits et de mécontentement à la base que de satisfaction.

«Il aurait fallu procéder secteur par secteur, dit Michel Beaud, aller aux 35 heures là où c'était possible, plus lentement ailleurs.»

A cette rigidité étatique s'est ajoutée l'improvisation. «Les 39 heures sans baisse de salaires seulement pour les bas revenus», dit le ministre du Travail. Protestation de deux centrales syndicales, Mitterrand tranche finalement pour les 39 heures avec plein salaire pour tous.

«Une mesure irréaliste et démagogique», disent aussi bien Julliard que Beaud. C'est d'ailleurs typique de la démarche de Mitterrand. Face à la crise, au chômage, rien n'est plus urgent, dit Beaud, que de tenir un langage clair. Il n'y a pas de bénéfices, mais des sacrifices à distribuer, y compris pour les salariés moyens et surtout les fonctionnaires, qui ont la sécurité démolie.

En arrivant au pouvoir, la gauche a voulu faire un geste concret en faveur de la justice sociale. Distribution de pouvoir d'achat grâce à un énorme déficit budgétaire (près de 20 milliards de dollars sur un budget de 160 milliards de dollars), mesure (plutôt symbolique) tel l'impôt sur la fortune.

Beaud, contrairement à Julliard, n'est pas trop inquiet de ce déficit. Par contre — de nouveau les vieux mythes de la gauche et les hésitations — on a réussi dans un premier temps à semer la panique, dit-il, en annonçant un impôt énorme sur la fortune (quatre ou cinq p. cent) pour finalement conclure sur un petit impôt «qui ne rapporte presque rien».

Les deux hommes sont en tout cas d'accord sur un point majeur: le gouvernement a déjà beaucoup trop tardé à dire la vérité sur l'ampleur de la crise.

Une liste des priorités

Pour Michel Beaud, «il aurait fallu définir ce qui était réalisable, établir une liste de priorités, expliquer que le relèvement indispensable des bas salaires devait être payé, et pas seulement par «les riches». Au lieu de cela, le gouvernement socialiste a sacrifié sa base sociale, aux fonctionnaires, aux enseignants. Et je crains que ce ne soit déjà trop tard: dans la foulée du 10 mai, beaucoup de catégories sociales étaient prêtes à des sacrifices. Mais, puisque le gouvernement n'a pas défini de grandes orientations, et a commencé à céder aux revendications sectorielles, les vieux égoïsmes sont déjà remontés à la surface. Ce qui menace, c'est une aggravation des déséquilibres, une flambée d'inflation, qui est déjà forte, une nouvelle dévaluation, et finalement le retour à une politique de rigueur conservatrice».

Finalement, disent les uns et les autres, le gouvernement a insisté sur les réformes de caractère économique, c'est-à-dire dans un domaine où sa marge de manœuvre est quasiment inexistante. Mais, côté mentalités, côté mode de vie et conditions de travail, «l'imagination n'est pas au pouvoir». Critiques d'intellectuels désœuvrés? Pas vraiment. S'il y a quelqu'un actuellement en France qui réclame «le langage de la vérité et de la rigueur», c'est un certain Edmond Maire, chef de la deuxième centrale syndicale en France.

S'il est question, pour Maire, de «changer la société», ce n'est pas en distribuant de l'argent aux catégories sociales les plus «combattives» qu'on y arrivera. La réalité de la crise impose des sacrifices, un «projet global». Et, cet hiver, c'est le même Edmond Maire qui est parti en guerre contre le gouvernement... parce qu'il offrait les 39 heures sans baisse de salaire!

Une bonne partie des intellectuels se trouvent aujourd'hui dans son sillage: les désillusions des dernières années leur auraient-ils donné, non pas tellement un mauvais esprit mais davantage de réalisme? «Les intellectuels ont longtemps été les chevaliers de l'utopie, dit Julliard, ils sont aujourd'hui plus clairvoyants, voilà tout.»

En tout cas, dans les milieux encore passablement euphoriques du pouvoir socialiste, on n'apprécie guère ce néo-réalisme intellectuel.

FIN

LA «TAXACTION» AUX USA

L'expérience du Massachusetts: la Proposition 2½

— 3 —

■ NEW YORK — Le Massachusetts a ceci de commun avec le Québec que sa population — à peu près égale à celle de notre province — est concentrée pour la moitié dans une seule région métropolitaine, celle de Greater Boston. Cette conurbation compte plus de trois millions d'habitants (même si la ville de Boston proprement dite ne compte que 600 000 mille citoyens).



ROBERT-GUY SCULLY

(collaboration spéciale)

Mais là s'arrête la ressemblance. Le Massachusetts possède une économie qui réussit à échapper au vieillissement industriel qui afflige le Nord-Est du continent.

Un observateur spécialiste nous confiait que «cet Etat est devenu l'équivalent, sur la côte atlantique, de la fameuse Silicon Valley de Californie. Notre secteur industriel haute-technologie n'a pas cessé de se développer. L'autoroute 128, une des ceintures de la région métropolitaine, est une véritable chaîne ininterrompue d'usines modernes consacrées au «hardware» et au «software». Par conséquent, malgré le manque à gagner que les municipalités ont dû subir suite à la Proposition 2½, l'Etat comme tel a recueilli, en mars, en impôts et en taxes diverses, des sommes qui excèdent tous les records.»

Cette richesse et cette santé économiques — qui commence tout de même à plafonner, puisque la récession nord-américaine n'épargne aucune région — ont donc joué au Massachusetts le rôle que le surplus budgétaire de 1978 avait joué en Californie: l'Etat a pu secourir les municipalités et ainsi prévenir les conséquences désastreuses prédites par les adversaires de la Proposition 2½.

Argie Staples, économiste à MIT et principale chercheuse du groupe Impact deux et demie (formé par MIT, en collaboration avec Harvard), estime que ce manque à gagner vaut probablement, pour l'exercice fiscal en cours, 557 millions \$US. Cette perte touche les administrations municipales et non l'Etat, puisque la Proposition 2½ limite la taxe foncière à deux et demie pour cent de l'évaluation. Le gouvernement de Boston a pu, grâce à la prospérité que nous venons d'évoquer, verser une compensation aux villes qui équivalent à soixante pour cent de leur manque à gagner.

A première vue, la Proposition 2½ paraît beaucoup moins sévère que la Proposition 13 en Californie, puisque cette dernière limite l'impôt foncier à un pour cent de l'évaluation, et interdit une réévaluation annuelle supérieure à deux pour cent. Mais la situation du Massachusetts est particulière. Mme Staples explique: «L'utilisation de la taxe foncière ici était devenue tout à fait abusive. A Cambridge, par exemple (ville où logent Harvard et MIT), cela pouvait atteindre \$230 par mille dollars d'évaluation, donc presque le quart de la valeur d'un immeuble! Les municipalités n'avaient à leur disposition

que ce seul instrument fiscal. Lorsque les tribunaux de l'Etat ont décrété, en 1980, que l'évaluation devrait dorénavant refléter fidèlement la pleine valeur marchande, les propriétaires de maisons unifamiliales et les locataires se sont révoltés.»

Le Québec en position favorable

Autre différence entre le Québec et le Massachusetts, celle-là moins favorable à nos voisins: la qualité de vie et la stabilité fiscale à Boston se détériorent depuis longtemps, comme dans la plupart des métropoles américaines. Montréal et les villes canadiennes échappent en grande partie à cette espèce de gangrène sociale. Que l'on songe à l'énorme problème politique qui existerait chez nous si Montréal croulait sous les ghettos, les dettes et la criminalité, alors que l'autre moitié du Québec s'en tirerait assez bien.

Cette rivalité et cette dichotomie malsaines existent justement au Massachusetts (comme d'ailleurs à New York), et la Proposition 2½ a mis le feu aux poudres. Dorénavant, c'est Boston contre «les autres». Le rapport «Impact deux et demie» note que la métropole a souffert bien plus que les banlieues et les villes de province du manque à gagner fiscal.

Selon Fred Bayles, chroniqueur spécialiste, «les seules colères suscitées par la Proposition 2½ se sont manifestées à Boston. A l'échelle de l'Etat, même les syndicats de la fonction publique ont été remarquablement muets depuis le vote, d'abord parce qu'ils sentent que la population est très satisfaite de sa décision, et deuxièmement parce que les mises à pied en nombre que l'on avait prévues n'ont pas eu lieu (sauf, peut-être, chez les enseignants, crise de la natalité aidant; mais ce sont les services policiers et de santé qui importent le plus aux citoyens, et ils ont été épargnés). Les syndicats ont donc tendance à se quereller entre eux. Mais, dans la métropole, il y a une rage sourde. On sent que la ville est au bord d'un précipice.»

«Cependant, en toute justice, il faut préciser que la Proposition 2½ n'est pas la seule responsable de cet état de choses. Les tribunaux viennent de l'obliger à remettre \$100 millions de trop-perçu en impôts non fondés, qu'elle avait recueillis l'an dernier. L'administration doit également beaucoup d'argent à l'équipe des Bruins, qu'elle avait surtaxée. On a donc perdu plus de 400 pompiers et policiers, et on s'est mis à exiger avec une énergie furieuse le paiement de tous les comptes de tous les comptes à recevoir, notamment les vieilles contraventions de stationnement!»

Néanmoins, la conclusion que l'on tire au Massachusetts, après un exercice sous l'empire de 2½, ressemble fort à celle que l'on entend chez les Californiens, après trois ans sous la Proposition 13: le ciel n'est tombé sur la tête de personne, et le geste populaire était raisonnable. Une enquête que mène présentement l'Associated Press, auprès de 51 municipalités du Massachusetts, semble aller dans le même sens: si c'était à refaire, on le referait.

DEMAIN: le pire se produira-t-il?

Le koumys réhabilité

■ (AFP) — Plusieurs siècles avant notre ère, les Scythes appréciaient déjà le koumys pour ses vertus médicales et, au 13e siècle, les khans tatars offraient à leurs visiteurs cette «boisson qui brûle la langue comme le vin et grise les têtes faibles», selon l'expression d'un moine français qui y goûta en 1253.

Aujourd'hui, les médecins soviétiques s'intéressent à nouveau à cette boisson à base de lait de jument fermenté, et soulignent son caractère bénéfique dans de nombreux cas: anémie, convalescence, traitement des maladies gastriques, intestinales et infectieuses, et de certaines tuberculoses osseuses. D'une manière générale, le koumys stimule l'appétit et aide à combattre le vieillissement. Pourquoi? Sans doute parce que chaque litre de koumys qui a fermenté pendant 48 heures apporte à l'organisme autant d'albumine que 100 g de viande de bœuf.

Très riche en protéines, le lait de jument se rapproche beaucoup du lait maternel. Il a moins de graisse et plus de sucre que tout autre lait animal, et se digère et s'assimile mieux que le lait de vache ou de chamelle, utilisé parfois dans la fabrication artisanale du koumys. Enfin, le lait de jument a une forte teneur en vitamines C et en calcium.

Cette boisson, un peu aigre et légèrement enivrante, vient du Kazakhstan (frontière sino-soviétique) et son usage était surtout répandu, jusqu'au début du siècle, parmi les populations musulmanes de l'empire: bouriates ouzbeks, kazakhs, tatars...

Depuis plusieurs années maintenant, le koumys est à la base du traitement de nombreux établissements spécialisés de Bachkirie, de Bouriatie et d'Asie Centrale. L'écrivain Léon Tolstoï, qui faisait scrupuleusement chaque année une cure de la «boisson des steppes», serait sans doute déçu: la «boisson miracle» n'est plus guère préparée aujourd'hui dans des outres en peau de poulain, comme le veut la tradition, mais par un procédé industriel.

Liquidation de sacs à main d'été

En vigueur du 26 mai au 29 mai ou jusqu'à épuisement de la marchandise



Aubaine!

3,99\$ à 7,99\$ ch.

Chez Sears...il y a toujours de bonnes aubaines! Des sacs à main en toile ou en paille à bas prix: des sous-bras, des fourre-tout, des sacs tailleurs, des sacs souples ou à armatures. Jolies teintes estivales.

MAGASINAGE EN PERSONNE SEULEMENT Rayon 88, accessoires pour dames

Les mentions «Rég.» ou «était» de Simpsons-Sears Limitée se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Ville St-Laurent, Place Vertu; Brossard, Mail Champlain; Anjou, Galeries d'Anjou; St-Jérôme, Carrefour du Nord; St-Jean, Carrefour Richelieu. Copyright Canada, 1982, Simpsons-Sears Limitée.

MAGASINAGE EN PERSONNE SEULEMENT

Sears

vous en avez pour votre argent...et plus

LES SUPERMARCHÉS

provigo

MINI PRIX

**DU NOUVEAU DANS TOUS LES
SUPERMARCHÉS PROVIGO!**

**EN PLUS DE NOS ANNONCES RÉGULIÈRES
OU DE NOS CAHIERS PUBLICITAIRES,
VÉRIFIEZ DÈS MAINTENANT, ET CELA À
CHAQUE SEMAINE, LES "MINI PRIX"
PROVIGO. SURVEILLEZ ATTENTIVEMENT
LES ÉTIQUETTES ROUGES "MINI PRIX".
À TITRE D'EXEMPLES CETTE SEMAINE...**

BISCUITS
"BISCO MIX"
LECLERC
BTE DE 800 g

3,47

SALADES
AU CHOIX
COORSH
CONT. DE 150 g

0,48

BOISSONS À L'ORANGE
(355 mL) OU RAISIN (341 mL)
HONEY DEW
CONT. DE 355 OU 341 mL

1,21 (355 mL)
1,29 (341 mL)

SAUCE
POUR SANDWICHS CHAUDS
HABITANT
BTE DE 14 oz liq.

0,59

FILET DE SOLE
SURGELÉ
BLUE WATER
BTE DE 16 oz

3,69

TARTINADE
NOIX DE COCO OU ÉRABLE
FREDDY
CONT. DE 425 g

1,69

SAVON EN CRÈME
BLANC, BLEU OU BRUN
JERGENS
CONT. DE 350 mL

2,27

TAMPONS
SAVONNEUX
S.O.S.
BTE DE 18

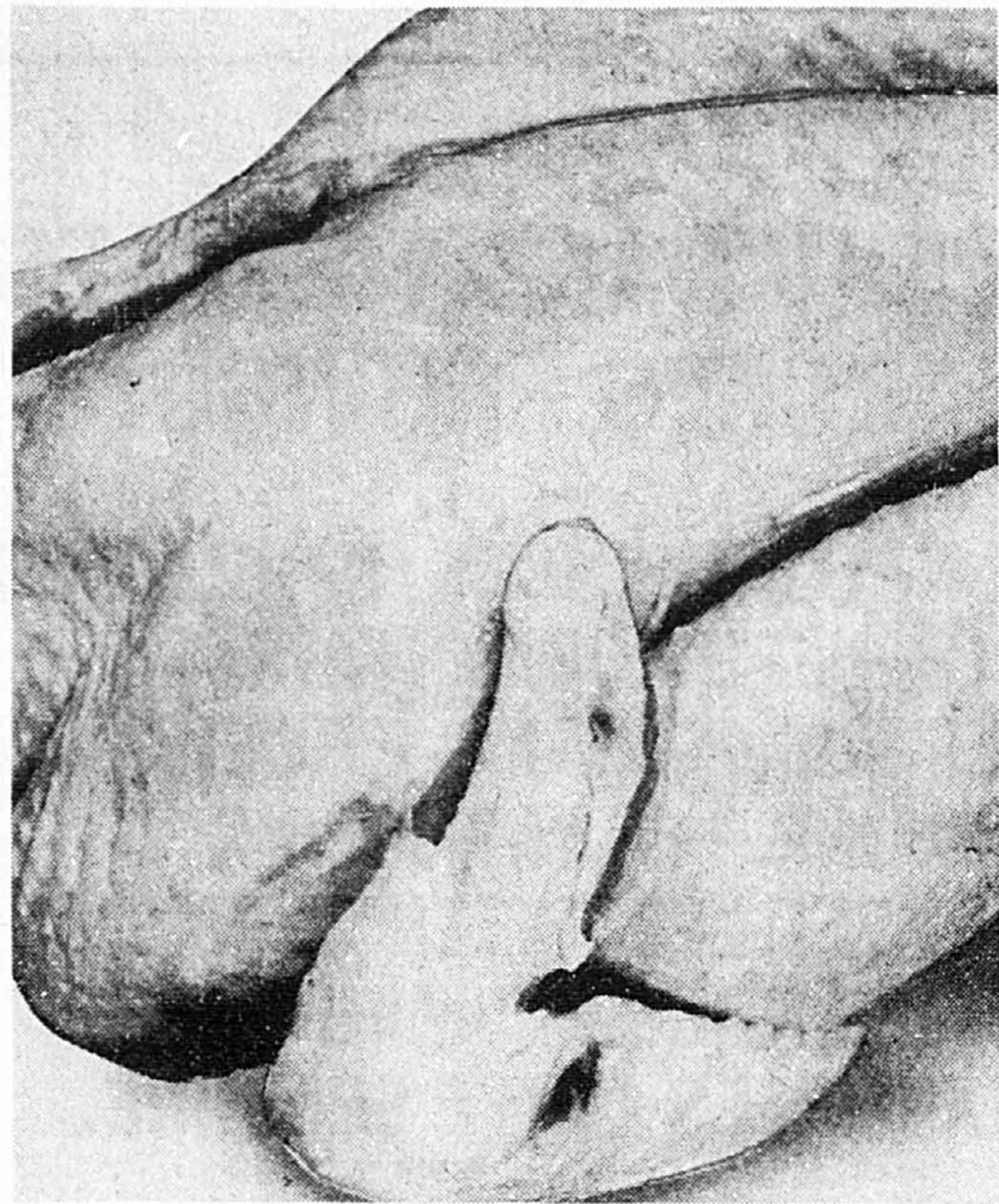
1,42

PAPIER ALUMINIUM
12"
REYNOLDS
ROULEAU DE 25 PIEDS

1,22

LES SUPERMARCHÉS

 provigo



POULETS FRAIS
CANADA CATÉGORIE A
MOÏNS DE 4 LB OU 2 kg

2¹⁶_{kg} **98** _{LB}



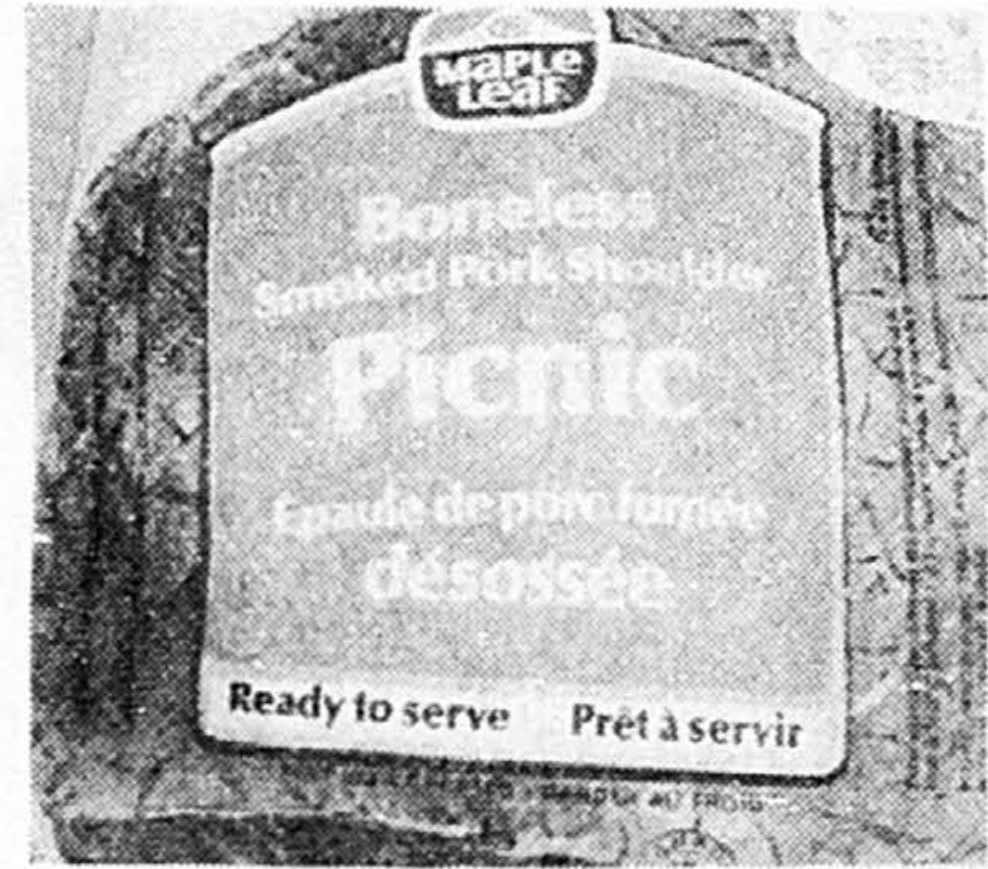
FRITES SURGELÉES
COUPE CAMPAGNARDE, ORDINAIRE OU
JULIENNE, CAVENDISH

SAC DE 2 LB **.89**



DÉTERSIF EN POUDRE
POUR LAVEUSE AUTOMATIQUE
ALL

CHAUDIÈRE DE 8,4 kg **14⁹⁹**



ÉPAULE DE PORC
FUMÉ, DÉOSSÉ
MAPLE LEAF

4⁵⁹_{kg} 2⁰⁸_{LB}



BACON SANS COUENNE
EN VRAC
ROYAL

4¹⁴_{kg} 1⁸⁸_{LB}



PÂTES ALIMENTAIRES
AU CHOIX
PRIMO

SAC DE 900 g **.95**



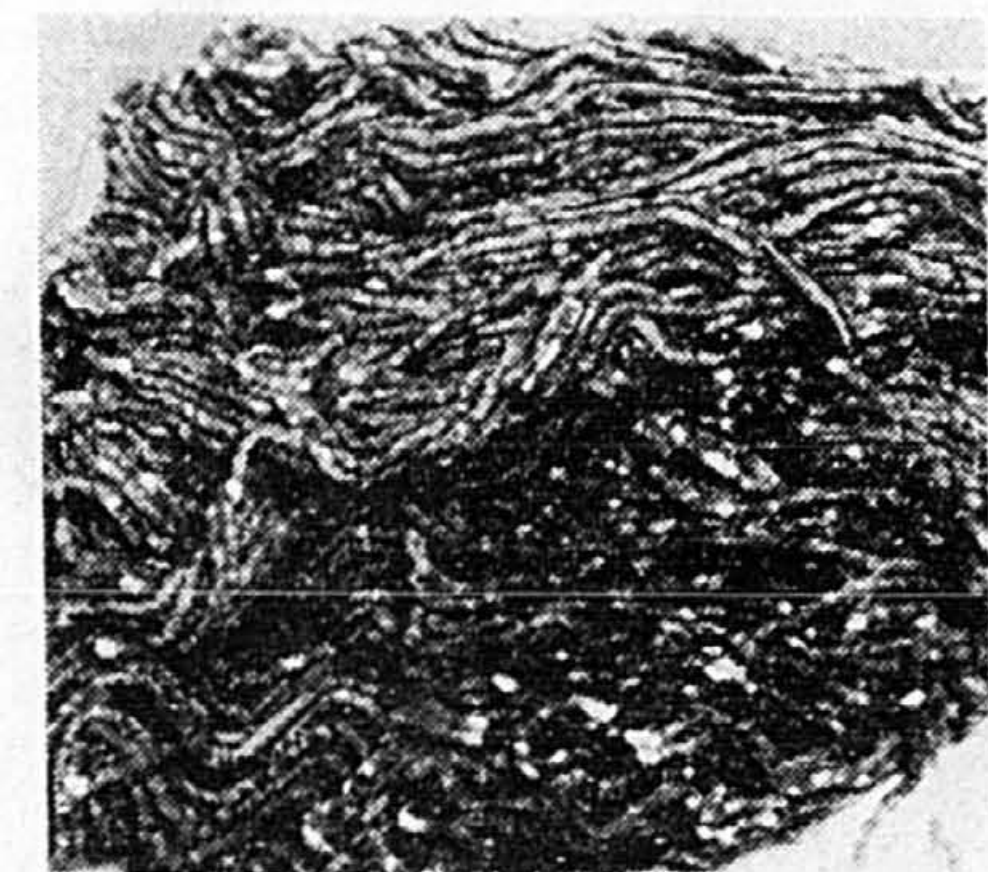
MÉLANGE À SOUPE
CHOIX DE SAVEURS
LIPTON

ENV. 4 POUR **1⁰⁰**



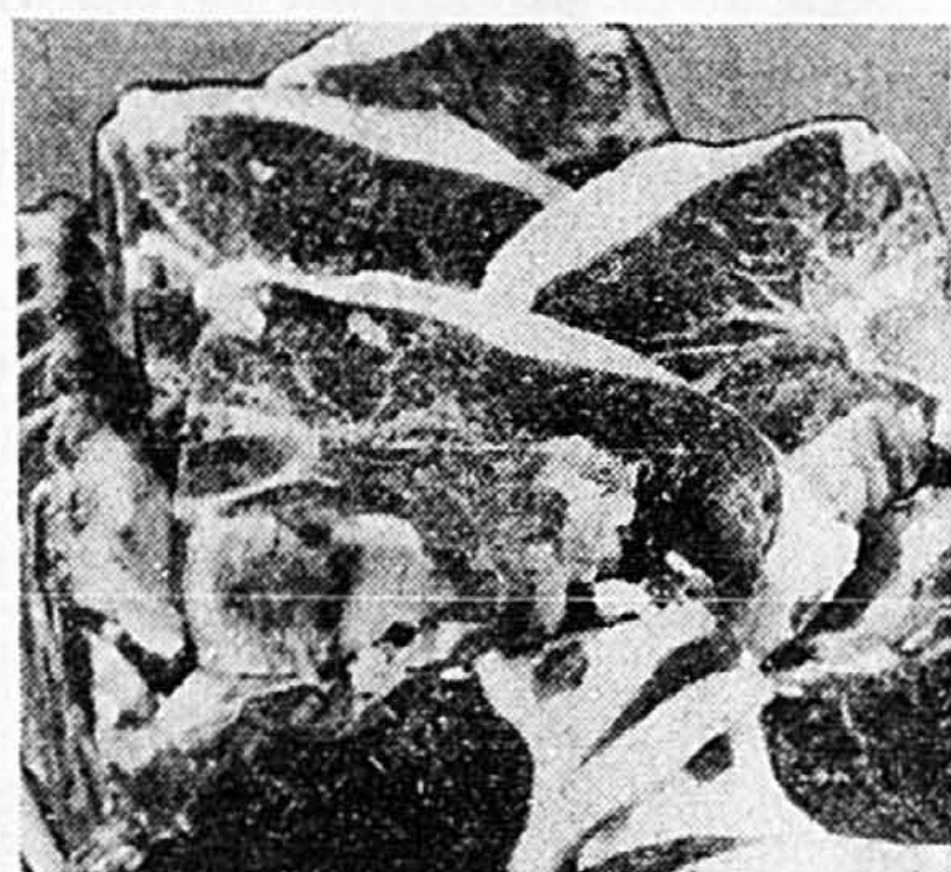
MARGARINE
ORDINAIRE
GOLDEN GIRL

EMB. ALUM. DE 1 LB **.59**



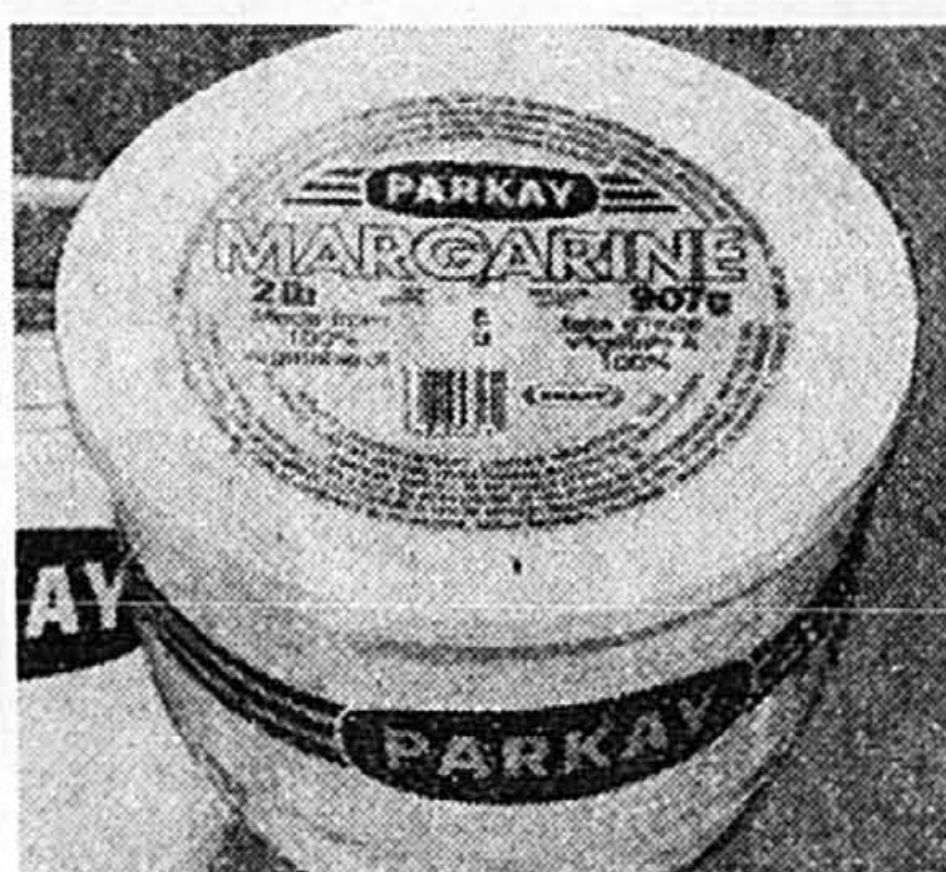
BOEUF HACHÉ
ORDINAIRE

3⁰⁴_{kg} 1³⁸_{LB}



CÔTELETTES D'AGNEAU
SURGELÉES
DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

7⁴⁵_{kg} 3³⁸_{LB}



MARGARINE MOLLE
MAXI-BOL, PARKAY
KRAFT

CONT. DE 2 LB **1³⁵**



BISCUITS
FEUILLES D'ÉRABLE OU TARTES AUX
FRAISES
DAVID

SAC DE 600 g **1⁹⁹**



DINER
MACARONI ET FROMAGE
KRAFT

BTE DE 225 g 3 POUR **1⁰⁰**

SOC DE PORC
FUMÉ, DÉOSSÉ
PROVIGO

kg **6⁵⁷**
LB **2⁹⁸**

SAUCISSES FUMÉES
TOUT BOEUF
COORSH

EMB. DE 375 g **1⁵⁸**

PORC HACHÉ
FRAIS OU DÉGELÉ

kg **3⁷⁰**
LB **1⁶⁸**

VIANDES CUITES EN TRANCHES
BOLOGNE ORDINAIRE OU CIRÉ OU
SIMILI POULET, MAPLE LEAF

EMB. DE 375 g **1⁴⁸**

BOLOGNE
ORDINAIRE OU CIRÉ
EN TRANCHES OU MORCEAUX
MAPLE LEAF

kg **2³⁸**
LB **1⁰⁸**

SALAMI
EN TRANCHES
ROYAL

kg **4⁸¹**
LB **2¹⁸**

FILET DE MORUE
SURGELÉ
FISHERY PRODUCT

EMB. DE 600 g **2⁹⁸**

POULET FRIT
COQUET

BTE DE 900 g **4⁹⁸**

PARFAIT DESSERT
AU CHOIX
COORSH

CONT. DE 125 g **.38**

MINI PAIN DE POULET
ROYAL

3⁹²_{kg} **1⁷⁸**_{LB}

MAÏS EN CRÈME
HARICOTS JAUNES COUPÉS,
POIS VERTS ASSORTIS, DE CHOIX
AYLMER, BTE DE 19 oz liq.

.69

POUDINGS
CHOIX DE SAVEURS
NESTLÉ

EMB. DE 4 BTES x 5 oz **1⁴⁹**

CAFETIÈRE ÉLECTRIQUE
acm 6-2
MELITTA

CONT. DE 2 À 6 TASSES **35⁸⁵**

CRISTAUX
CHOIX DE SAVEURS
QUENCH

EMB. DE 4 x 92 g **1⁶⁹**

BISCUITS
5 FAVORIS, AU SON OU SABLÉS RONDS
WESTON

SAC DE 400 g **1⁵⁹**

TOAST MELBA
NATURE
OLD LONDON

BTE DE 369 g **1⁵⁸**

EAU DE SOURCE
NATURELLE
EVIAN

BOUT. DE 1,5 litre **1⁰⁹**

CÉRÉALES
SHREDDIES
HABISCO

BTE DE 500 g **1²⁵**

THON PÂLE
EN MORCEAUX ORDINAIRE OU
DANS EAU DE SOURCE, STAR KIST

BTE DE 184 g **1³⁵**

BOISSONS GAZEUSES
CHOIX DE SAVEURS
ALLAN

BOUT. CONSIGNÉE DE 750 mL 6 POUR **2⁴⁹**

MOUTARDE PRÉPARÉE
SQUEEZ PACK
FRENCH

CONT. DE 250 mL **.75**

VRAIE MAYONNAISE
HELLMANN'S

BOCAL DE 500 mL **1¹⁹**

BOEUF JARDINIÈRE
BIFTECK SALISBURY, POULET MIREPOIX
FREDDY CHEF

BTE DE 300 g **1⁶⁹**

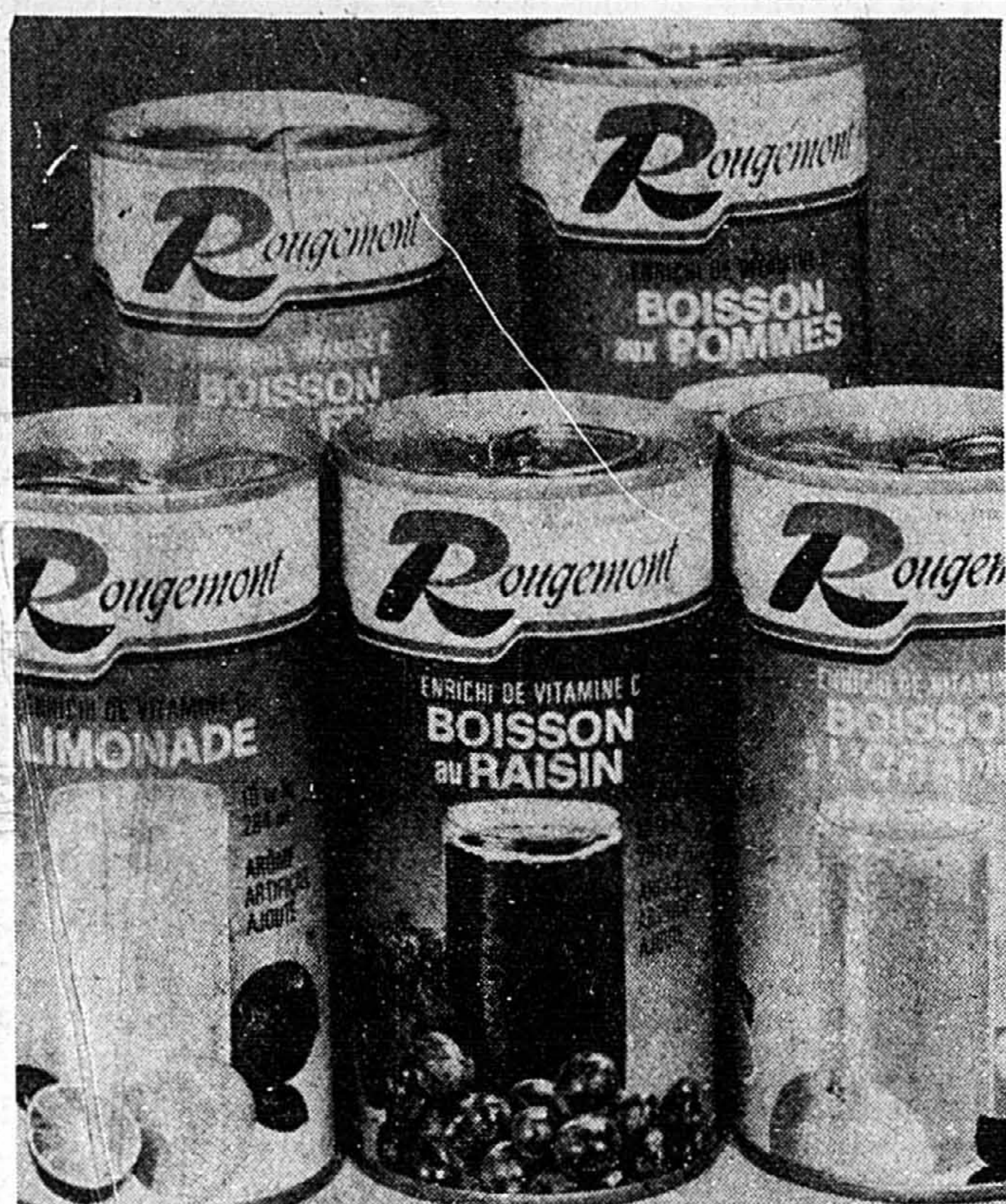
RÉGLISSE
CABLES ROUGES
LASSO

SAC DE 450 g **1¹⁹**

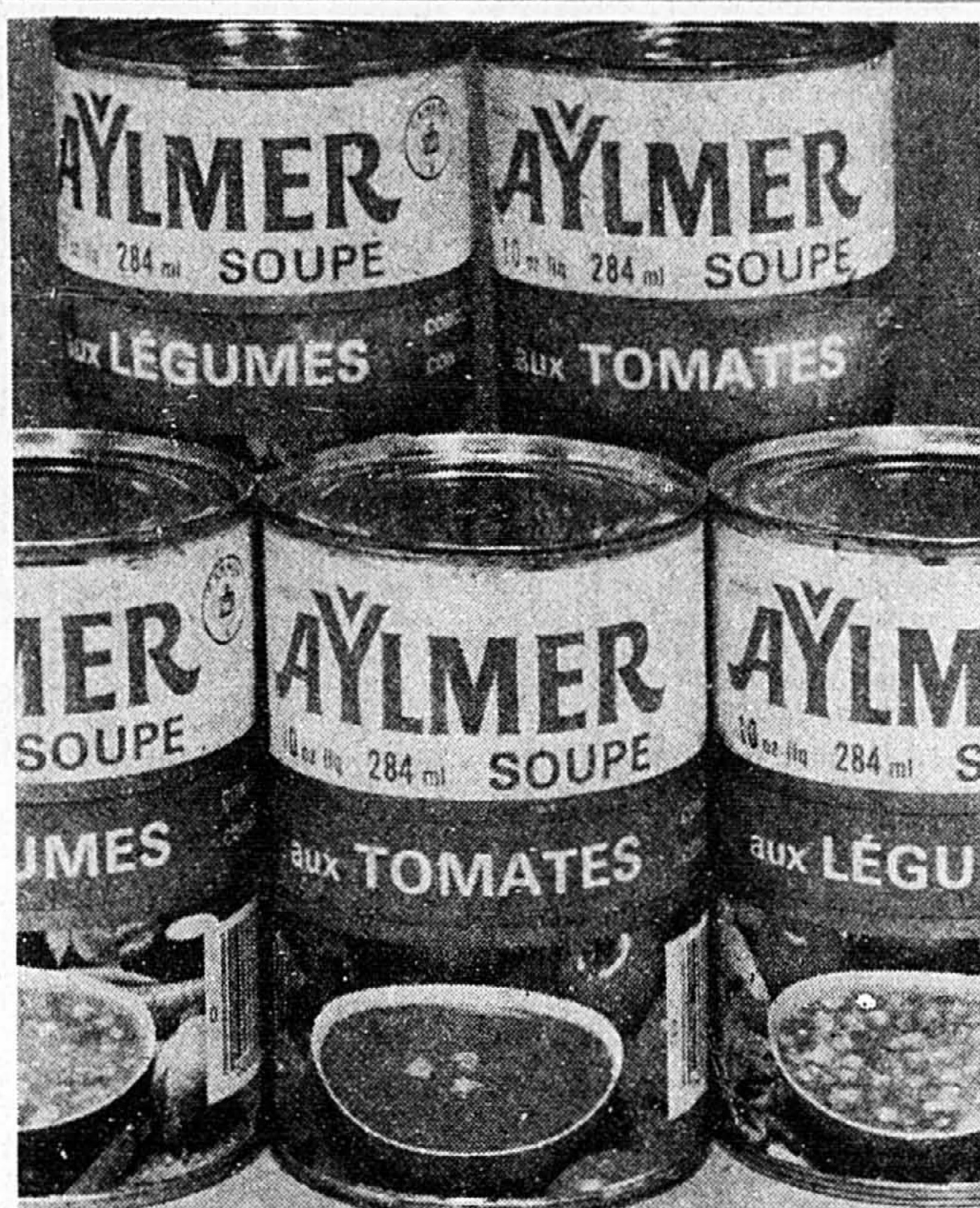
FROMAGE
MOZZARELLA, EN BLOC
KRAFT

EMB. DE 16 oz **2⁸⁹**

Au coeur du quotidien.



BOISSONS AUX FRUITS
CHOIX DE SAVEURS
ROUGEMONT



SOUPES
TOMATE OU LÉGUMES
AYLMER



FRAISES FRAÎCHES
DE CALIFORNIE,
CANADA NO 1

BTE
"ZIP TOP"
DE 10 oz liq. POUR **4 1⁰⁰**

BTE DE
10 oz liq. POUR **4 1⁰⁰**

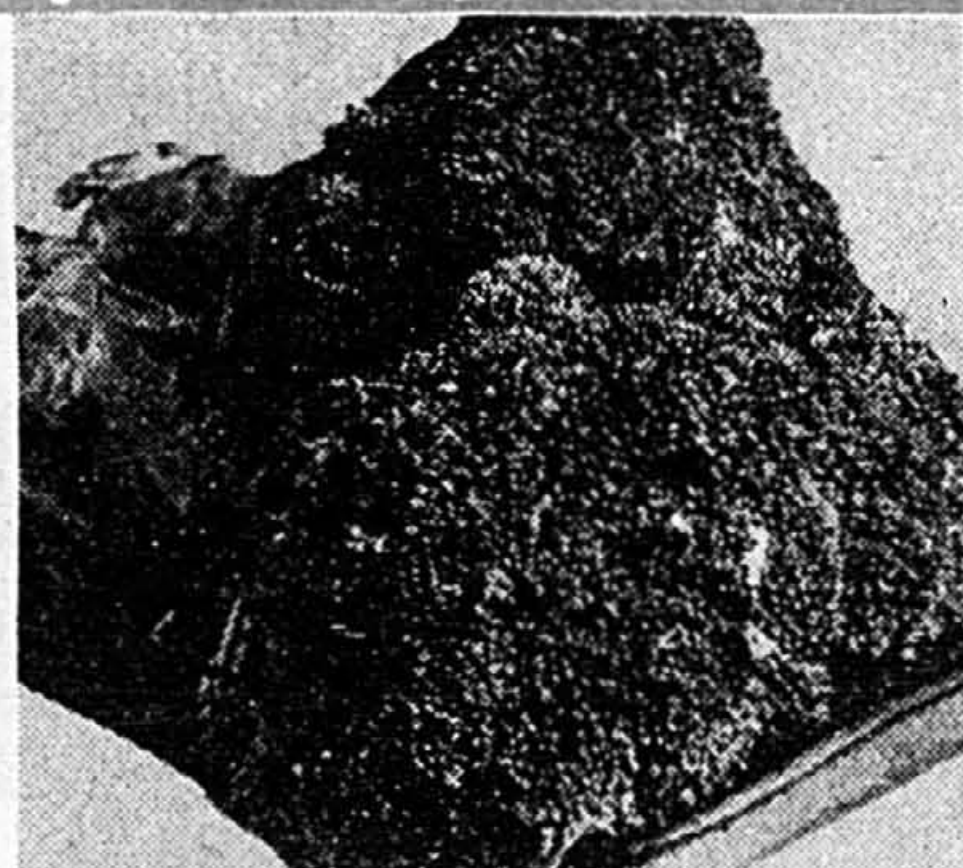
PANIER DE
1 CHOPINE **.89**



FILETS D'AIGLEFIN
SURGELÉ
BOOTH



YOGOURT
NATURE OU FRUITS
CRESCENT



BROCOLI FRAIS
DE LA CALIFORNIE
GROSSEUR 14

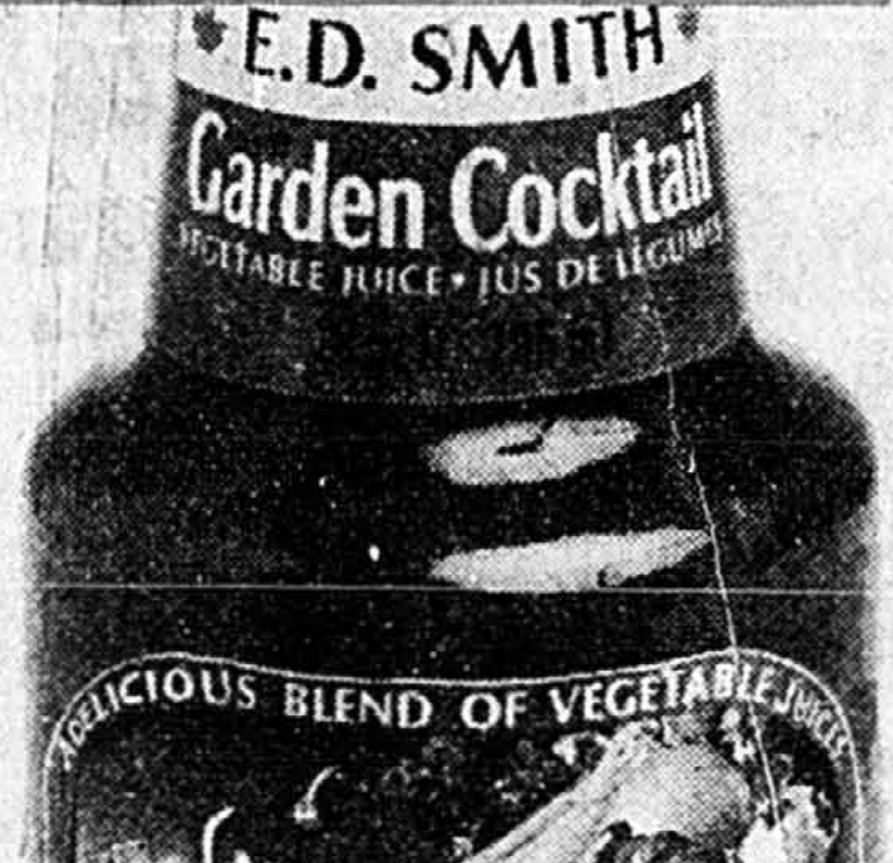


POMMES SPARTAN
DE COLOMBIE-BRITANNIQUE
CATÉGORIE CANADA DE FANTAISIE



CHAMPIGNONS BLANCS
FRAIS
CULTURE CANADIENNE

BTE DE
16 oz **2³⁸**



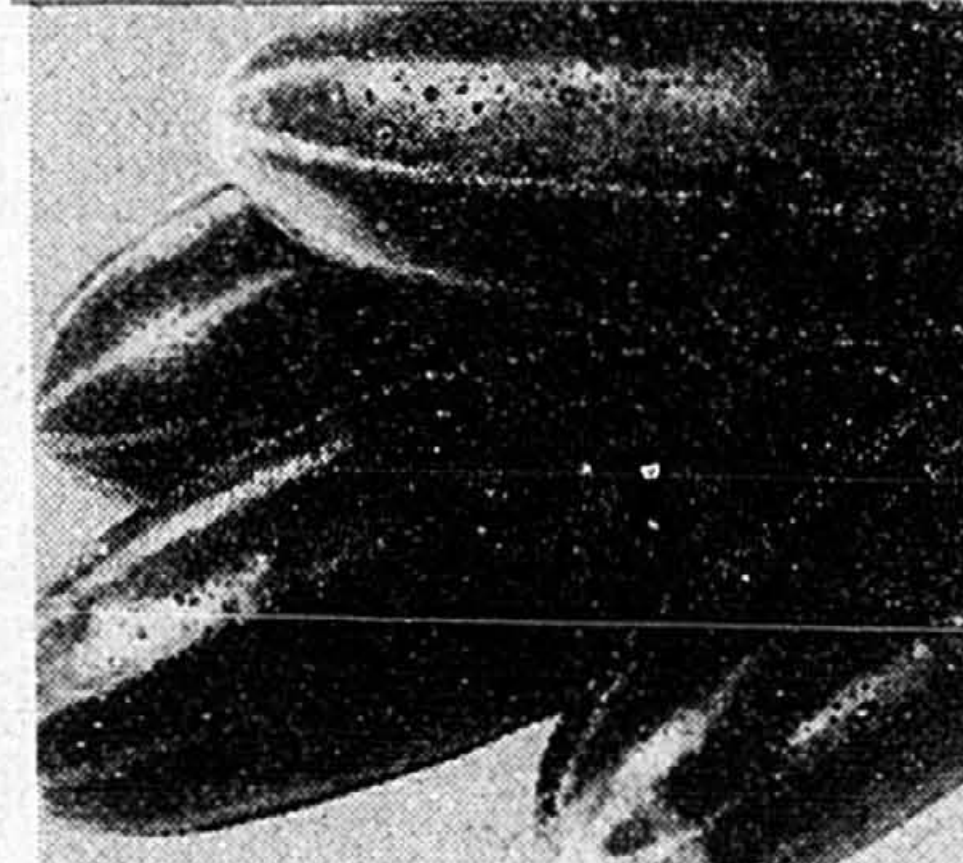
JUS DE LÉGUMES
GARDEN COCKTAIL
E.D. SMITH

CONT. DE
175 g POUR **2.88**



HUILE DE MAÏS
MAZOLA

CHACUN **.79**



CONCOMBRES "SUPER SÉLECT"
DE LA FLORIDE, CANADA NO 1
GROSSEUR 72

SAC DE
3 LB **1⁶⁹**

4³⁹ 1⁹⁹
kg LB

CONT. DE
28 oz liq. **.79**
.99
NOURRITURE POUR CHATS
CHOIX DE SAVEURS
PAMPERS
BTE DE 6,5 oz 3 POUR

.49
NOURRITURE POUR CHIENS
CHOIX DE SAVEURS
ALPO
BTE DE 14 1/2 oz

.89
RÂSOIRS
POUR HOMME r109b
BIC
EMB. DE 5

1⁵⁹
JUS DE CITRON
RECONSTITUÉ
REALEMON
BOUT. DE 675 mL

.99
MÉLANGE À PAIN ÉCLAIR
AU CHOIX
MONARCH

BOUT. DE
1 litre **1⁷⁷**
1²⁹
DINERS SURGELÉS
BIFTECK SALISBURY, BOEUF, DINDE,
POULET FRIT, SAVARIN
BTE DE 11 oz

.99
JUS DE POMMES
SURGELÉ, CONCENTRÉ
ROUGEMONT
CONT. DE 12,5 oz liq.

1²⁹
GÂTEAUX ÉTAGÉS
FRAISE, CITRON, VANILLE, CHOCOLAT,
SURGELÉ, SARA LEE
BTE DE 369 g

1²⁸
PIZZA CROUSTI-TENDRE
DELUXE (7pc, 250 g) OU PEPPERONI
(235 g), McCAIN
EMB. DE 235 OU 250 g

1⁰⁹
POIS VERTS VARIÉS
DE CHOIX, SURGELÉS
FROZO

2 **.59**
POUR **2¹⁹**
DÉSODORISANT
EN AÉROSOL, ORDINAIRE OU PARFUMÉ
NOXZEMA
CONT. DE 300 mL

2³⁹
COTON-TIGES
Q-TIPS
BTE DE 400

2⁶⁹
DÉSINFECTANT
EN AÉROSOL
LYSOL
CONT. DE 350 g

3³⁹
MAXI-SERVIETTES
ORDINAIRES
JOHNSON STAYFREE
BTE DE 30

2⁹⁸
ASSOUPLISSANT
POUR TISSUS
DOWNY

Du cristal gratuit*

Un verre à votre choix
avec chaque 275\$
de recrus de caisse verts,
ou 4,99\$ chacun
(taxe provinciale
en sus)



NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS!
SPÉCIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 29 MAI 1982.
DANS LES SUPERMARCHÉS DU GRAND MONTRÉAL ET SA BANLIEUE, DES LAURENTIDES, DE TROIS-RIVIÈRES
ET DE L'ESTRIE.
LES PHOTOS DE CES PAGES NE SERVENT QU'À IDENTIFIER LES MARQUES DÉPOSÉES.
LE TEXTE PRÉVAUT EN TOUTE OCCASION.

LES SUPERMARCHÉS
provigo

Lévesque qualifie de «simpliste» la position de Ryan sur le Labrador

■ **QUEBEC** - Le premier ministre Lévesque a qualifié hier de «simpliste et opportuniste» la suggestion du chef libéral Claude Ryan de reconnaître la juridiction de Terre-Neuve sur le Labrador.

«Cette attitude, a-t-il dit, ne peut qu'affaiblir toutes les positions du Québec dans un débat qui est, en fait, une sorte de conflit permanent qui dure depuis très longtemps».

GILLES GAUTHIER
de notre bureau de Québec

M. Ryan faisait valoir au cours de la période de questions que sa suggestion visait à favoriser le règlement d'un problème «dont le pourissement risque de coûter des centaines de millions de dollars au Québec à moins que des initiatives ne soient prises pour que les négociations reprennent et qu'on s'oriente vers des solutions concrètes».

«A la lumière de toute l'expérience du dernier demi-siècle, a dit le chef libéral pour expliquer sa proposition, en particulier

de l'expérience des six dernières années du gouvernement actuel, qu'on sorte de cette espèce d'hypocrisie et d'artificialité dans lesquelles se complaisent les partis politiques et les gouvernements depuis trop longtemps».

«Qu'on dise franchement: Nous sommes devant une situation de fait. Reconnaissons cette situation. Soulignons les points qui ne sont pas clairs et essayons de tirer les solutions les meilleurs possibles pour le Québec et pour l'autre partie par la négociation politique».

Le premier ministre a répliqué que depuis les six dernières années le gouvernement avait fait des efforts «qui ont toujours été dans le sens d'essayer de négocier quelque chose qui respecte au maximum les droits du Québec, autant qu'on le peut dans la conjoncture actuelle».

«Nous n'accepterons jamais que cette injustice qui a été perpétrée puisse être reconnue d'une façon aussi simpliste et opportuniste à court terme que celle que propose

le Parti libéral par la voie de son chef».

Revenant à la charge, M. Ryan a expliqué que la commission Dorion «concluait fermement et de manière finale que les prétentions de tous ceux qui veulent endormir les Québécois en leur laissant croire que le Labrador sera encore la propriété du Québec ou pourrait le redevenir sont des prétentions mensongères et démagogiques à toutes fins utiles».

M. Lévesque donne sa version en disant que le rapport de la commission «était une étude exhaustive de quelque chose qui lui paraissait être une iniquité totale à l'endroit du Québec et qui lui paraissait, aussi, fondamentalement insoluble dans le contexte politique actuel».

«Nous espérons, un jour le plus proche possible, avoir un contexte politique différent qui nous permettrait au moins de sortir ce dossier, de le réactiver».

Le premier ministre a déclaré plus tard que son gouvernement

avait, sans arrêt, avec les deux derniers gouvernements de Terre-Neuve, «mis sur la table la possibilité, en fonction d'un dossier qui est extrêmement complexe, de négocier de bonne foi sans laisser tomber ni d'un côté ni de l'autre les prétentions fondamentales qu'on peut avoir. Celles du Québec, quant à nous, demeurent sacrées et on n'y touchera pas».

Il a également affirmé que les libéraux «s'occupent d'autant plus fort du Labrador qu'ils veulent s'abstenir sur la question du corridor, qui est un problème pressant». La suggestion libérale a été faite dans le cadre de la motion du ministre de l'Energie et des Ressources, Yves Duhaime, demandant à l'Assemblée nationale de s'opposer au projet de loi fédéral C-108, qui permet notamment l'établissement par Terre-Neuve d'un corridor traversant le Québec afin d'exporter l'électricité du Labrador aux États-Unis.

M. Ryan a par ailleurs dit que la réaction, la semaine dernière, des ministériels à sa suggestion était «de la démagogie facile».

VENTE DU VIN

Biron dit non à Steinberg

■ **QUEBEC** — Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Rodrigue Biron, a indiqué que le gouvernement rejettera la demande de Steinberg de permettre la vente de vin par les chaînes d'alimentation.

Tout en disant que la requête était encore à l'étude, M. Biron a déclaré, lors de l'étude des crédits de son ministère, que le gouvernement n'était pas encore convaincu de l'opportunité de faire ce changement «parce qu'on ne nous a pas encore prouvé que le service aux clients en souffre».

GILLES GAUTHIER
de notre bureau de Québec

Le ministre explique qu'il y a habituellement des «dépanneurs» qui ont des permis et qui sont situés près des magasins Steinberg et Provigo.

«On ne nous a pas convaincus, a-t-il dit, qu'on pourrait améliorer grandement le service à la clientèle, ni que le prix sera meilleur, étant donné que ce sera à peu près le même, ni qu'il se vendrait beaucoup plus de vin embouteillé au Québec parce qu'on donnerait des permis à 200 autres magasins».

Il estime qu'il ne s'agira que de transferts de ventes d'un endroit à un autre et conclut que «nous préférons garder la formule actuelle, à tout le moins tant et aussi longtemps qu'on



Photo: LA PRESSE

Rodrigue Biron

n'aura pas prouvé qu'elle mérite d'être améliorée».

Steinberg faisait savoir le 7 mai dernier que sa demande de permis de vente de boissons alcooliques (bière et vin) avait reçu l'appui de 110.000 clients, auxquels elle avait fait signer une pétition, ainsi que de 10.000 de ses employés.

Maisons de débauche: les gais demandent des changements au Code pénal

■ **OTTAWA (PC)** — L'Association pour les droits des gais du Québec a demandé au comité parlementaire de la justice, hier, de modifier l'article du Code pénal qui a trait aux maisons de débauche.

Cet article définit la maison de débauche comme un endroit fréquenté par une ou plusieurs personnes dans un but de prostitution ou de pratique d'actes indécents.

Avant 1976, a rappelé l'association dans un mémoire, la loi n'a tenu compte que de l'aspect prostitution. Mais depuis, la police se sert du côté «actes indécents» pour effectuer des descentes dans des bains publics et saunas fréquentés par des homosexuels.

Cette façon de procéder, selon l'association, va à l'encontre d'un amendement apporté en 1969 au Code pénal, qui rend légale toute activité homosexuelle privée entre deux adultes consentants.

Arrestations

L'association a signalé qu'une

mauvaise interprétation de la loi a permis aux policiers d'arrêter 376 homosexuels dans des bains de Toronto, 325 à Montréal, 57 à Edmonton et 27 à Ottawa.

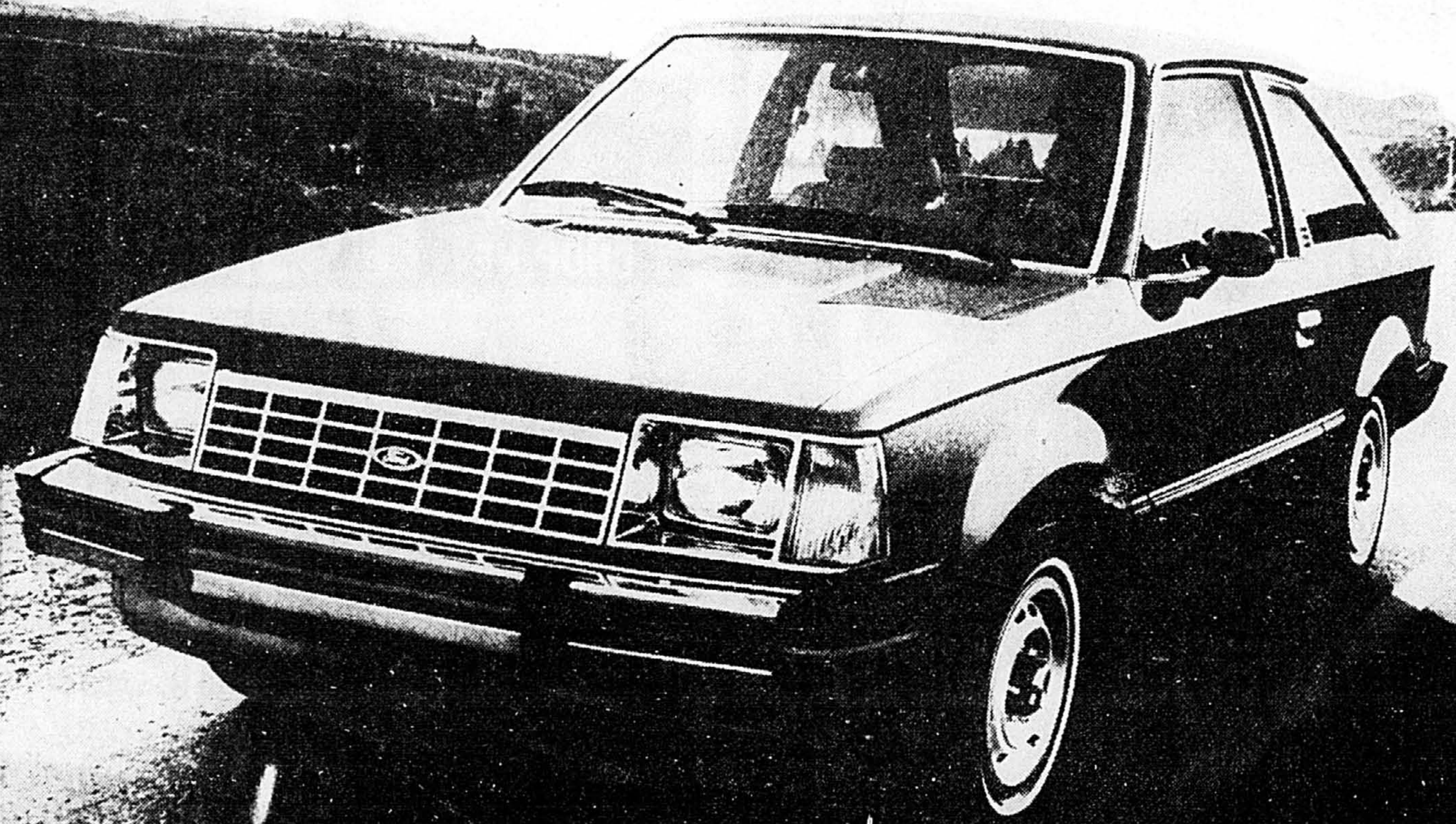
Il y a eu dans chaque cas, a noté l'association, des souffrances et des réputations ruinées; dans la plupart des cas, des verdicts de culpabilité et des casiers judiciaires pour des «crimes» sans victime.

Toutes les descentes, selon l'association, ont été l'initiative de la police et non l'aboutissement de plaintes de la part du public.

Plusieurs descentes, a ajouté l'association, ont été caractérisées par la brutalité policière, la destruction de la propriété et la négation des droits civiques des personnes impliquées.

Dans un cas, à Toronto, la police a proclamé «maison de débauche» la demeure d'un homosexuel qui avait eu le malheur de faire savoir qu'il recherchait un partenaire homosexuel.

Ford Escort 1982 à traction avant



FORD ESCORT



La Ford Escort

Le prix de vente au détail suggéré (peut être inférieur chez le concessionnaire) sauf transport, manutention et taxes provinciales, commence à **5 988 \$** seulement

Économie d'essence

42 MI/GAL VILLE/ROUTE 54 MI/GAL ROUTE

Cotes de consommation citées dans le guide 1982 de Transports Canada sur la consommation d'essence, pour fins de comparaison seulement. Les résultats que vous obtiendrez peuvent varier selon les routes, l'état du véhicule, les habitudes de conduite et les conditions atmosphériques.

6,7 L/100 KM VILLE/ROUTE 5,2 L/100 KM ROUTE

Vous conduirez pour presque rien.

Ford a tellement confiance en ses Escort qu'elle les garantit deux ans, (avec aussi l'entretien programmé pendant deux ans). Le tout sans frais supplémentaires. Pour les deux premières années, (ou 40 000 Km, selon la première éventualité) vous ne paierez donc pratiquement que l'essence. Cette offre s'applique également aux Ford EXP, Mustang, Fairmont et Granada.

Photo: La Ford Escort GLX - haut de gamme. Parmi les équipements représentés certains sont livrables en option moyennant supplément.

5988\$

DISPONIBLE CHEZ LES CONCESSIONNAIRES SUIVANTS

BOISVERT AUTO
Boucherville
655-1301

AVENUE FORD
Ville LaSalle
364-0212

Montmorency FORD
Brossard
678-9940

FORTIER AUTO
Anjou
353-9821

CHARTRAND FORD
Laval
664-1740

BEACON FORD
Baie-d'Urfé
457-3220

MONT-ROYAL FORD
Montréal
526-9111

RAPIDES FORD
Lachine
637-5811

ACTION FORD
Montréal
731-8271

LE SALON FORD
Saint-Laurent
332-3850

CHOMEDEY FORD
Laval
688-9200

VERSAILLES FORD
Saint-Léonard
376-8180

Les "Fructificateurs" Commerce: des placements garantis.

**CERTIFICAT
DE PLACEMENT
GARANTI PAR LA
BANQUE DE
COMMERCE****

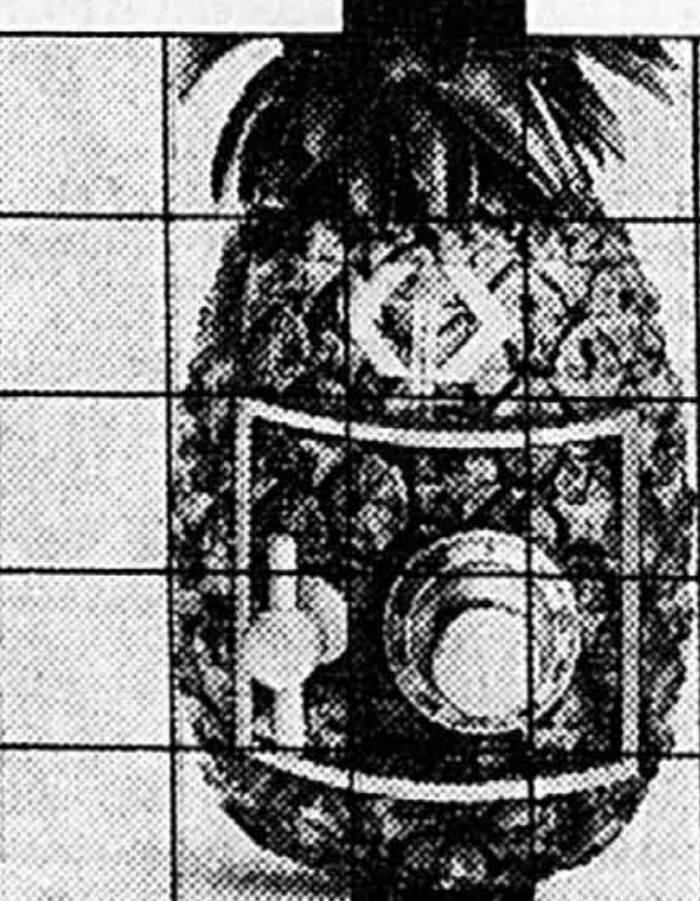
16½%

**NON ENCAISSABLE
AVANT TERME!**

*Ce taux peut varier selon le montant et la durée. Période de 3 ans. Intérêts versés annuellement.

**Émis par La Société d'Hypothèques CIBC et garanti par la Banque de Commerce.

Ça porte fruit!



Dépôt minimum de \$1 000. Renseignez-vous. D'autres taux avantageux sont offerts pour des périodes plus courtes ainsi que d'autres modes de paiement des intérêts. Ces taux peuvent être modifiés sans préavis.

**BANQUE DE COMMERCE
CANADIENNE IMPÉRIALE**

SYMPOSIUM MONDIAL SUR L'AMIANTE: UN CONSENSUS S'ÉTABLIT

L'amiante devrait être davantage contrôlé

Les gouvernements des pays du monde entier devraient adopter de meilleures mesures de contrôle et d'information à l'égard de la transformation et de l'utilisation des fibres d'amiante pour usage commercial car, dans une forte proportion, les ouvriers qui manipulent ce minéral, particulièrement dans la construction des immeubles et des navires, ne connaissent pas les graves risques qu'ils courent pour leur santé. En réalité l'inhalation de fibres d'amiante pour de courtes périodes de temps, pour une période aussi courte qu'un mois ou moins, par exemple, peut produire, vingt ou trente années après le fait, des cancers pulmonaires mortels.

JEAN-PIERRE BONHOMME

C'est, à l'exception peut-être de quelques représentants de l'industrie, une sorte de consensus minimum qui s'est établi au cours de la première journée du Symposium mondial sur l'amiante qui se tient à l'hôtel Mont-Royal. Cette réunion se situe en quelque sorte dans le prolongement d'une rencontre internationale du même genre qui s'est tenue à New York en 1981. Les quelque 500 intéressés, scientifiques, syndicalistes et fonctionnaires ont constamment souligné l'importance de ces délibérations car elles influenceront les corps publics en matière de propagation dans l'environnement des substances cancérigènes. Les enjeux sont du reste de taille: le Québec tire un revenu annuel de quelque \$400 millions par année de l'extraction de l'amiante. Un nombre impressionnant de scientifiques et de syndicalistes sont venus mettre l'opinion en garde contre les usages actuels incontrôlés de ce minéral.

Contrairement à ce qu'en pensaient plusieurs participants québécois, ce problème ne relève pas du mythe; même s'il ne se situe pas tant au niveau de l'extraction dans les mines qu'au stade de la transformation industrielle et de l'utilisation dans la construction. Au point où l'un des panélistes participant à un débat sur les responsabilités de chacun, le syndicaliste américain Anthony Mazzochi de l'Union internationale du pétrole, de la chimie et de l'atome, a réclamé l'imposition immédiate d'un moratoire sur tout usage de l'amiante.

M. Mazzochi a signalé que, dans l'état actuel des choses il arrive fréquemment que les employeurs cachent aux ouvriers la présence de fi-

bres d'amiante dans leurs milieux de travail. Pour lui la situation est d'autant plus grave actuellement que le matériau amianté continue d'être propagé dans l'environnement en quantités de plus en plus grandes. Le moratoire devrait être maintenu, a-t-il précisé, tant que les fournisseurs ne seront pas tenus de révéler tous les faits et qu'une procédure de diffusion de l'information ne sera pas mise en vigueur. Quant à la surveillance médicale, celle-ci ne sera valable que si elle est contrôlée par les

ouvriers eux-mêmes.

M. Mazzochi a été appuyé par les rares ouvriers de la base, dans la salle, mais pas par les principaux représentants ouvriers québécois, MM. Emile Boudreau et Clément Godbout. Ces derniers ont plutôt appuyé les prétentions des compagnies selon lesquelles «toutes les industries québécoises: plaques et tuyaux d'amiante-ciment, matériel de friction, fil et tissu d'amiante et papier d'amiante, sont équipées pour assurer la qualité de l'air ambiant».

Le syndicaliste américain a dit croire quant à lui, en réponse à de pressantes questions, que l'idée d'un moratoire était fondée sur le fait qu'environ 50 millions de personnes sont de diverses façons mises en contact avec les fibres d'amiante. Il a dit croire aussi, enfin, que, sur la base des constatations syndicales empiriques, quelque 45% des ouvriers ou des citoyens mis en contact direct avec les fibres d'amiante finissent par souffrir physiquement («are victims of anomalies»).

PROBLÈME avec L'ALCOOL?

Si vous voulez être aidé, appelez tout de suite à l'Auberge du nouveau POINT DE VUE.

652-3981

Conseillers, thérapie, confort, paix et bon air.

Le Pavillon de l'Atlantique

EN VEDETTE CETTE SEMAINE SEULEMENT

FLÉTAN \$595
DE L'ATLANTIQUE
FRAIS

Poché — sauce hollandaise
ou grillé —
maître d'hôtel

Table d'hôte complète comprenant:

soupe du jour ou jus
salade Pavillon, choix
de pommes de terre
dessert et café

• Servi de 12 h à 14 h 30 lundi au vendredi •

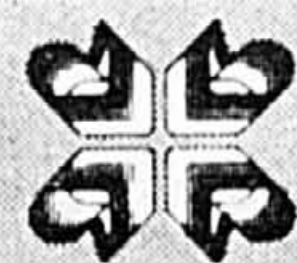
1454A, rue Peel (face à l'hôtel Mont-Royal) 285-1636

16^{3/4}% 3, 4, 5 ans
Minimum 1000\$
Intérêts versés annuellement
*Taux sujet à changement sans préavis

dépôt garanti

Je vois à mes intérêts!

Pour un placement sûr, il faut y aller sûrement. Avec la Fiducie Populaire, vos économies fructifient à un taux d'intérêt élevé et garanti.



POUR VOTRE INTÉRÊT
fiducie populaire

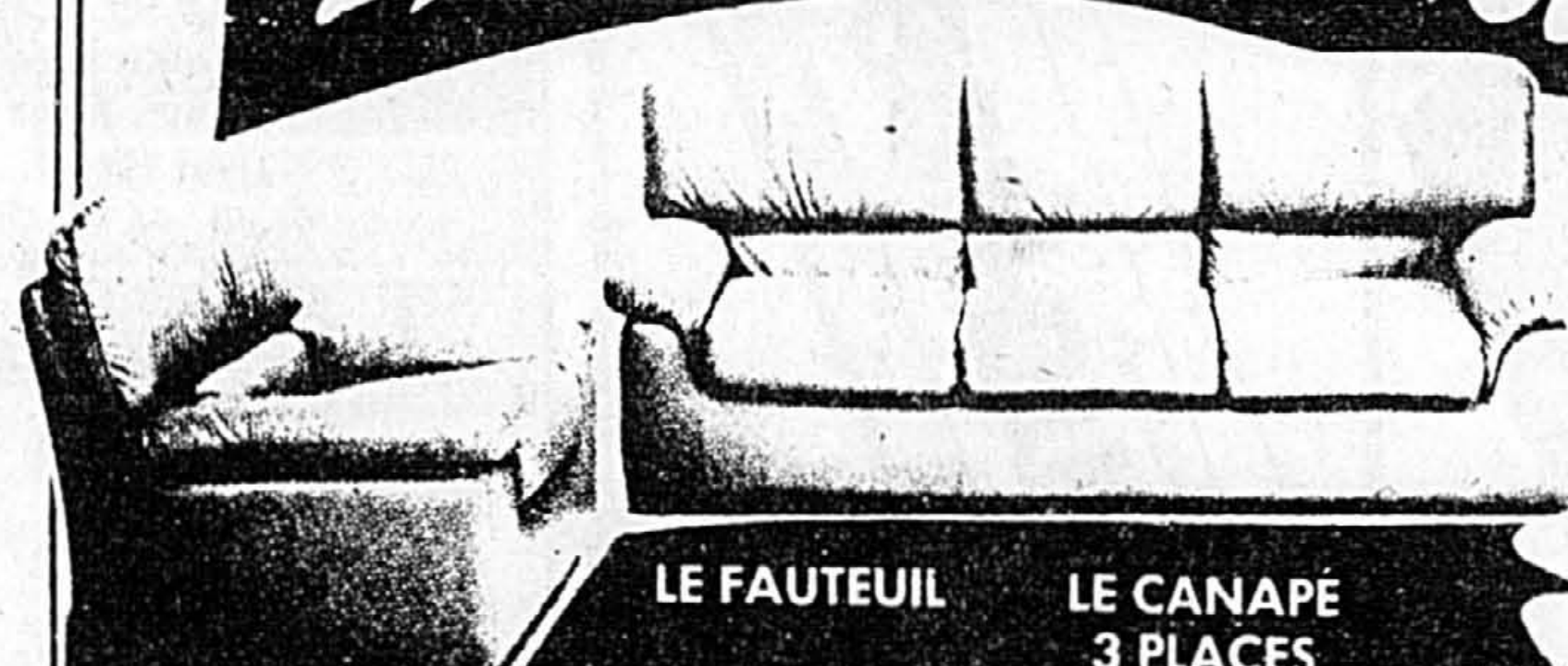
Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôt du Québec
1405, boul. Henri-Bourassa est, Montréal, Québec H2C 1H1
(514) 382-2282

OUVERTURE

LE 26 MAI

UN ÉVÈNEMENT...
À BROSSARD
(rive sud)

Le Géant du SALON



LE FAUTEUIL 695\$
LE CANAPÉ 3 PLACES 1390\$

MAGNIFIQUE SALON
CUIR VÉRITABLE

CUIR VÉRITABLE

PLUS DE 400 ENSEMBLES DE MOBILIER DE SALON EXPOSÉS

CUIR OU TISSU

SOFAS CAUSEUSES FAUTEUILS CHAISES CANAPÉS PETITES TABLES etc...

PRIX TRÈS BAS D'OUVERTURE



LE FAUTEUIL 159\$
LE SOFA-CANAPÉ 3 places 399\$



LES 8 MORCEAUX 2275\$

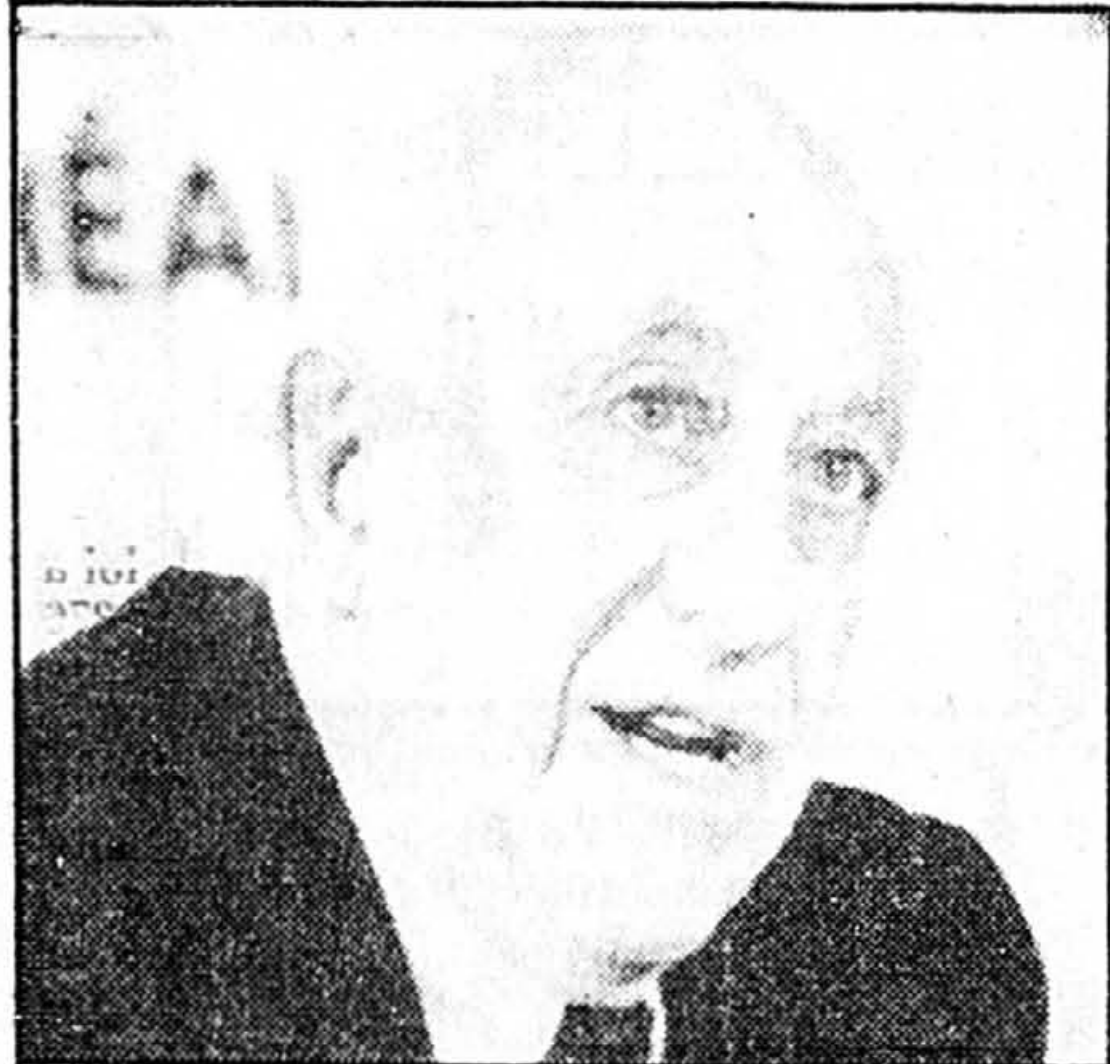
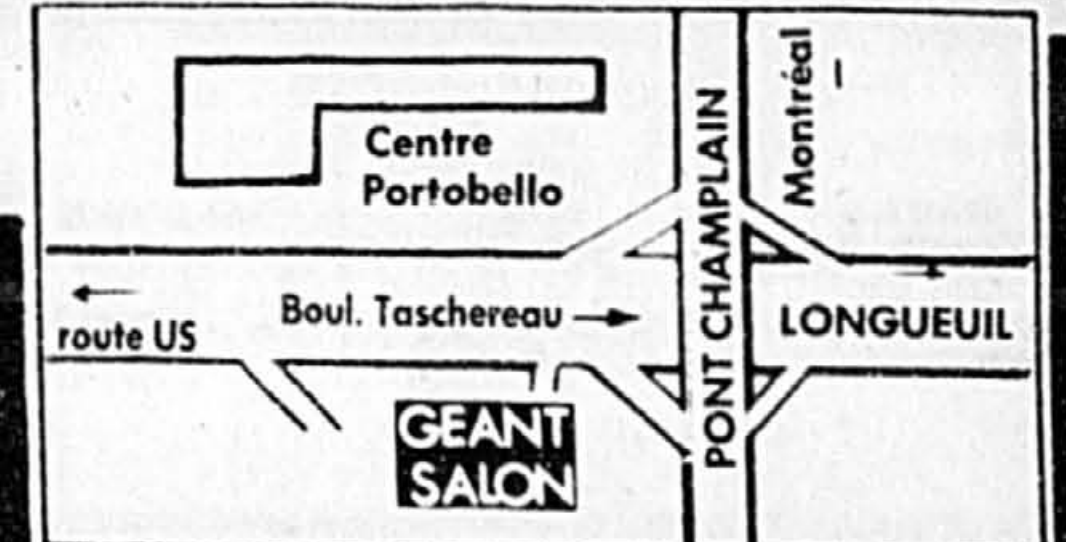
- (1) LE COIN 375\$ (3)
- (2) LE CENTRE 290\$ (2)
- (3) OTTOMAN 215\$ (1)
- (4) TABLE ÉTAGÈRE 215\$ (1)
- (5) TABLE À CAFÉ 140\$ (1)

Très beau sofa-canapé RECOUVERTISSU VIEUX ROSE ET PASSEMENTERIE

TRÈS BEL ENSEMBLE RECOUVERT TISSU COTON IMPRIMÉ ET BOIS MASSIF

Tél.: 445-1544

7205 Bd. TASCHEREAU **BROSSARD**



Le docteur Irving Selikoff, de New York. Photo PC

Les compagnies devraient donner des garanties suffisantes

(JPB) — La principale autorité médicale en matière de recherche sur la toxicité des fibres d'amiante, le Dr Irving Selikoff, directeur du laboratoire de sciences environnementales de l'école de médecine de l'Université Mount Sinai, de New York, a réclamé avec insistance, hier, au cours de la première journée du Symposium mondial sur l'amiante, que les compagnies productrices de ce minéral donnent des garanties suffisantes et explicites au sujet des moyens qu'elles comptent prendre pour rendre leur produit inoffensif.

Tout en exprimant son «pessimisme» à cet égard, le chercheur, qui a déjà réalisé des études épidémiologiques au Québec sur l'amiante, le mésothéliome et les cancers reliés à l'ingestion des fibres d'amiante, a affirmé que c'est à la seule condition qu'il y ait une bonne surveillance des utilisations et des procédés, qu'il reprendra confiance dans le produit ignifuge dont la popularité s'est radicalement accrue depuis les années 50. Il a dit espérer que si elle ne peut pas contrôler le risque l'industrie le dira à la population.

Selon les calculs de son équipe de recherche, a précisé le médecin, il est établi qu'à cause des inconsciences de l'industrie, et l'absence de contrôle gouvernemental, dans les années 60, on peut prévoir que, dans l'actuelle décennie 9,000 citoyens américains de plus que prévu céderont de divers cancers reliés à l'amiante, soit 200 par jour. Les cancers du poumon, eux, comptent pour 5,000 décès supplémentaires par année.

Le collègue canadien du Dr Selikoff, l'épidémiologiste J. Corbett McDonald, a insisté sur le fait que la fibre québécoise, la chrysotile, bien que reliée à la propagation du cancer, n'est peut-être par responsable du mésothéliome, ce cancer de la plèvre. Cette dernière maladie ne se déclarerait peut-être, a-t-il indiqué, qu'en interaction avec la fumée de la cigarette. Plusieurs scientifiques ont insisté sur la nécessité, pour les compagnies d'amiante, d'avertir les ouvriers des risques qu'ils courent à cet égard et sur la nécessité d'interdire l'accès de certains postes industriels aux ouvriers fumeurs.

En réponse à des questions le Dr McDonald a révélé que les personnes habitant proche des usines et des talus de résidus, dans les villes minières de l'Estrée, n'encourent probablement pas de risques («will not incur face detectable risk») pourvu que ces personnes prennent des précautions («reasonable measures»). L'une des précautions, a-t-il précisé, consiste à empêcher tout ouvrier ayant des vêtements contaminés d'entrer dans une demeure. Le Dr Selikoff a expliqué pour sa part que des maladies graves ont été découvertes chez des personnes entrées en contact, pendant leur enfance, avec des parents dont les vêtements étaient salis par des fibres d'amiante.

Woolco[®]

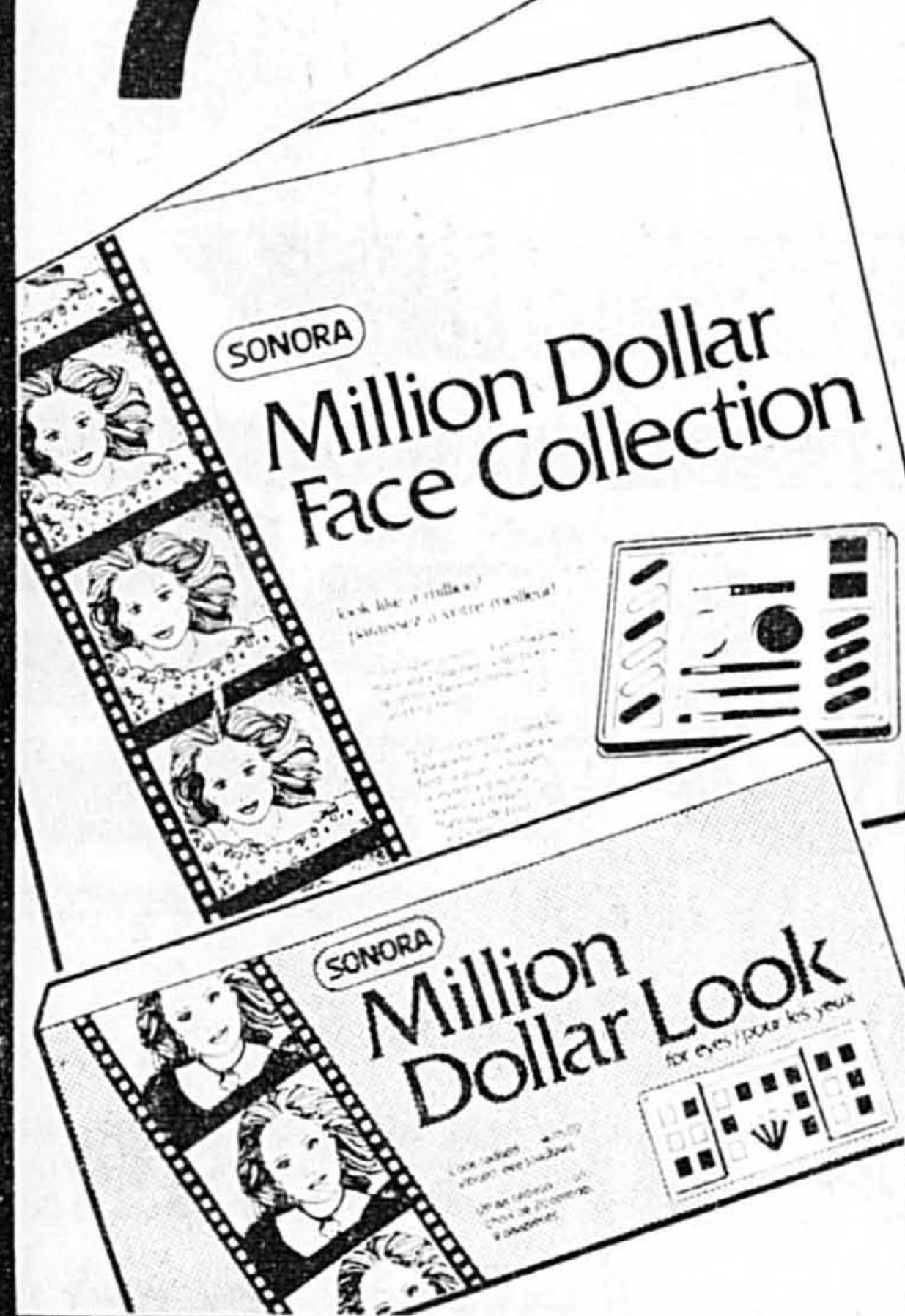
Boutique des produits cosmétiques

\$1 000 000 D'ARTICLES À SOLDER

10 jours seulement

«Million Dollar Face Collection» no 166 ou
«Million Dollar Look for Eyes» no 165A
Chac.:

7 49



450 mL

Chac.:

1 89



Offre prime de «Pot Pourri»

À l'achat d'un «Strawberry Mini Bulk» à 5.95, vous recevrez en prime un panier tissé de Pot Pourri.



Tous types: en prime shampooing 50 mL pour cheveux colorés.

Chac.:

4 75



Eau dentaire Woolco
Format d'un litre

1 99



300 mL

Chac.:

3 39



Offre spéciale!
«Traveler» après rasage.
114 mL.

Chac.:

4 50



100 mL

Chac.:

1 09



Ordinaires ou désodorisantes.
Boîte de 30 maxi-serviettes.
La boîte

2 99



Tous types.
50 mL
Chac.:

1 49



500 mL

Chac.:

1 79



Aérosol, 250 g

Chac.:

3 89



Offre prime!

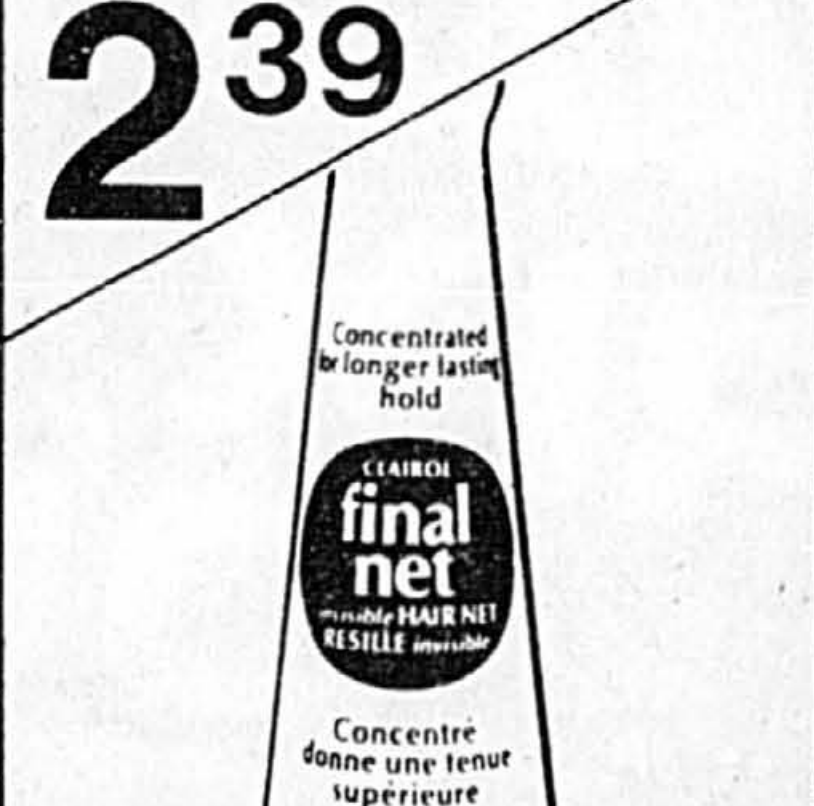
Avec tout achat minimum de \$5 ou plus de produits «Fa» pour le bain, vous recevrez en prime une savonnnette 85 g.



Tous types. 225 mL.
Avec pompe.

Chac.:

2 39



Lotion, 100 mL

Chac.:

1 59



Lotion ou huile.
220 mL.
Chac.

3 99



Toutes teintes.
Chac.:

2 29



Tous types.
300 mL.
Chac.:

2 19



Offre prime!

Avec tout achat de produits «Alo», vous recevrez en prime: lotion hydratante 30 mL, lotion pour les mains et le corps et gel pour le bain et la douche.



Désodorisant Arrid
En bâton. 60 g.
Chac.:

1 59



Nutri-Diète
20 sachets
Chac.:

8 18



Lotion ou huile.
240 mL.
Chac.:

3 99



AYEZ L'OEIL SUR NOS RABAIS HEBDOMADAIRES

Prix en vigueur (jusqu'à épuisement des stocks) jusqu'au 5 juin 1982.

Nous acceptons tous les coupons des détaillants pour tous les produits vendus à la boutique des produits cosmétiques Woolco.

BROSSARD
PLACE PORTOBELLO
7200, boul.
Taschereau et
pont Champlain

LAVAL
CENTRE LAVAL
Sortie 8 de l'autoroute
des Laurentides
et boul. St-Martin

ST-LEONARD
CENTRE LANGELIER
7445, boul. Langelier
et Jean-Talon est

KIRKLAND
PLAZA ST-CHARLES
Sortie 50
de la Transcanadienne
et boul. St-Charles

LONGUEUIL
CENTRE CENTREVILLE
boul. Roland-Thérien
et Cure-Pointier

REPERTIGNY
LES GALERIES RIVE NORD
100, boul. Brien

ROSEMERE
PLACE ROSEMERE
401, boul. Labelle

LaSALLE
CENTRE LE CAVALIER
8248, boul. Champlain

ST-JEAN
LES GALERIES RICHELIEU
978, boul. du Séminaire

VALLEYFIELD
CENTRE VALLEYFIELD
30, chemin Dufferin

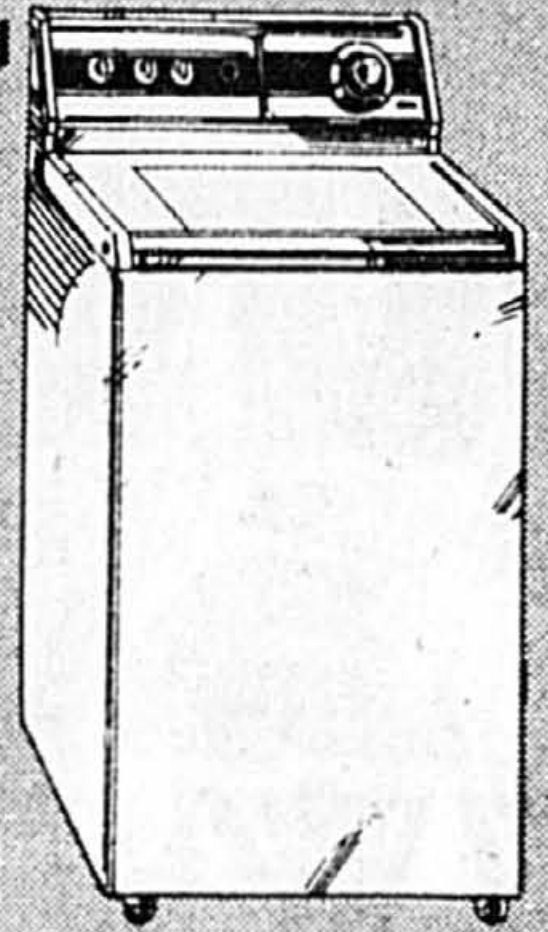
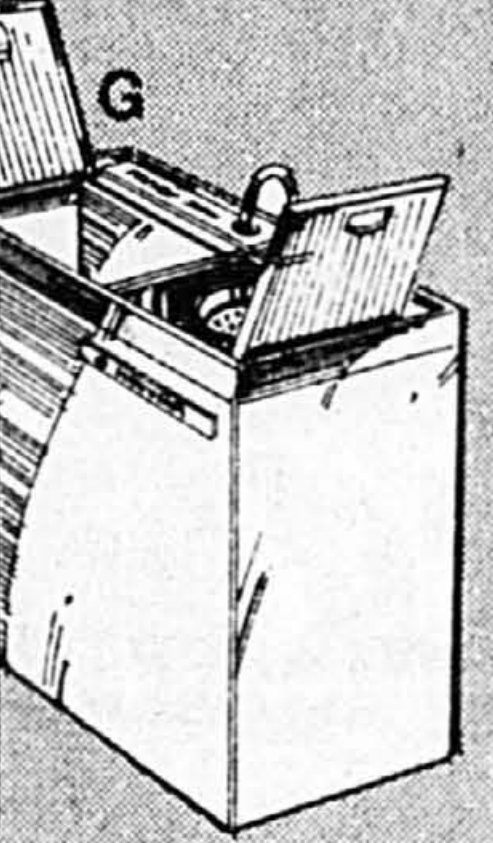
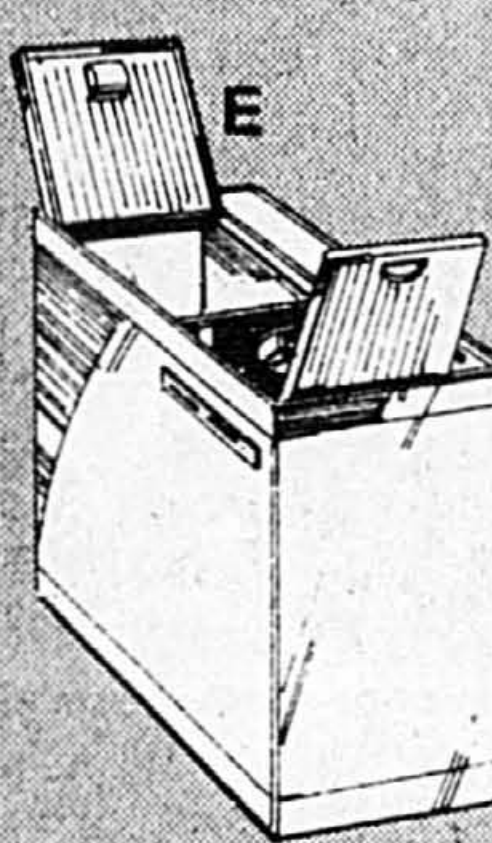
JOLIETTE
GALERIES JOLIETTE
1055, boul. Firestone

LES GRANDS MAGASINS
Woolco
UNE DIVISION DE W. WOOLWORTH CO. LTD.

\$1000000 D'ARTICLES À

Woolco

Électroménagers de marques connues



A. Rabais de \$25! Réfrigérateur Brentwood
14 pi cubes.
Prix courant Woolco, chac.: 489.98 **Chac.: 464⁹⁸**

B. Congélateur Brentwood
5.23 pi cubes. Peut contenir jusqu'à 183 lb d'aliments.
Chac.: **\$276**

C. Rabais de \$10! Cuisinière compacte Brentwood. Se branche dans une prise 120 v.
Prix courant Woolco, chac.: 99.98 **Chac.: 89⁹⁸**

D. Rabais de \$20! Cuisinière Danby à 2 éléments. Modèle compact. 22 1/2 x 18 1/2 x 40 1/4 po.
Prix courant Woolco, chac.: 219.98 **Chac.: \$199**

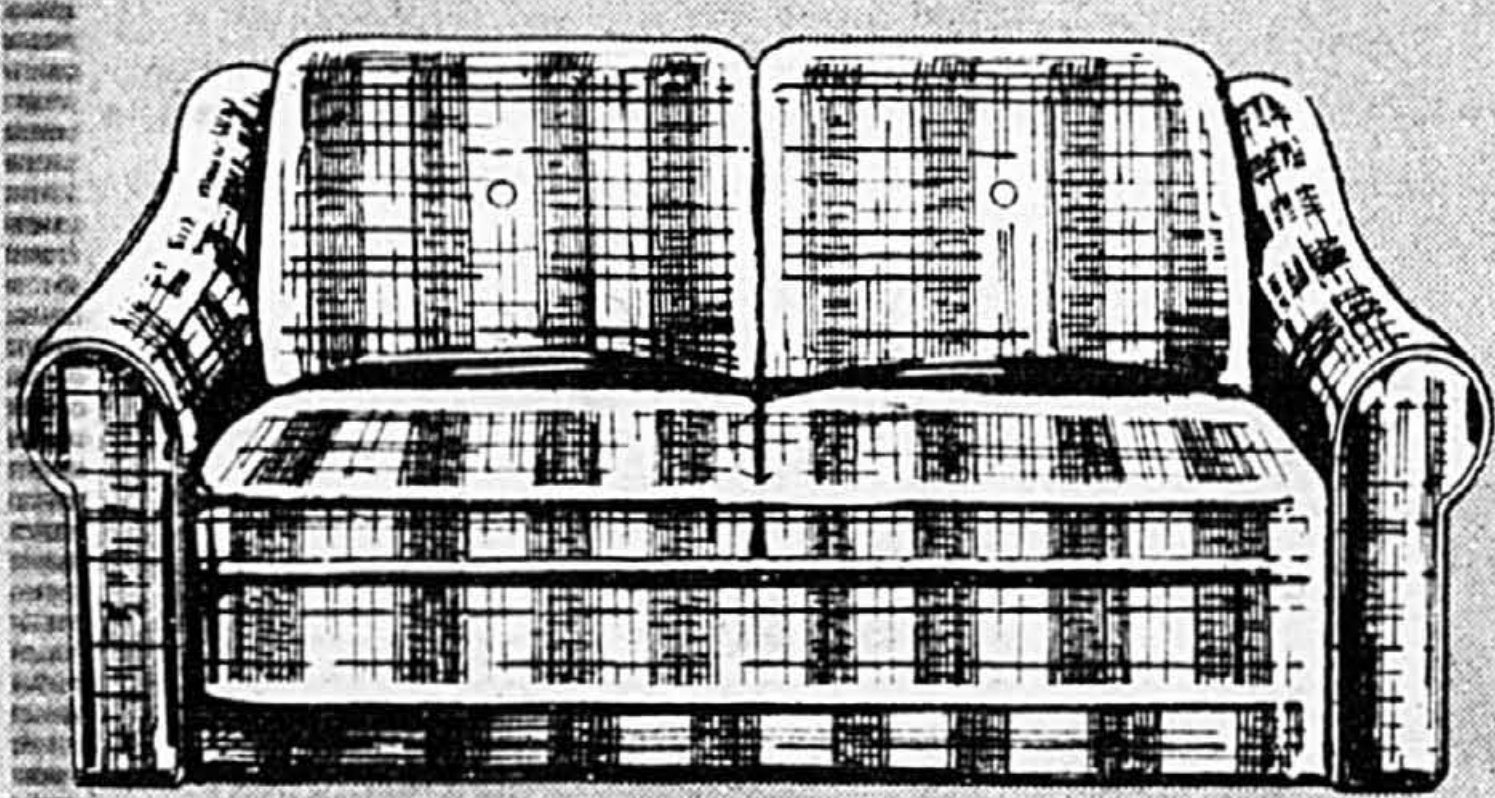
E. Rabais de \$21! Machine à laver-essoreuse Hoover. Sur roulettes. Se raccorde aux robinets d'évier. Prix courant Woolco, chac.: 379.98 **Chac.: 358⁹⁸**

F. Rabais de \$20! Séchoir mobile Hoover. Sur roulettes. Se branche sur toute prise standard.
Prix courant Woolco, chac.: 319.98 **Chac.: 299⁹⁸**

G. Rabais de \$40! Machine à laver-essoreuse Hoover. Modèle de luxe. Prix courant Woolco, chac.: 489.98 **Chac.: 449⁹⁸**

H. Rabais de \$50! Machine à laver Hoover 3 cycles et 3 températures. Prix courant Woolco, chac.: 569.98 **Chac.: 519⁹⁸**

J. Rabais de \$30! Réfrigérateur Danby 10.7 pi cubes. Modèle de luxe. Prix courant Woolco, chac.: 399.98 **Chac.: 369⁹⁸**



Rabais de \$60! Canapé-lit. Recouvrement en chenille oléfine. Matelas en mousse polyuréthane. Dessus en acrylique. Brun. Prix courant Woolco, chac.: \$449. **Chac.: \$389**



Achat spécial! Chaîne stéréo Sanyo. Récepteur AM-FM stéréo, lecteur 8 pistes, magnétophone à cassettes, changeur de disques et haut-parleurs 2 voies. Pièces, main-d'œuvre et service à l'atelier garantis 1 an. Quantités limitées. **Chac.: 398⁹⁸**



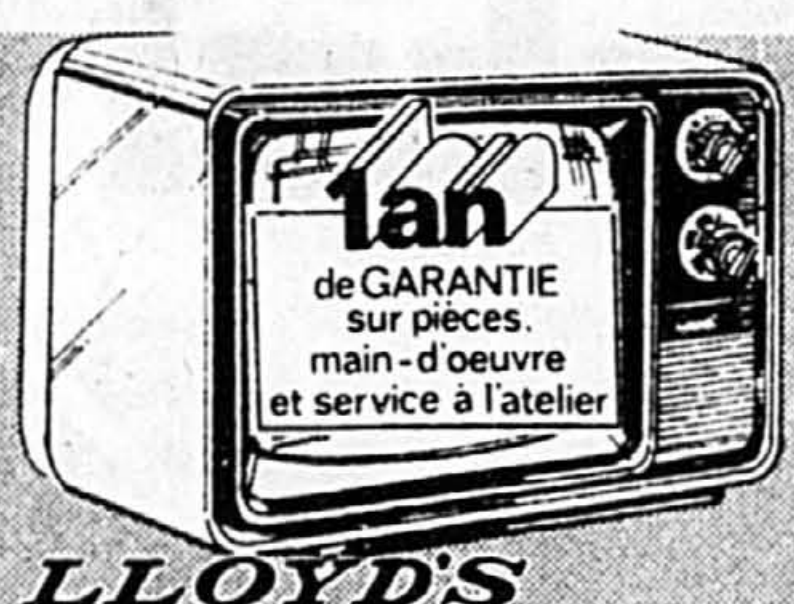
Rabais de \$40! Télé-couleur 20 po. Accord précis automatique. Commandes automatiques de phase et fréquence pour de meilleures couleurs. Prix courant Woolco, chac.: \$569. **Chac.: \$529**



Télé «ColorTrak» 20 po. Commande «ChannelLock». 82 réseaux UHF-VHF ou 52 réseaux avec le câble. **Chac.: \$629**



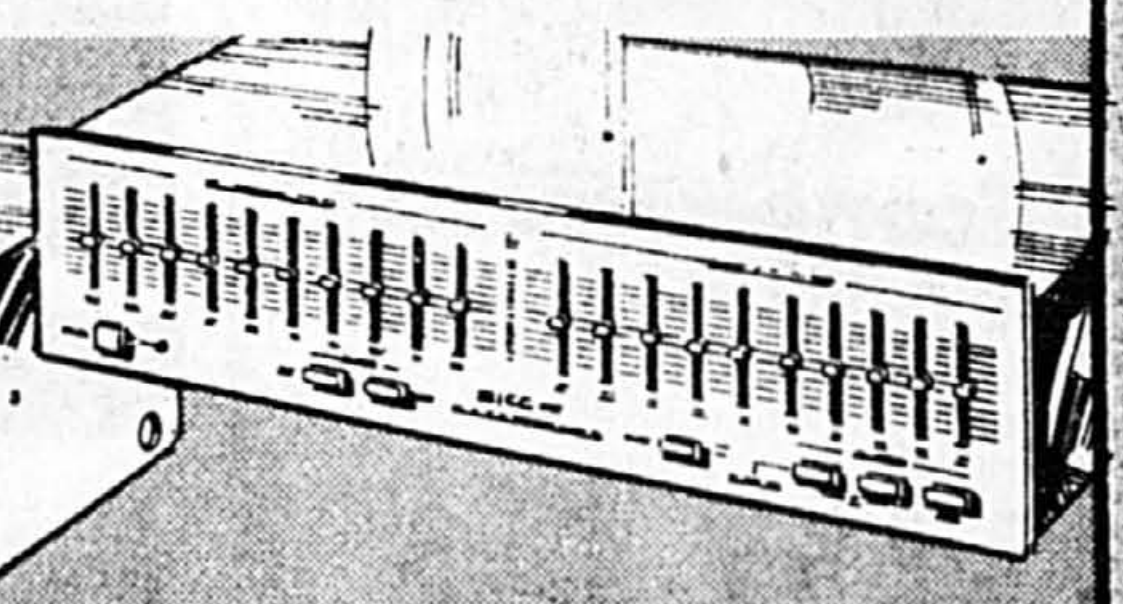
Télé noir et blanc 9 po. Modèle transistorisé. Fonctionne sur CA ou CC (avec adaptateur). **Chac.: \$118**



Télé noir et blanc 12 po. Châssis transistorisé. Fonctionne sur CA ou CC (avec adaptateur). **Chac.: \$108**



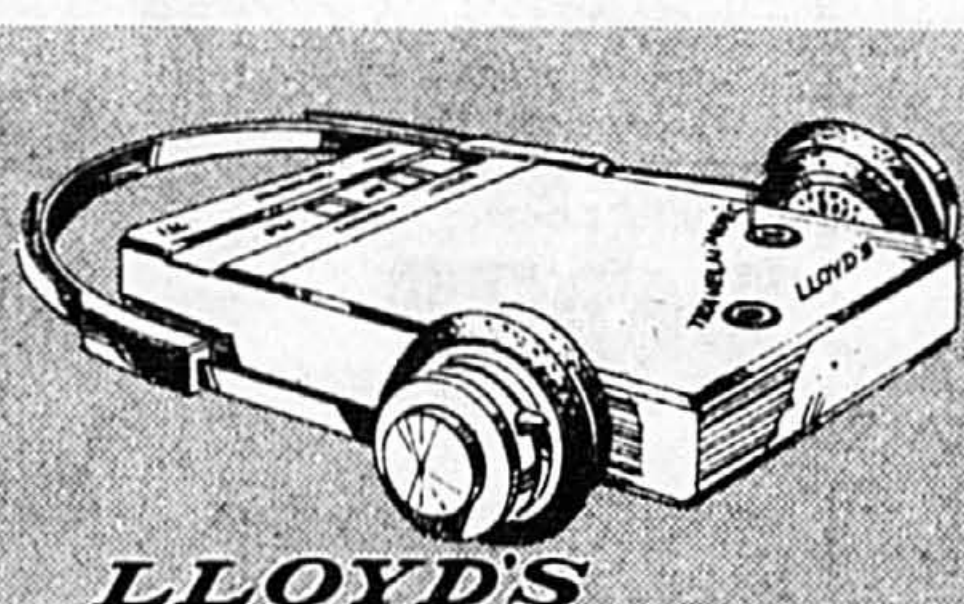
Achat spécial! Magnétophone à cassettes. Système Dolby[®]. Pièces, main-d'œuvre et service à l'atelier garantis 1 an. **Chac.: 198⁹⁸**



Rabais de \$30! Correcteur. Permet d'augmenter de 12 dB par fréquence. Pièces, main-d'œuvre et service à l'atelier garantis 1 an. Prix courant Woolco, chac.: 188.88. **Chac.: 158⁸⁸**



Rabais de \$40! Haut-parleurs Audio-Logic 50 watts. 3 voies. Pièces, main-d'œuvre et service à l'atelier garantis 5 ans. Prix courant Woolco, la paire: 189.95. **La paire: 149⁹⁸**



Rabais de \$5! Radio «Travel 'N Music». Radio AM-FM avec casque de qualité et étui en similicuir. Prix courant Woolco, chac.: 29.95. **Chac.: 34⁹⁵**



Magnétophone à cassettes et radio. Radio AM-FM avec bandes OC1 et OC2. Fonctionne sur CA ou piles 9 V en sus. Commutateurs pour le volume et pause. **Chac.: 174⁸⁷**



Rabais de \$50! Magnétophone à cassettes AM-FM. Compteur à affichage numérique. Magnétophone stéréo. 2 micros intégrés et micros à distance en option. Prix Woolco, chac.: 219.95. **Chac.: 169⁹⁵**



Table octogonale pliante. Parfaite comme table d'appoint. En acajou fini noyer. Mesure 46 x 56 cm (18 x 22 po). **Chac.: 39⁹⁵**

Prix en vigueur (jusqu'à épuisement des stocks) jusqu'au 29 mai 1982.

Achetez Woolco... partez gagnant!

BROSSARD
PLACE PORTOBELLO
7200, boul.
Taschereau et
pont Champlain

LAVAL
CENTRE LAVAL
Sortie 8 de l'autoroute
des Laurentides
et boul. St-Martin

ST-LEONARD
CENTRE LANGELIER
7445, boul. Langelier
et Jean-Talon est

KIRKLAND
PLAZA ST-CHARLES
Sortie 50
de la Transcanadienne
et boul. St-Charles

LONGUEUIL
CENTRE CENTREVILLE
boul. Rolland-Thérien
et Cure-Poirier

REPENTIGNY
LES GALERIES RIVE NORD
100, boul. Brien

ROSEMERE
PLACE ROSEMERE
401, boul. Labelle

LA SALLE
CENTRE LE CAVELIER
8248, boul. Champlain

ST-JEAN
LES GALERIES RICHELIEU
978, boul. du Séminaire

VALLEYFIELD
CENTRE VALLEYFIELD
30, chemin Dufferin

JOLIETTE
GALERIES JOLIETTE
1055, boul. Firestone

LES GRANDS MAGASINS
Woolco
UNE DIVISION DE L'W. WOOLWORTH CO. LTD.

Heures d'ouvertures: lundi à mercredi, de 9 h 30 à 18 h, jeudi et vendredi, de 9 h 30 à 21 h, samedi, de 9 h à 17 h.

Fermeture des services d'obstétrique dans 6 hôpitaux de Montréal: l'opération fera du remue-ménage

■ Même si la fermeture des services d'obstétrique dans six hôpitaux de Montréal flottait dans l'air depuis plusieurs mois, cette opération maintenant décidée par le ministre Pierre-Marc Johnson fera du remue-ménage. La mesure bouscule la pratique d'une trentaine d'omnipraticiens, accoucheurs et d'une trentaine de médecins spécialisés en gynécologie-obstétrique, affectés au moins 200 employés syndiqués parmi lesquels elle frappe particulièrement une cinquantaine de puéricultrices

(ou garde-bébés) menacées de perdre toute chance de trouver un emploi à moins de se recycler. À ce sujet, l'Association des hôpitaux du Québec dénonce d'ailleurs le «caractère irrespon-

NICOLE BEAUCHAMP

sable et l'irréalisme» du projet du ministère de l'Éducation de former annuellement 20 puéricultrices à compter de septembre prochain.

Six des 19 hôpitaux dispensant des services d'obstétrique couperont donc court

à ces activités. Il s'agit des hôpitaux montréalais suivants: Fleury, Bellechasse, Sainte-Jeanne d'Arc, Verdun, Général de Lachine et Général de Montréal qui effectuaient en moyenne 933 accouchements annuellement. Cette rationalisation s'inscrit dans le sillage d'une politique du ministère des Affaires sociales qui remonte à 1974, et qui préconisait le regroupement des services d'obstétrique dans le Grand-Montréal pour des raisons liées à la fois à une réduction du taux de mortalité et de morbidité des

mères et des nouveau-nés et aux coûts engendrés par la sous-utilisation des services d'obstétrique.

Les hôpitaux touchés vont ainsi démanteler leur département d'obstétrique, puisque la décision du ministère entraîne la fermeture des blocs obstétricaux (ou salles d'accouchement) et des pouponnières. Elle conserve 147 lits d'hospitalisation pour prodiguer des soins de courte durée à des malades souffrant de pathologies diverses. Cependant, dans le cas des hôpitaux S

ainte-Jeanne d'Arc (15 lits réservés à l'obstétrique) et Général de Lachine (23 lits), ces institutions devront convertir leurs lits respectifs pour les vouer aux soins de malades chroniques.

Ces changements impliquent une période de transition d'au moins quatre mois à cause des médecins qui chercheront à relocaliser leur pratique obstétricale dans d'autres hôpitaux et des déplacements du personnel syndiqué (infirmières autorisées, auxiliaires, préposées etc.) à l'intérieur des

établissements. Une tournée téléphonique des institutions concernées indique en effet qu'une trentaine d'omnipraticiens, pour qui toute la gamme de soins rattachés à l'enfantement s'insère dans leur pratique générale, et qu'une trentaine de médecins spécialisés dans les disciplines de la gynécologie et de l'obstétrique, devront poursuivre une partie de leurs activités professionnelles dans un des 13 hôpitaux qui hériteront de la clientèle des six départements fermés. Les patientes accoucheront

là où leur médecin pratique.

À côté des démarches individuelles de médecins pour être admis à pratiquer ailleurs, au moins trois des six hôpitaux tentent le terrain afin de conclure des arrangements avec un ou des hôpitaux situés dans leur environnement et y relocaliser leurs médecins. Pour sa part, l'Association des médecins omnipraticiens de Montréal réagit violemment contre la fermeture des six unités d'obstétrique. «Cette fermeture vient s'ajouter aux restrictions sévères que l'on impose de-

puis quelques mois à d'autres services cliniques de base dans les hôpitaux. Ces politiques ne peuvent que conduire à une réduction de la qualité du système de santé. Quand le ministre Johnson parle de rationaliser les soins, il faut comprendre qu'il veut dire les rationaliser», a déclaré hier le Dr Rénald Dutil, président de l'organisme.

L'opération amène aussi un remaniement des postes pour au moins 200 employés syndiqués. Pour eux, le processus du reclassement à l'intérieur de l'hôpital, par le jeu du télécopage (bumping) en fonction de l'ancienneté, commence avec tous ses effets perturbateurs. Les dirigeants des hôpitaux touchés ignorent donc à combien de mise à pied cela aboutira en bout de piste. Les employés ayant acquis leur sécurité d'emploi commandent le versement de leur plein salaire en attendant

d'être remplacés dans des postes équivalents, ce qui pourrait annihiler l'économie de \$2,5 millions évoquée par le MAS.

Chose certaine, 52 puéricultrices, qui vauquent aux soins des bébés dans les pouponnières et dont l'ancienneté varie entre 8 et 30 ans, se réveillent dans de mauvais draps. Leur formation spécialisée les empêche de se reclasser et les accule au recyclage sous peine de ne pouvoir conserver un emploi dans le secteur de la santé. Seize puéricultrices qui oeuvraient dans des hôpitaux du Grand-Montréal ont déjà été mises en disponibilité. Onze autres chômeuses, payées à plein salaire et inscrites sur la liste du service de placement des affaires sociales. Cette situation jette un éclairage singulier sur la prise de position de l'Association des hôpitaux du Québec contre le projet du ministère de l'Éducation.

Les hôpitaux fustigent Québec

■ Il est inconcevable d'implanter un nouveau cours de formation en puériculture quand les hôpitaux ont un bassin de main-d'oeuvre disponible dans le secteur mère-enfant amplement suffisant et même excédentaire. L'irréalisme de cette orientation de même que le caractère irresponsable d'une telle décision nous semblent flagrants».

NICOLE BEAUCHAMP

Dans un «document position», l'Association des hôpitaux du Québec fustige en ces termes le projet du ministère de l'Éducation qui vise à former annuellement 20 puéricultrices en implantant dès septembre prochain un programme de cours relié non pas aux garderies mais aux services de santé dispensés dans les hôpitaux. Dans cette étude, l'organisme démontre par A plus B comment ce projet du MEQ risque de mener les futures étudiantes tout droit au cul-de-sac du chômage institué.

Selon l'AHQ, les répercussions de la baisse de la natalité sur l'organisation actuelle des services d'obstétrique et de pé-

diatrie, se conjuguent avec les nouvelles orientations des services de santé destinés aux enfants et avec la rationalisation de ces mêmes services dans le contexte de compressions budgétaires pour décourager l'entrée sur le marché de nouvelles puéricultrices. Cette réalité pèse déjà depuis quelques années. D'après l'analyse de l'organisme, depuis 1976 au moins 168 puéricultrices à travers le Québec ont dû se recycler en infirmières auxiliaires pour conserver leur emploi et des mises à pied guettent 80 autres puéricultrices uniquement dans la région de Montréal. «Les obligations du gouvernement sont entre autres de contenir, voire d'abolir certains programmes de formation professionnelle afin d'éviter l'augmentation indue du nombre de chômeurs instruits voués à la déchéance car inactifs et improductifs», signale l'AHQ qui du même souffle pointe du doigt deux secteurs (les personnes âgées et le domaine de la santé-sécurité au travail) où le développement d'un main-d'oeuvre spécialisée s'avèrent pertinent.

Longueuil: nouvelles offres aux cols blancs

■ Le conseil municipal de Longueuil a réitéré son offre d'une augmentation de 8 pour cent aux cols blancs de la ville, pour 1982, mais en y ajoutant l'indexation telle que consentie à tous les autres employés municipaux dans les différentes conventions collectives en vigueur jusqu'au 31 décembre prochain.

GERMAIN TARDIF

Le conseil a également offert de signer une convention pour 1983 à la condition que les seules clauses monétaires soient rouvertes.

Cette offre est conditionnelle à son ac-

ceptation avant jeudi soir, à minuit, par le syndicat.

Le conseil, qui siègeait en assemblée spéciale à cette fin, hier, a en même temps autorisé, par résolution, la direction du personnel à présenter cette offre par l'entremise du conciliateur.

La nouvelle offre (partie indexation et l'entente pour 1983) a été faite dans un dernier effort pour éviter un débrayage que menace d'effectuer les quelque deux cents cols blancs membres du Syndicat canadien de la fonction publique le 31 mai prochain.

Le dernier contrat a expiré le 31 décembre dernier.

arlington sports

"trouve chaussure à ton pied"

économisez \$11
NIKE ROADRUNNER
Chaussures de jogging en nylon et suède de couleur marine garnies des gris.
N/Prix rég. \$36.98 paire

24.99 paire

En solde



économisez jusqu'à 50% et plus!

MOITIÉ PRIX
OSAGA ACE HI
Chaussures de basket-ball pour hommes. L'empeigne de 14 oz. est en toile et la semelle extérieure en caoutchouc.
N/Prix rég. \$29.98 paire En solde

14.99 paire

Visitez nos magasins et profitez des rabais jusqu'à 50% et plus sur notre sélection de chaussures athlétiques de marques réputées pour hommes et pour dames. Vous y trouverez des chaussures de 'court', d'entraînement, de jogging et de basket-ball.

14.99 paire

Ces prix sont en vigueur jusqu'au 1^{er} juin 1982, sauf s'il y a épuisement du stock. Nous réservons le droit de limiter les quantités. Tous les articles ne sont pas disponibles dans toutes les pointures, toutes les couleurs et tous les modèles, dans tous les magasins. Competition est une marque de commerce déposée de Collegiate/Arlington Sports, Outdoor Stores, une division de la Société de détail Imasco Inc.

Économisez \$14
ADIDAS TRX
Chaussures d'entraînement renforcées de suède. L'empeigne est en nylon et la semelle à nervures profondes. Pour hommes et pour dames.
N/Prix rég. \$39.98 paire

24.99 paire

En solde

Économisez \$9
ADIDAS ORION
Chaussures de jogging en nylon bleu clair pour dames, garnies de blanc. Le bout est en caoutchouc.
N/Prix rég. \$34.98 paire

24.99 paire

En solde

Économisez \$14
OSAGA ELIMINATOR
Chaussures d'entraînement en nylon. De couleur marine pour hommes et bleu clair pour dames.
N/Prix rég. \$39.98 paire

24.99 paire

En solde

Économisez \$12
OSAGA KT26
Chaussures d'entraînement en nylon et suède de qualité. Pour hommes et pour dames.
N/Prix rég. \$52.98 paire

39.99 paire

En solde

Économisez \$9
CHAUSSURES D'ENTRAÎNEMENT 'C' COMPETITION
en nylon, pour hommes. L'empeigne est en suède. Semelle intérieure orthopédique. Disponibles en gris, bourgogne ou en bleu.
N/Prix rég. \$39.98 paire

29.99 paire

En solde

Économisez jusqu'à \$14
CHAUSSURES DE BASKET-BALL EN CUIR COMPETITION
pour hommes. L'empeigne en cuir grenu est cousue à la semelle. Garniture noire.
N/Prix rég. \$44.98 paire En solde \$29.99 paire

CHAUSSURES DE BASKET-BALL EN TOILE COMPETITION
N/Prix rég. \$19.98 paire En solde \$14.99 paire



- CARREFOUR DE L'ESTRIE
3050 Blvd. Portland, Sherbrooke 567-5286
- CHAMPLAIN MALL
2150 Lapinière Brossard 671-7275
- LES PROMENADES ST-BRUNO
226 Blvd. Les Promenades 653-1364
- VILLE D'ANJOU
7201 Blvd. Galeries d'Anjou 353-9000

- CENTRE-VILLE
1175 rue Ste. Catherine O. 288-0181
- WEST ISLAND MALL
Route Transcanadienne, Sortie 55 683-8400
- CENTRE LAVAL
Autoroute des Laurentides, Sortie 8 688-1021

La Couleur au Foyer

★ GRANDE ★ OUVERTURE À LAVAL CÉLÉBRATIONS AUX 5 MAGASINS

4
DERNIERS
JOURS

Économisez jusqu'à **3,50\$** par rouleau

PAPIER PEINT LAVABLE ENCOLLÉ

Choix de 500 rouleaux. Hâtez-vous pour un meilleur choix.

99¢ LE ROULEAU SIMPLE

† Prix de détail recommandé par le fabricant
3,99\$ - 4,59\$

Économisez **18,50\$**

LATEX MAT D'INTÉRIEURS POUR MURS ET PLAFONDS

Limite d'une boîte par client. 100 boîtes de 4 litres seront vendues à ce prix chaque jour.

Prix de détail comparable 20,62*

Prix courant de la Couleur au Foyer 12,98

19,98 4 litres

MOITIÉ PRIX †
POUR CERTAINS ROULEAUX
du plus grand choix en stock de papiers peints au Canada!

40%

DE RABAIS †
SUR TOUS
LES PAPIERS
PEINTS DES
CATALOGUES

Économisez **4,50\$**

TEINTURE À BOIS DE PREMIÈRE QUALITÉ

Opaque ou mi-transparente. Empêche les coups, les fissures. Assure une surface imperméable dure et résistante sur laquelle on peut écrire. Aussi offerte en latex.

14,99 4 litres

Économisez **9,00\$**

LATEX ACRYLIQUE MAT POUR L'EXTÉRIEUR

Garanti en 5 points pendant 5 ans. Peinture à retouche qui ne pèle ni ne craque. Disponible en blanc seulement.

14,88 4 litres

Économisez **7,00\$**

TEINTURE À L'HUILE POUR L'EXTÉRIEUR

Recommandée pour clôtures, rampes, garde-fus et autres surfaces similaires. Facile à appliquer. Choix de brun, brossé ou olive noire.

5,88 4 litres

Économisez **8,00\$**

LATEX SATINE POUR L'INTÉRIEUR

14,88 4 litres

Économisez **9,00\$**

LATEX SEMI-LUSTRE POUR L'INTÉRIEUR

14,88 4 litres

Économisez jusqu'à **7,50\$**

GARANTIES PENDANT 8 ANS!

LATEX SATINE POUR L'EXTÉRIEUR

LATEX ACRYLIQUE LUSTRE POUR L'EXTÉRIEUR

EMAIL LUSTRE POUR L'EXTÉRIEUR

19,88 4 litres

Les catalogues de papiers peints indiquent normalement les prix suggérés (les prix des catalogues) par le fabricant. Ces prix servent de guide au détaillant. De nombreux détaillants vendent les papiers peints à ces prix, quoiqu'ils ne soient pas obligés de le faire. La Couleur au Foyer vous permet toujours d'économiser en vendant à ses bas prix de tous les jours, qui sont inférieurs aux prix des catalogues.

* Il s'agit ici du prix courant moyen de produits compétitifs de qualité comparable. Vous pouvez économiser la différence. Tout produit la Couleur au Foyer est accompagné de la garantie de qualité de la Couleur au Foyer.

GAGNEZ

UN GRIL BARBECUE AU GAZ

Valant chacun 200,00\$. Pour plus de détails, voyez les étalages en magasin.

Le plus récent magasin de la Couleur au Foyer! 3915 Blvd Samson. Chomedey 682-1981

PRIX EN VIGUEUR À TOUS LES MAGASINS
4911 Chemin des Sources Pierrefonds 683-2323
2971 Chemin St-Charles Kirkland 695-1349
2496 Chemin Chambly Longueuil 677-3220
3415 Boulevard Taschereau St-Hubert 676-5511

PROCÈS DE JOHN HINCKLEY

Voyage dans les méandres mystérieux d'un cerveau

WASHINGTON (AP, UPI, AFP) — John Hinckley Jr s'est conduit comme un petit garçon qui joue avec un revolver quand il a tiré sur le président Reagan et il ne semble toujours pas en mesure de comprendre la gravité de son geste.

C'est ce qu'a déclaré hier un autre psychiatre de la défense, le docteur Thomas Goldman, le quatrième et probablement le dernier à venir témoigner de l'insanité mentale du jeune homme au moment où il a commis son crime.

Selon Goldman qui a rencontré Hinckley une douzaine de fois et qui a eu trois séances avec lui en prison, le jeune homme croit avoir impressionné l'actrice Jodie Foster en tirant sur le président et avoir changé sa vie. Il a même décidé de faire une grève de la faim

quand les avocats ont refusé de transmettre une lettre qu'il avait écrite dans sa cellule à l'intention de la jeune actrice.

Goldman a à son tour décrit Hinckley comme un paranoïaque incapable de faire la distinction entre la réalité et ses fantasmes. Le président, de même que les trois autres hommes sur lesquels il a tiré ne sont, pour lui, que des acteurs dans son rêve. Il voulait être uni pour toujours avec Jodie Foster et ces hommes n'étaient que des intermédiaires lui permettant d'atteindre son objectif.

Depuis le début du procès, il y a six semaines, la salle du tribunal fédéral de Washington se remplit, tous les jours, d'une centaine de curieux qui étudient avec avidité les méandres tortueux du cerveau de John Hinckley.

Depuis cinq semaines, Hinckley entre dans la salle du tribunal, la tête baissée, sans même un regard pour ses parents qui assistent à toutes les audiences. De temps en temps, il échange quelques mots avec un de ses avocats, mais le plus souvent, il reste plongé dans ses pensées, ou dans ses rêves.

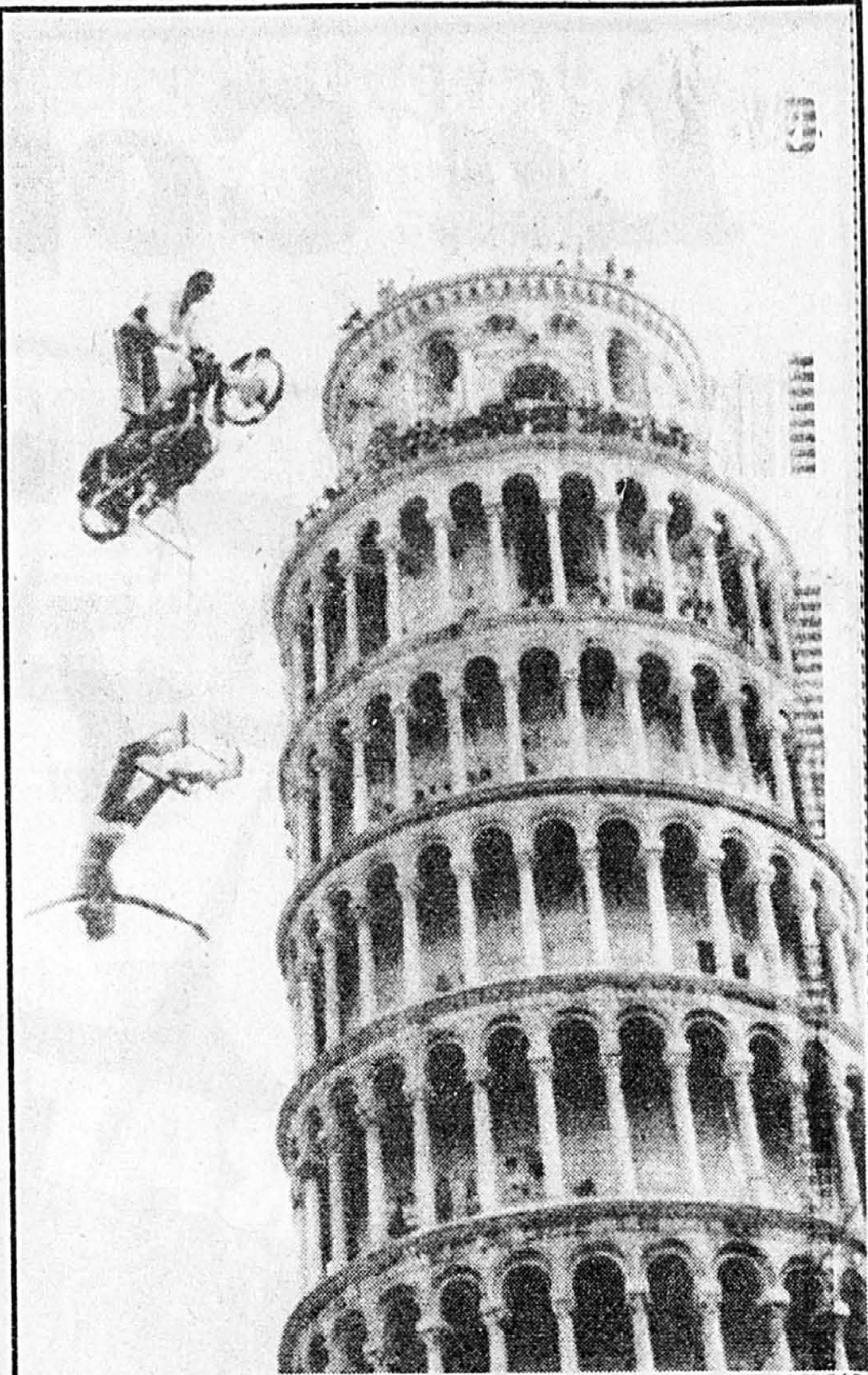
A plusieurs reprises cependant, au cours des dernières semaines, l'accusé a manifesté une violente agitation, quittant même la salle d'audience pour quelques minutes.

Le juge d'ailleurs a fini par perdre son calme, vendredi dernier, déclarant que la porte de la salle d'audience n'était pas une «porte à tambour» et qu'il n'était pas question que l'accusé continue à

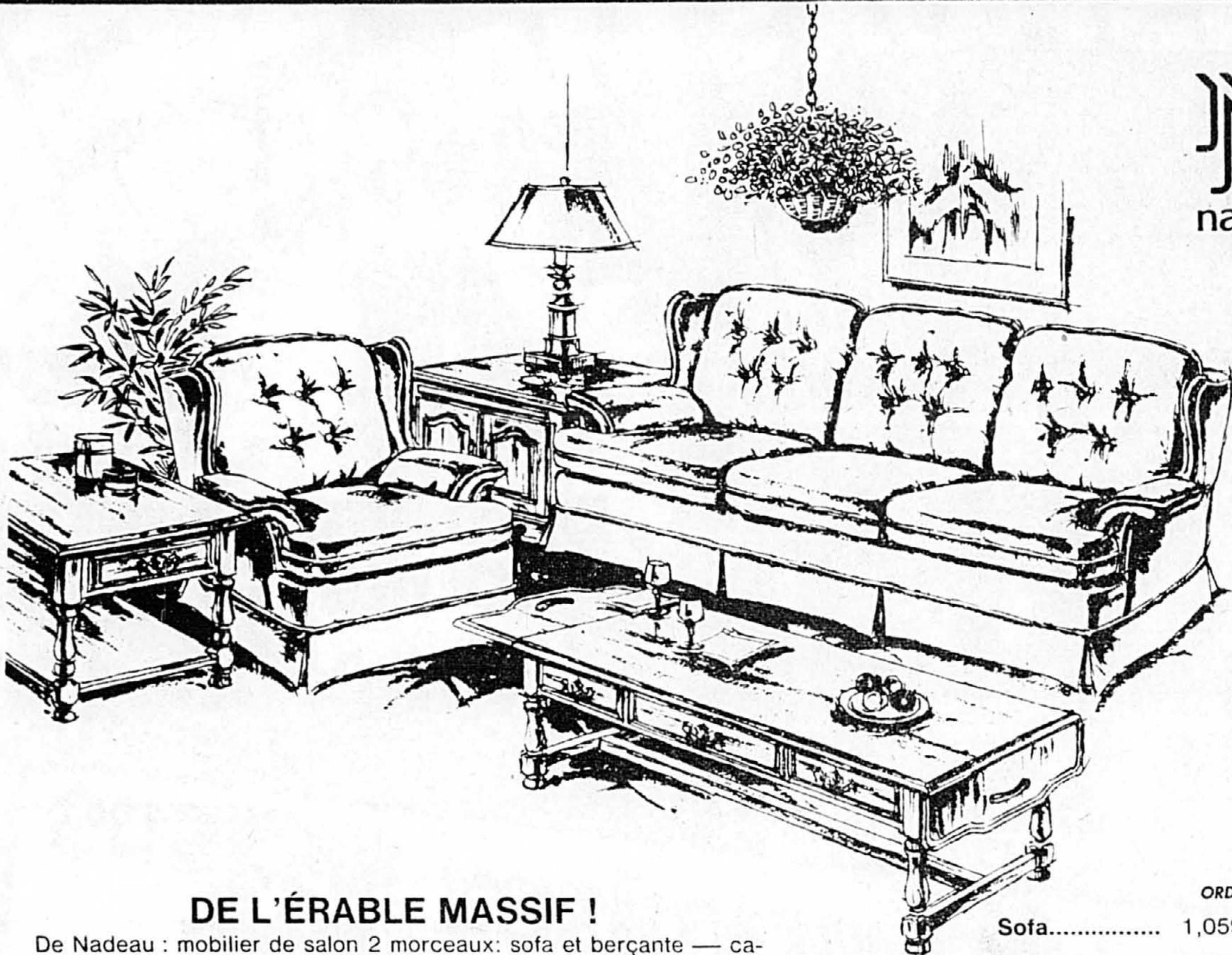
«entrer et sortir au gré de ses fantaisies».

John Hinckley Jr est resté impassible devant l'éclat du juge, se replongeant dans sa somnolence habituelle. Depuis le début du procès, il a assisté d'un oeil morne au défilé d'une trentaine de témoins, dont les membres de sa famille, fixant souvent les yeux au ciel, s'affalant parfois dans son siège, ou encore s'effondrant sur la table derrière laquelle il est assis, la tête sur les bras.

Hier, la défense a laissé entendre qu'elle pourrait tenter de nouveau de présenter le témoignage d'un spécialiste selon lequel, d'après des examens aux rayons X du cerveau de Hinckley, l'accusé aurait des plis anormaux au cerveau, plis caractéristiques des schizophrènes.



Deux équilibristes allemands ont donné un spectacle impressionnant lundi, à 120 pieds au-dessus du sol, près de la Tour de Pise, de quoi faire pencher un peu plus le célèbre monument.



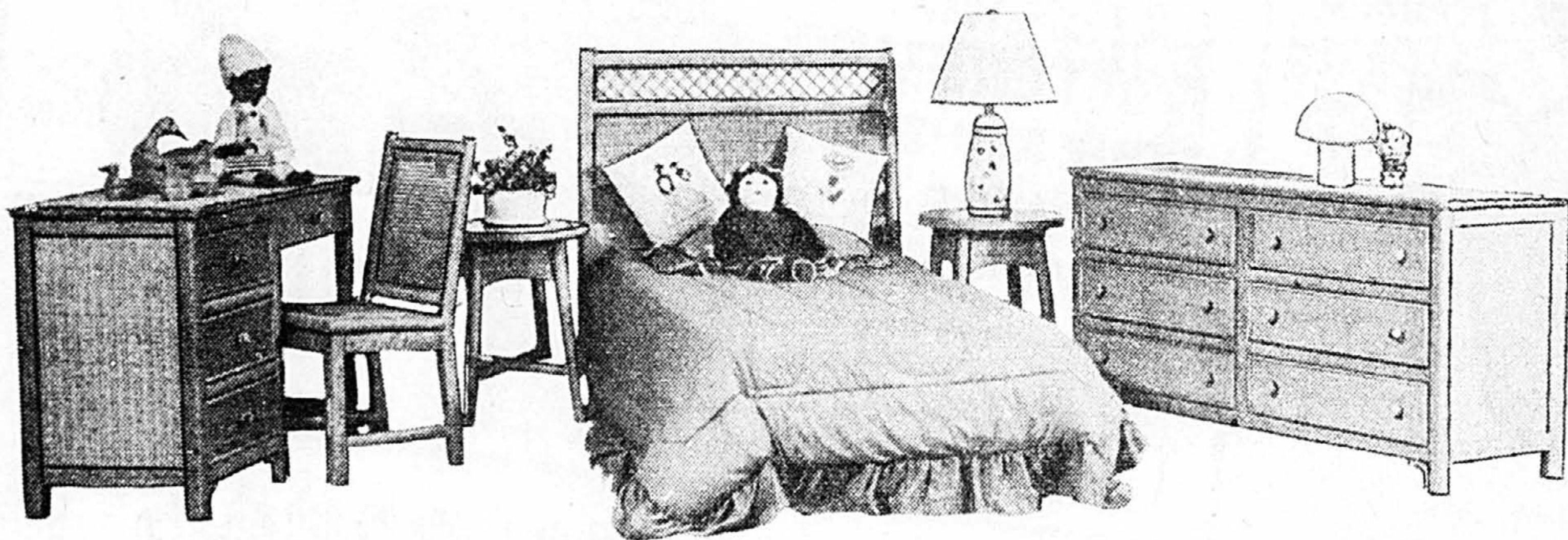
IN
nadeau

DE L'ÉRABLE MASSIF !

De Nadeau : mobilier de salon 2 morceaux: sofa et bergante — cadrage en érable massif — recouverts d'un tissu brun 100% nylon.

Ensemble de tables en érable massif comprenant: table à café, table de bout et table de coin.

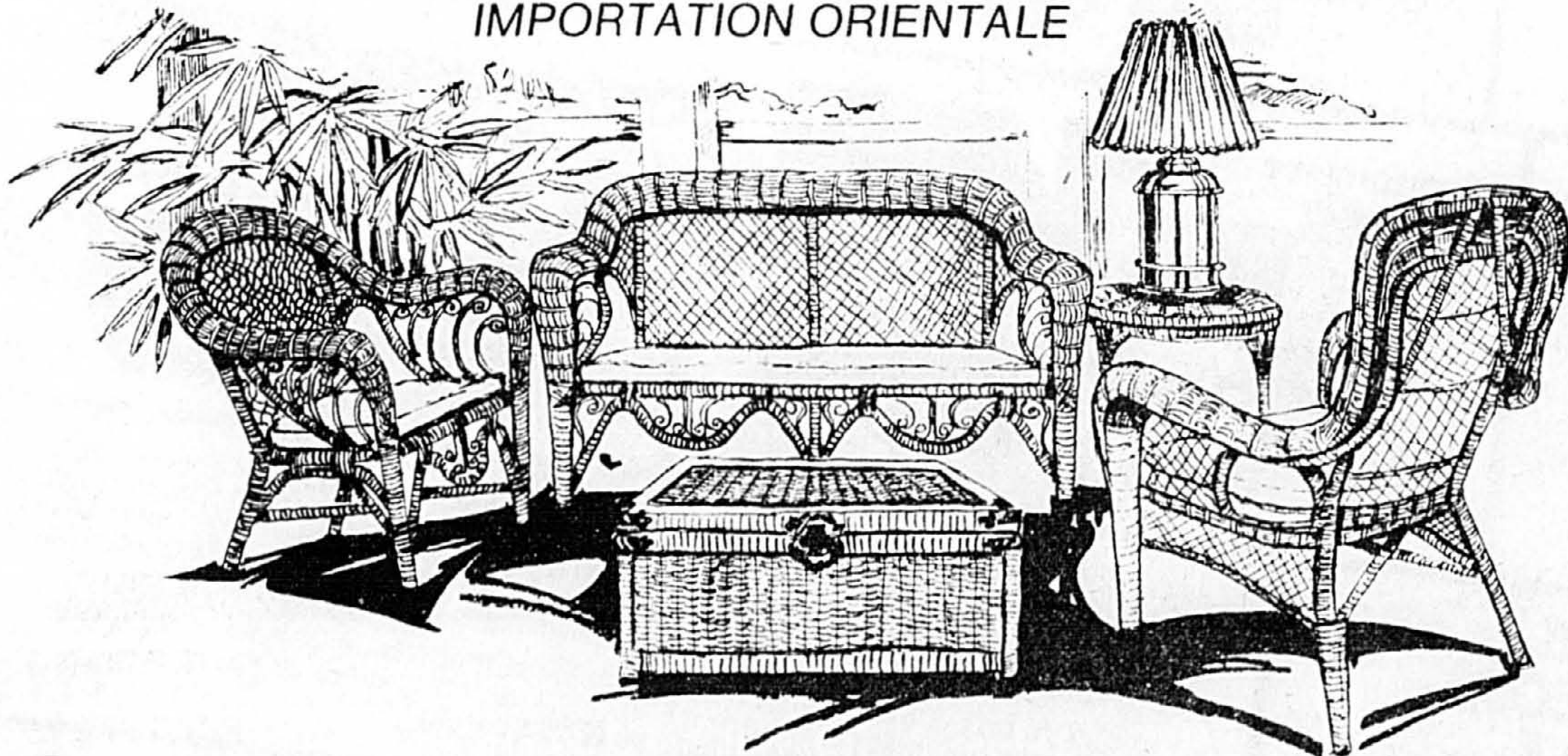
	ORD.	VALIQUETTE SPECIAL
Sofa.....	1,059.	890.
Bergante.....	590.	499.
Table à café....	335.	285.
Table de bout..	255.	215.
Table de coin..	365.	310.



Importation de véritable osier tressé, beau fini naturel ou blanc. Appliqués décoratifs, poignées d'osier. 3e étage

Bureau double, 6 tiroirs.....	749.	Chaise.....	229.	Miroir vertical (non illustré).....	169.
Bureau pupitre 4 tiroirs.....	569.	Tête de lit 39".....	229.	Chiffonnier 3 tiroirs (non illustré).....	429.
		Table de chevet.....	169.		

IMPORTATION ORIENTALE



LE CHARME DU ROTIN

Le meuble de rotin est léger et rempli de fraîcheur. A l'aise à la campagne comme à la ville, il s'adapte à tous les milieux. 5e étage

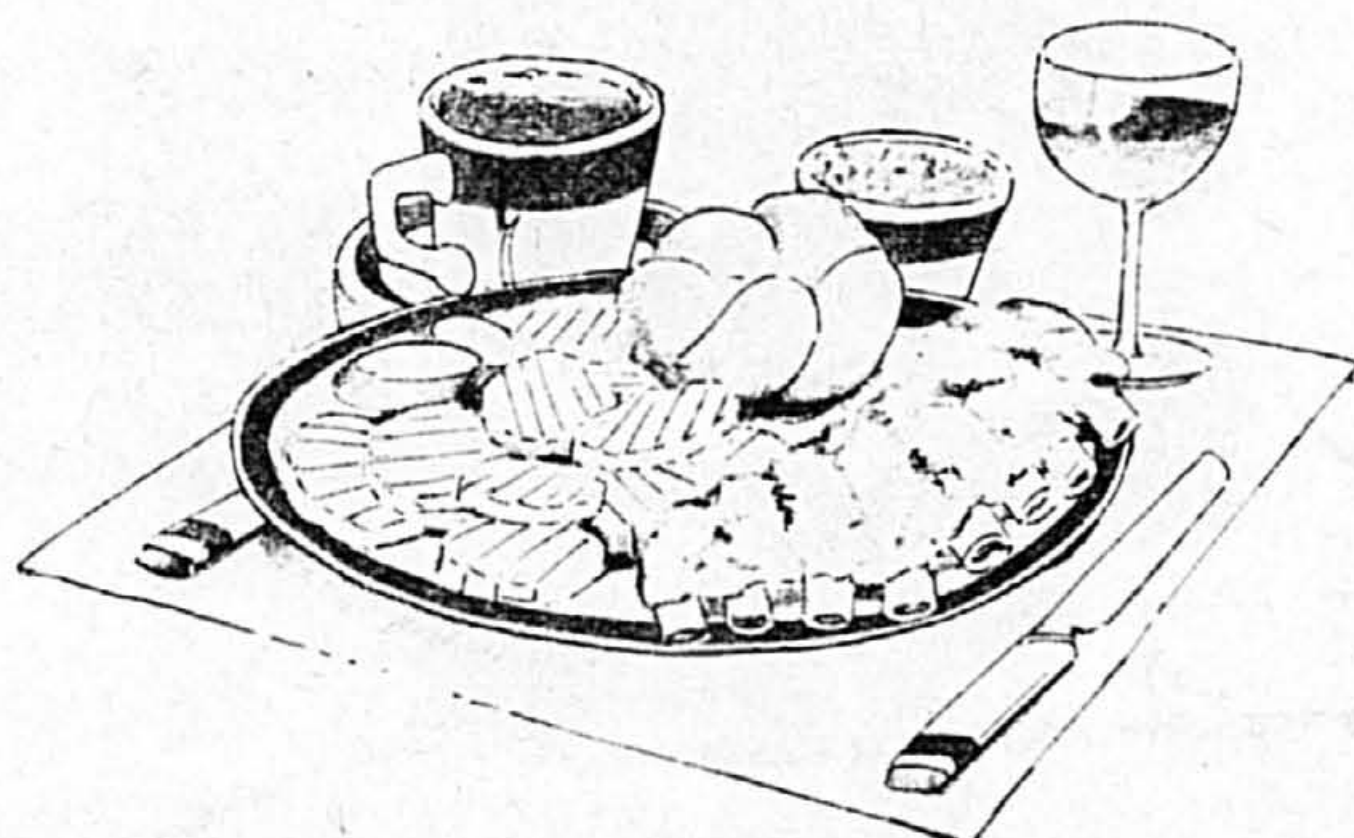
Canapé 2 places.....	425.	Coffre 36 x 20 x 20.....	165.
Fauteuil.....	215.	Table.....	89.
Coffre 32 x 16 x 16.....	135.	Fauteuil haut dossier.....	225.

COUSSINS EN SUS

N.G. VALIQUETTE LTÉE • 510 EST, SAINTE-CATHERINE • 842-8811

Valiquette
plus que des meubles

Ça fait parler le monde



L'ouverture d'un 3ième restaurant

Jean Scofield

1595 boulevard des Laurentides
Chomedey, Laval
près du boul. St-Martin
668-8221

Jean vous invite à déguster les côtes levées qui ont bâti sa réputation, les pelures de pommes de terre, pain de rondelles d'oignons, poulet BBQ, bifteck «coupe du ranch», langoustinettes, dans une atmosphère incomparable, qui donne un «p'tit goût de revenez-y»!

7605, Lacordaire
St-Léonard
entre Métropolitain et Jean-Talon
255-2300



320, Taschereau
Greenfield Park
462-3272

ESCOMPTE DE **20%** ET PLUS

SUR TOUTES TUILES DE CÉRAMIQUE



TUILES DE CÉRAMIQUE POUR MURS ET PLANCHERS ITALIENNE — ESPAGNOLE — ALLEMANDE

Nous fabriquons les foyers de marbre, plancher, table et vanité grâce à notre grande variété de marbre et granite.

ESTIMATION GRATUITE Plan d'achat avec installation comprise

Découvrez le monde de la céramique et du marbre à nos trois magasins à Montréal.



40 ans au service de la clientèle Importateur et distributeur de tuiles de céramique, marbre et granite.

TUILES - MARBRE - GRANIT
9225, boul. Saint-Laurent
382-5180

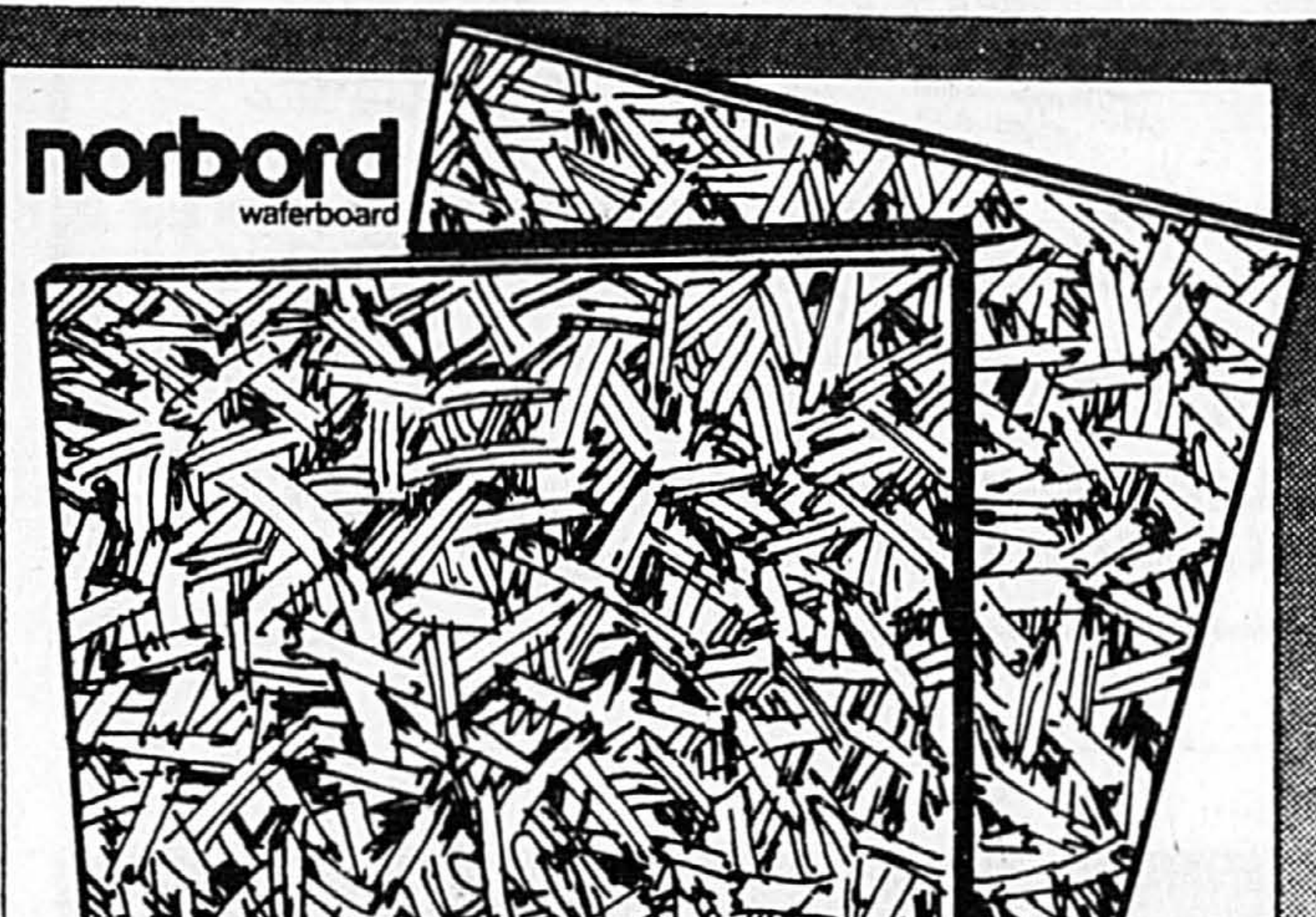
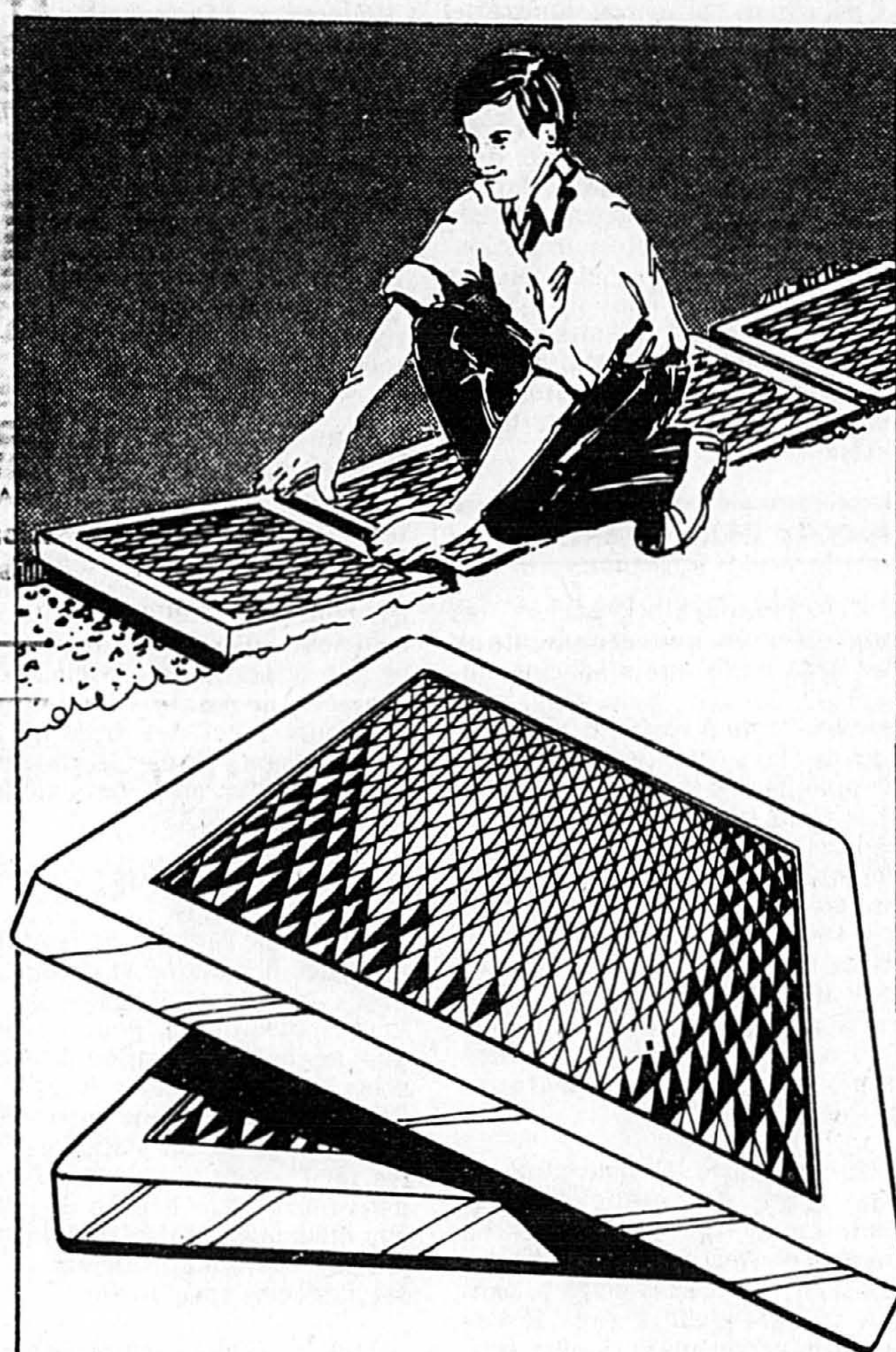
TUILES
20 est, rue Port-Royal
382-7330

TUILES
8970, rue Pascal-Gagnon
Saint-Léonard
328-2624

on l'a la réponse!
bien mieux renseigné
pour bien mieux rénover

BMR

Investissez dans votre jardin, profitez de nos bas prix!



PANNEAUX NORBORD
Panneaux de copeaux de bois pressés
Usages variés.
Dimensions: 1/4 x 4 pi x 8 pi.

PRIX BMR
3⁸⁸
PAN.

DALLES À PATIO
De couleur grise.
Dimensions: 18 po x 18 po.

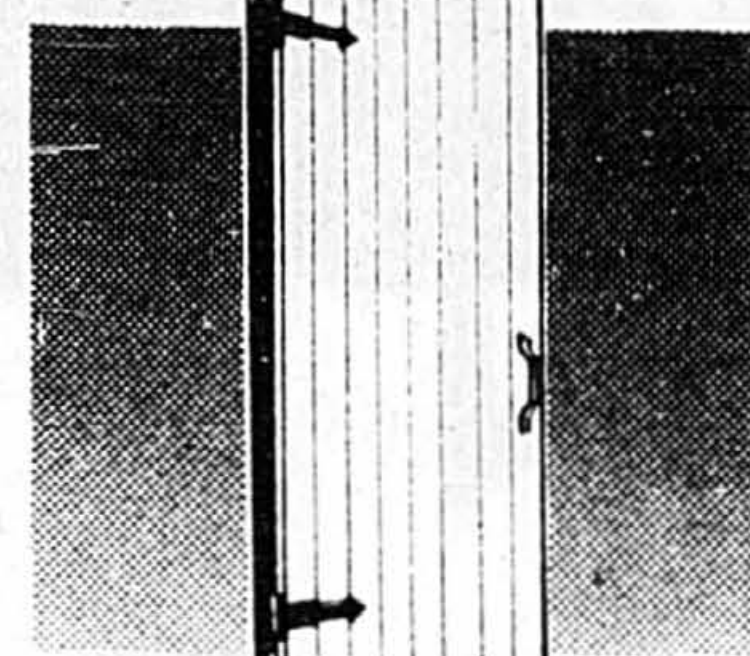
PRIX BMR
1¹⁹
CHA.



ENSEMBLE DE CABANON DE 6 PI X 8 PI

Facile à monter et économique. Contient tous les matériaux nécessaires à la fabrication, plan inclus. La porte et les fermes sont prémontées.

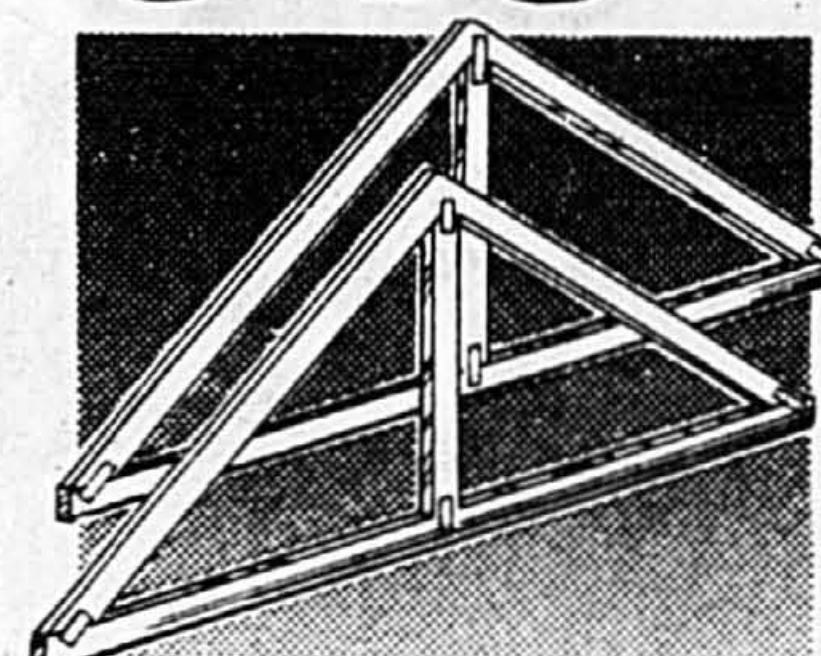
PRIX BMR
345⁹⁹



PORTE DE CABANON DE JARDIN

34 po x 72 po. Porte en planches de pin emboutées, joints en V. Quincaillerie non comprise.

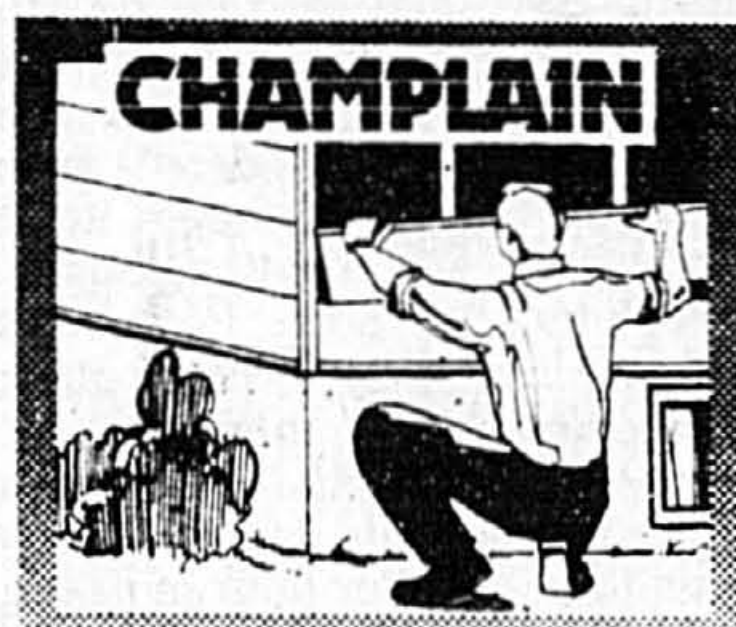
PRIX BMR
17⁹⁹
ENS.



FERMES DE TOIT

Pour cabanon de jardin de 8 pi de large incluant 2 corniches de 6 po chacune. En bois d'épinière assemblée solidement. 18 po de haut x 108 po.

PRIX BMR
5⁹⁵
CHA.



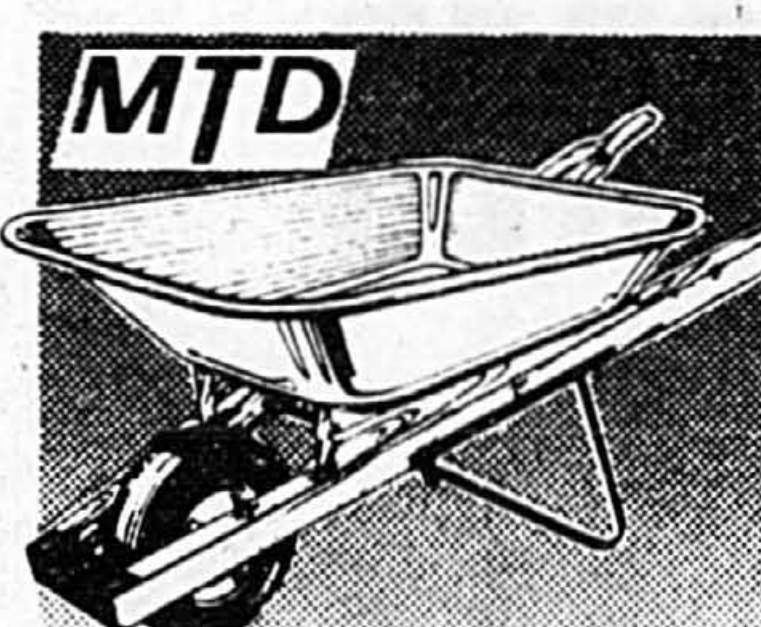
REVÊTEMENT EXTÉRIEUR
Base en aggloméré, fini blanc.
Dimensions: 9 po x 16 pi.

PRIX BMR
.70
PI LIN



BROUETTE DE JARDIN DE 3 PI³
Modèle économique. Roue de plastique. 10 po x 1 1/4 po. Bran-cards en acier tubulaire. # 412-093-500

PRIX BMR
22⁶⁹
CHA.



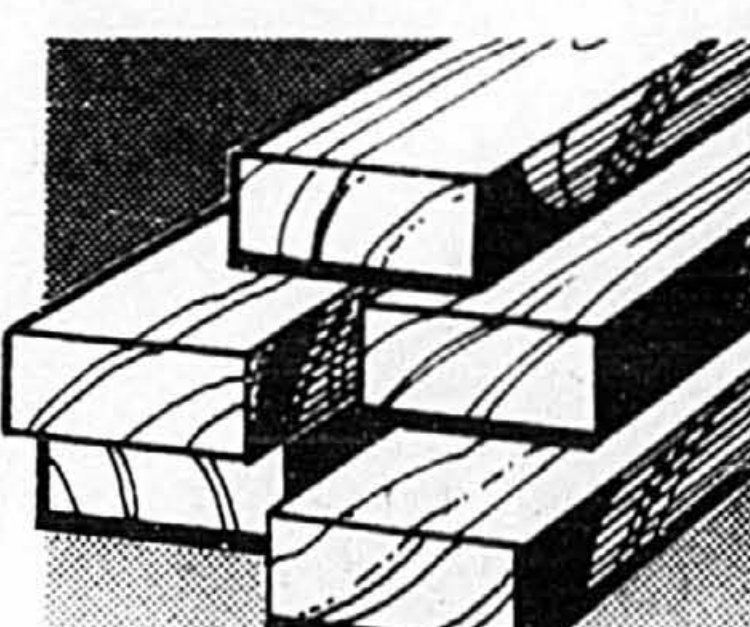
BROUETTE DE JARDIN 4 PI³
Modèle utilitaire. Roue semi-pneumatique de 12 po x 3 po avec roulement à billes. Man-chons en bois clair. # 412-323-500

PRIX BMR
51⁷⁵
CHA.



BOYAU D'ARROSAGE
Boyau tout usage. 4 plis.
Dimensions: 1/2 po x 50 pi.

PRIX BMR
4⁹⁹
CHA.



ÉPINETTE DE PREMIÈRE QUALITÉ
Dimensions: 2 x 4 x 8 pi.

PRIX AU MORCEAU

DEMANDEZ NOS PRIX!



TABLE DE PIQUE-NIQUE
En épinière. Prête à assembler boulons et clous inclus. Grandeur: 2 pi x 6 pi.

PRIX BMR
21⁹⁵
CHA.

Payez et emportez

Les prix spéciaux BMR sont en vigueur du 25 mai au 29 mai 1982

Pour certains articles, les marchands se réservent le droit d'offrir un autre produit de qualité et de valeur similaires et de limiter les quantités.

BMR



CONSEIL AU RÉNOVATEUR - BRICOLEUR

Pour de belles boiseries

Vous projetez d'utiliser le bois pour un plafond, un mur ou un parquet? Si possible, laissez les planches dans la pièce pendant quelques jours avant de procéder à la pose. Elles s'adapteront à l'humidité de la maison, minimisant ainsi les risques de contraction ou de dilatation après l'installation.

À la prochaine, Jean-Guy Guérard

BIEN MIEUX RENSEIGNÉ POUR BIEN MIEUX RÉNOVER

BMR
LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
MAGNAN INC.
2461, rue Augustin-Cantin, Montréal 931-2561

BMR
J.E. TREMBLAY LTÉE
2291, rue Des Ormeaux, Montréal 351-3410

BMR
LANGEVIN & FOREST (1966) LTÉE
9995, boul. Pie IX, Montréal 322-9330

BMR
BOIS BERTRAND (1976) INC.
405, avenue Michel Jasmin, Dorval 636-6530

BMR
NORMAN THOMPSON INC.
6750, boul. Léger, Montréal-Nord 322-2565

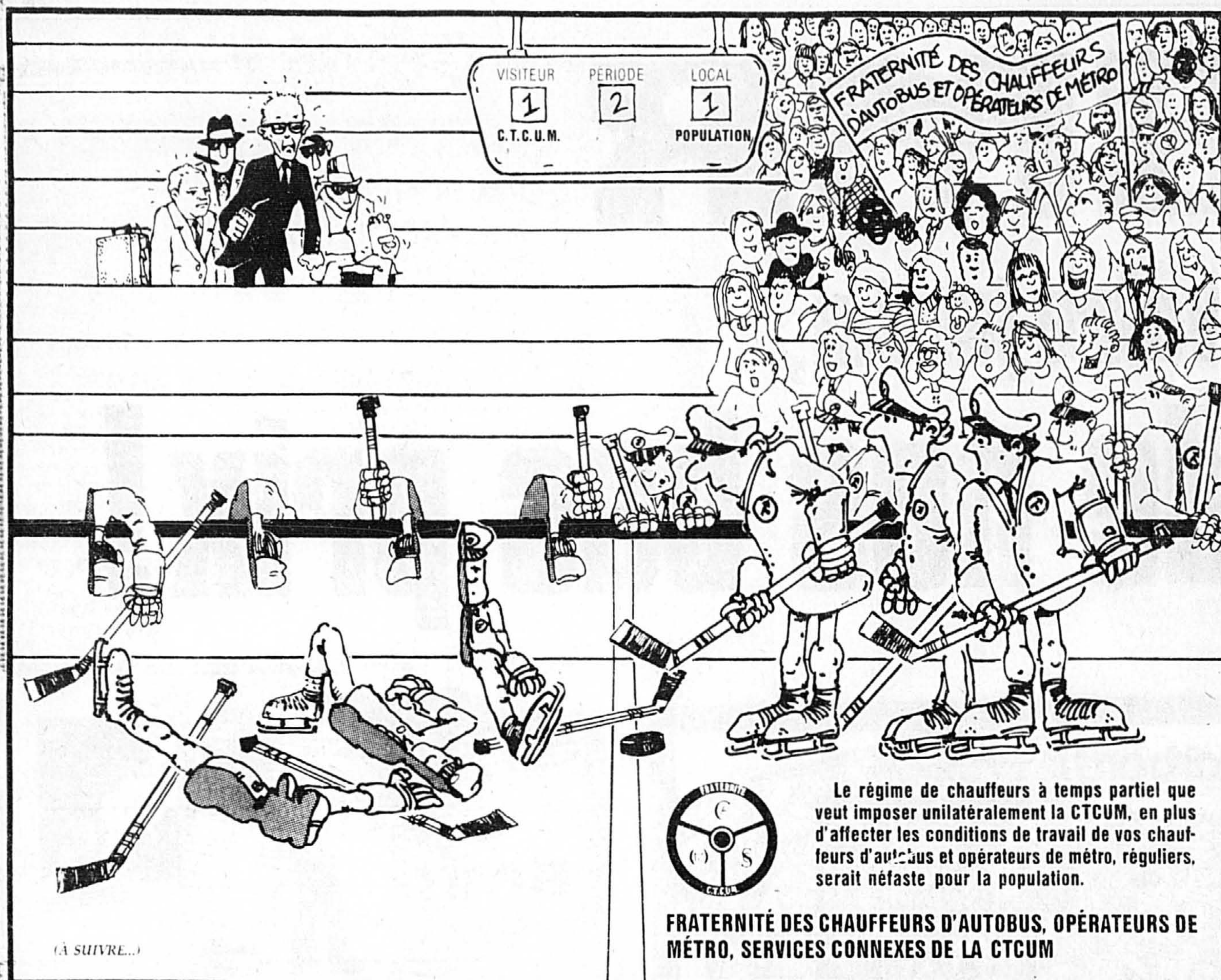
BMR
CENTRES DE RÉNOVATION GENEST INC.
3032, boul. LaSalle, Verdun 767-5373

BMR
CENTRES DE RÉNOVATION GENEST INC.
7682, boul. Champlain, LaSalle 366-6941-8670

BMR
ARMAND BRUNET & FILS LTÉE
48, avenue Wolseley Nord, Montréal-Ouest 481-8127

BMR
MARC ROUSSEAU LTÉE
520, boul. Labelle, Chomedey 688-1170

BMR
FLEURANT & FRÈRE INC.
328, boul. Curé Labelle, Fabreville 625-0711



Le régime de chauffeurs à temps partiel que veut imposer unilatéralement la CTCUM, en plus d'affecter les conditions de travail de vos chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro, réguliers, serait néfaste pour la population.

FRATERNITÉ DES CHAUFFEURS D'AUTOBUS, OPÉRATEURS DE MÉTRO, SERVICES CONNEXES DE LA CTCUM

(À SUIVRE...)

Québec tient la solution au problème de la pénurie de médecins

■ Le gouvernement Lévesque se hâte de résoudre le problème de pénurie de médecins omnipraticiens et spécialistes dans les régions éloignées et dans certains endroits isolés. Dès cette semaine, il désignera par arrêté ministériel les territoires insuffisamment pourvus d'effectifs médicaux. À partir de cette liste, il entend négocier des tarifs supérieurs pour les futurs médecins et ceux déjà installés sur la Côte-Nord, dans le Nord-Ouest, au Nouveau-Québec et dans le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, et des tarifs réduits pour les futurs médecins dans les grands centres urbains sursaturés tels, l'Île de Montréal et Laval, Québec métropolitain et ses environs, de même que la région sherbrookoise.

tons de l'Est: ex. Lac Mégantic, Asbestos; Laurentides-Lanaudière et Rive sud; 3— les régions des agglomérations non-universitaires de 100,000 habitants et plus (Saguenay-Lac Saint-Jean, Trois-Rivières et l'Outaouais); 4— les régions excentriques (Côte-Nord, Nord-Ouest, et Bas-Saint-Laurent-Gaspésie); 5— les secteurs d'isolement. Ces derniers se situent dans plusieurs zones du Nouveau-Québec ou encore dans des localités d'autres régions excentriques ou non-universitaires (ex. quelques endroits de la région trifluvienne, Chapais et Chibougamau dans la vaste région du Saguenay-Lac Saint-Jean).

Dans les secteurs d'isolement, le gouvernement offre aux médecins établis ou futurs un train de mesures qui s'ajoutent aux tarifs supérieurs et aux deux semaines de congé d'étude payées envisagées pour la pratique en région excentrique. «Il s'agit de transposer ce que le personnel syndiqué des services de santé reçoit déjà: remboursement des frais de déménagement, prime d'isolement, frais de sortie, etc.», ont expliqué les experts du MAS.

Pénurie et surplus

Dans ces régions et secteurs éloignés, il manque 44 omnipraticiens et 154 spécialistes de diverses disciplines pour assurer une accessibilité adéquate des soins aux populations locales. À l'antipode, les régions universitaires (groupe 1), où s'appliqueront les tarifs réduits pour les futurs détenteurs de la licence de pratique médicale, démontrent un surplus de 100 omnipraticiens et de 664 médecins spécialistes.

Dans les régions intermédiaires (groupes 2 et 3), les arrivants sur le marché et les médecins en place travailleront aux tarifs réguliers. Cependant, dans quelques agglomérations municipales (ex. Saint-Jérôme) de la Rive nord et de la Rive sud de l'Île de Montréal, les hôpitaux éprouvent des difficultés à recruter des médecins, surtout des médecins spécialistes et particulièrement en psychiatrie. Là où ce genre de problèmes se pose, le gouvernement a l'intention — en ce qui concerne les futurs médecins — de proposer des tarifs réduits en cabinet privé, mais de les maintenir à un taux régulier pour la pratique en institution. «Tout cet exercice consiste à établir un système de péréquation, c'est-à-dire que les sommes épargnées dans les régions en excédent d'effectifs seront injectées dans les territoires dépourvus», affirment les hauts-fonctionnaires du MAS.

Cinq régions

En se basant sur une étude de la répartition géographique des effectifs médicaux au Québec, la proposition gouvernementale distingue ainsi cinq groupes de régions: 1— les régions universitaires où se trouvent les facultés de médecine (Québec et les Cantons de l'Est en bonne partie, l'Île de Montréal et Laval); 2— celles en périphérie des régions universitaires (Québec: ex. Beauce, Rivière-du-Loup; certains coins des Can-

pourra suivre quotidiennement la progression des travaux.

Les travaux de restauration consistent dans un premier temps à refaire le calfatage de la coque et des ponts à l'étau selon la technique plusieurs fois centenaire utilisée pour la construction des bateaux de bois. Ensuite, l'entrepreneur effectuera divers travaux de menuiserie tels la réparation des bordages, des portes et du bastingage. L'extrémité des mâts et des vergues, faits de pin de la Colombie-Britannique, seront aussi réparés. Finalement, les travaux de restauration se termineront par la toilette extérieure de la Grande Hermine. Elle sera décapée et repeinte au complet avant d'accueillir ses premiers visiteurs de l'été.

Travail partagé: \$20 millions pour le Québec

■ Le programme à travail partagé, instauré au début de l'année par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, a requis jusqu'à maintenant au Québec un budget de \$20 millions.

On compte en tout 269 accords de travail partagé qui ont amené près de 19,000 travailleurs et travailleuses à avoir un horaire de travail réduit, évitant cependant presque 9,000 mises à pied dans les entreprises concernées.

Offre SPÉCIALE

JEANS et CHANDAILS
POUR GARÇONS ET GARÇONNETS

SAUVÉ FRÈRES

Jeans GWG

Lavés à la pierre
Grandeurs 7 à 18 ans
Ord. \$31

SPÉCIAL

\$15⁹⁸

Pour garçonnetts

Chandails à rayures
Manches courtes
Couleurs assorties
Grandeurs 4 à 6X ans
Ord. jusqu'à \$8.98

SPÉCIAL

\$5⁹⁸

Ord. \$8 **SPÉCIAL**
(modèle de droite illustré)

\$3⁹⁸

Pour garçons

Choix de chandails
Manches courtes
Unis ou à rayures de couleurs variées

Ord. jusqu'à \$9.98

SPÉCIAL

\$6⁹⁸

Ord. \$16.98

SPÉCIAL

\$8⁹⁸

(Modèle de gauche illustré)

6554 ST-HUBERT
273-6392

CARREFOUR LAVAL
681-9213

CENTRE LAVAL
688-6292

GALERIES D'ANJOU
351-6810



21 morts dans un centre psycho-pédagogique incendié

Téléphoto AFP

Le bilan provisoire de l'incendie qui a ravagé hier matin le centre psycho-pédagogique Jean-Sarrailh d'Aire-sur-Adour, dans le sud-ouest de la France, s'élève à 21 morts, neuf blessés et un disparu. Le feu, qui, selon la police, pourrait être d'origine criminelle, s'est déclenché à six heures du matin simultanément dans plusieurs secteurs du centre, qui est géré

par une organisation charitable sous le contrôle de l'Etat et s'occupe de jeunes handicapés mentaux. Au moment du sinistre, l'établissement, un ancien séminaire du 19e siècle converti en 1949, abritait 80 jeunes âgés de 12 à 20 ans. Les pompiers poursuivaient hier leurs recherches dans les décombres, pour tenter de découvrir le corps du dernier disparu.

Le per capita à la CECM: \$1 million de moins que prévu

La décision du Conseil scolaire de l'île de Montréal de fixer à \$169 au lieu des \$178 demandés par la CECM, le per capita pour l'année 1982-1983, fait perdre à la Commission des écoles catholiques de Montréal la somme de \$1 million en revenus anticipés.

Dans un communiqué qu'elle a fait parvenir aux médias, la CECM explique que cette perte aura un impact sérieux sur son fonctionnement. «Puisque la commission ne peut plus procéder à des coupures additionnelles de postes — elle en a déjà coupé 870 — parce que les dates limites fixées dans les conventions collectives sont dépassées, la CECM devra envisager d'autres hypothèses».

Il est alors question de limiter le nombre d'élèves en enseignement professionnel et en orthopédagogie, ou de limiter l'encadrement dans les écoles de milieux défavorisés, ralentir l'implantation des nouveaux régimes pédagogiques, réviser les programmes prioritaires pour lesquels la CECM avait réservé des sommes additionnelles, comme pour l'entretien des écoles, les services pour les mésoadaptés socio-affectifs, etc.

Par ailleurs, la CECM conteste la déclaration du président du CSIM, M. Jacques Mongeau, qui disait que la CECM a des réserves ou des surplus de \$1 million dans son budget 1982-1983.

La CECM souligne que cette somme comprend \$500,000 prévus pour des postes d'encadrement dans les écoles, et le financement à même le budget de quelque 30 postes d'enseignants au professionnel et en orthopédagogie.

AU DÉPARTEMENT DE PATHOLOGIE DE L'HÔTEL-DIEU

Retour au travail ordonné

Tout en reconnaissant que les travailleurs et travailleuses du département de pathologie de l'Hôtel-Dieu de Montréal étaient justifiés d'exercer leur droit de refus de travailler dans des conditions d'exposition au formol, la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) a ordonné le retour au travail de tous les employés. Les deux syndicats CSN impliqués ont l'intention d'entreprendre d'autres moyens de pression pour exiger l'élimination des vapeurs toxiques qui portent atteinte à la santé des employés de ce département.

COLLÈGE FRANÇAIS

185 ouest, rue Fairmount, Montréal

COURS COLLÉGIAL

(secteur général)

Inscriptions possibles (session d'automne 82) en:

SCIENCES

- sciences de la santé
- sciences pures et appliquées

SCIENCES HUMAINES

- sciences de l'administration... etc...

LETTRES-LANGUES

— diplôme d'études collégiales (préparation au DEC menant à l'Université)

Pour inscription ou prospectus téléphoner à 272-0754 272-1455 270-9486

Dites donc!

Faut profiter de ces économies sur les meubles de jardin!

Vive l'été! Vive ces longues journées oisives, ces nuits douces. C'est le temps de profiter d'attractifs meubles de jardin, à prix très attractifs, chez Distribution aux Consommateurs!

Rabais jusqu'à \$10

Ensemble assorti pour le patio.



A. (#817-940 CAT) Parasol de patio à 8 branches. 7 1/2' de diam. Recouvert de panneaux de vinyle alternés gris et blanc. Frange bleue. Facile à ouvrir et à fermer. avant 79.99

maintenant **69⁹⁹**

B. (#819-128 CAT) Table percée pour parasol en fibre de verre, 42" de diam. à plateau simili-marbre. Base solide, piètement bien écarté. avant 99.99

maintenant **89⁹⁹**

C. (#819-136 CAT) Socle pour parasol en polyéthylène, qui résiste aux bosses et ne craque pas. Lister avec du sable ou de l'eau.

maintenant **8⁹⁹**

D. (#818-013 CAT) Fauteuil vinyle empilable. Sangles noires, grises et blanches sur armature aluminium peint. Facile d'entretien et à entreposer. avant 44.99

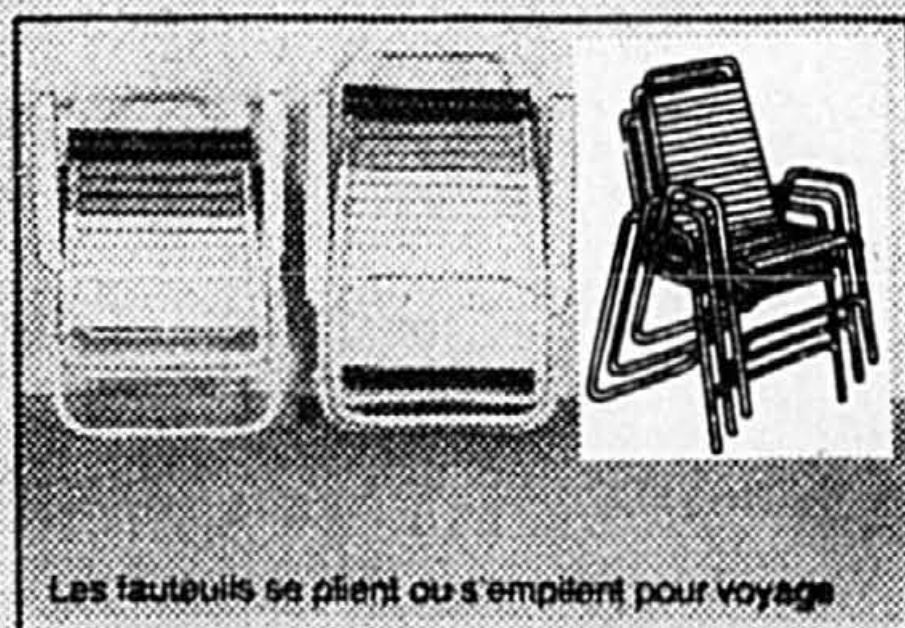
maintenant **39⁹⁹**

E. (#818-039 CAT) Fauteuil vinyle pliant. Sangles robustes et durables en blanc, gris et bleu. Accoudoirs et armature en aluminium tubulaire léger et solide. avant 39.99

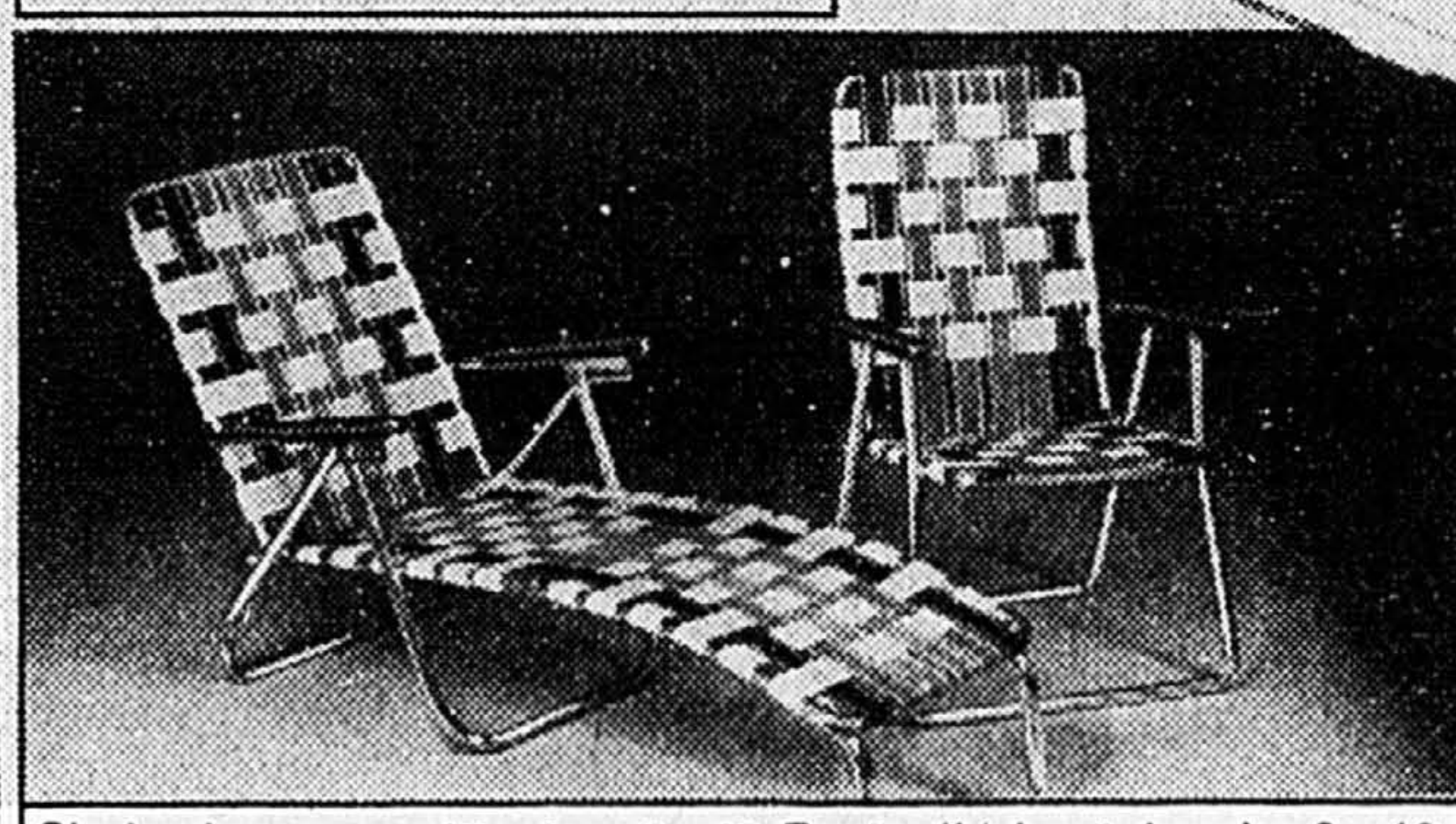
maintenant **34⁹⁹**

F. (#818-047 CAT) Chaise longue vinyle pliante. Accoudoirs en aluminium à 5 positions, réglables au doigt. Sangles en vinyle blanc, gris et bleu. avant 79.99

maintenant **69⁹⁹**



Les fauteuils se plient ou s'empilent pour voyage

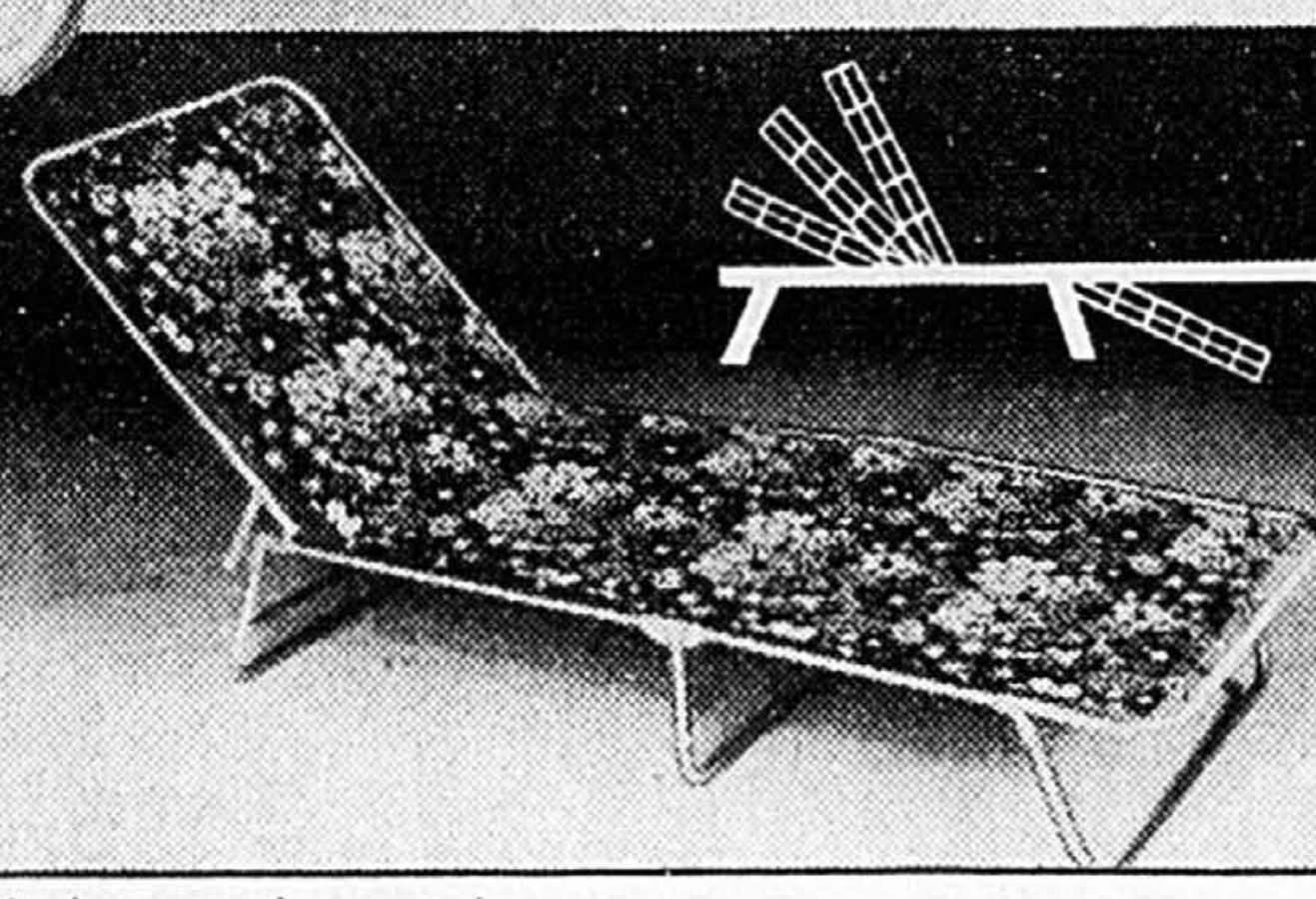


Chaise longue multicolore 6 x 18 (#842-260 CAT) Sangles en polypropylène sur armature en aluminium. Réglable à 5 positions. Environ 70 3/4" x 25", avant 26.99

Rabais de \$2 maintenant **24⁹⁹**

Fauteuil à haut dossier 6 x 10 (#842-179 CAT) Sangles en polypropylène sur armature en aluminium. Accoudoirs en plastique. Environ 36" de haut x 23 1/4" de large. avant 14.99

Rabais de \$2 maintenant **12⁹⁹**



Lit de camp à ressorts (#780-809 CAT) En tissu résistant remplaçable. Robuste armature d'acier. Dossier à positions multiples. Environ 74" de long x 26" de large. avant 17.99

Rabais de \$2 maintenant **15⁹⁹**



Fauteuil empilable de luxe. (#819-151 CAT) Armature d'acier tubulaire peint à l'époxyde. Siège et dossier résistant plastique moulé. Environ 32" x 21", avant 29.99

Rabais de \$4 maintenant **25⁹⁹**

Tous les prix sont en vigueur jusqu'au samedi 29 mai 1982.

Distribution aux Consommateurs®

MONTRÉAL-RÉGION EST: 6580, rue St-Hubert • 900, rue St-Zotique est • 1018, rue Ste-Catherine est • Place Frontenac • 2565, rue Masson • 4485, rue Jean-Talon est • 4655, rue Jean Talon est • 9235, boul. Lacordaire • Place Bourassa • Place Versailles • Les Galeries d'Anjou • 1480, boul. St-Jean-Baptiste • Place Repentigny.
MONTRÉAL-RÉGION OUEST: Plaza Alexis Nihon • Mail Cavendish • 1439, rue Bleury • Plaza Cote-des-Neiges • 1466, rue Sauvé ouest • 1120, boul. Laurentien • 4470, rue Wellington • 2700, rue Victoria • 8371, boul. Newman • 2315, boul. Hymus • Mail West Island • 3066, boul. St-Charles • Centre d'achats Ile Perrot. **MONTRÉAL-RIVE SUD:** Centre Jacques-Cartier • 2930, chemin Chamblay • Centre d'achats Greenfield Park • 3535, boul. Taschereau • Mail Champlain • Centre Châteauguay. **MAGASINS EN BANLIEUE:** Laval • Laurentides • Cantons de L'Est • St-Bruno • St-Hyacinthe • Valleyfield

AU MÊME BAS PRIX QU'IL Y A UN AN

Rabais \$90 - Légers complets pour hommes chez Simpsons

1872/1982



Un des meilleurs
achats 110 Simpsons
Meilleure occasion
Meilleure qualité
Meilleur prix

Meilleur achat 110 Simpsons

129⁹⁹

(\$220)

- Élégant complet 55% polyester / 45% laine.
- Veston devant droit à 2 boutons, revers crantés, fente au dos.
- Pantalon avec poches ¼ devant et 2 poches au dos, passants de ceinture.
- Choix de tons unis: gris, bleu, tan, brun, marine.
- Fines rayures: gris, bleu, tan, marine.
- Motifs sobres: bleu ou tan.
- Tailles 38 à 46 convenant à la plupart des statures.

Le prix entre parenthèses est le
prix ordinaire de Simpsons.

Rayon 260, vêtements pour hommes, au
deuxième centre-ville.

Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Pour achat en personne
seulement.

En vente jusqu'au samedi 5 juin.

UN DES MEILLEURS ACHATS "110"

Simpsons MD



Venez, écrivez... ou composez 842-7221.
Commandes téléphoniques 24 heures par jour.

Heures d'ouverture: Centre-ville, Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno:
du lundi au mercredi 9h30 à 18h; jeudi et vendredi 9h30 à 21h; samedi 9h à 17h.
Centre d'aubaines au 4895 Hickmore, Ville St-Laurent: du lundi au mercredi
9h30 à 17h30; jeudi et vendredi 9h30 à 21h; samedi 8h30 à 16h30.